Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 297 del 31 ottobre 1977

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Lunedì, 31 ottobre 1977 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 7 ottobre 1977, n. **790.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale delle telecomunicazioni, con tre allegati, un protocollo finale e sei protocolli addizionali, adottata a Malaga-Torremolinos il 25 ottobre 1973.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 7 ottobre 1977, n. **790.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale delle telecomunicazioni, con tre allegati, un protocollo finale e sei protocolli addizionali, adottata a Malaga-Torremolinos il 25 ottobre 1973.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione internazionale delle telecomunicazioni, con tre allegati, un protocollo finale e sei protocolli addizionali, adottata a Malaga-Torremolinos il 25 ottobre 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 45 della medesima.

Art. 3

La quota annua di partecipazione dell'Italia all'Unione internazionale delle telecomunicazioni, prevista all'articolo 1 della succitata convenzione, sarà corrisposta dall'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 ottobre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli* BONIFACIO

CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

PREMIERE PARTIE

DISPOSITIONS FONDAMENTALES

PREAMBULE

1 En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention, qui est l'instrument fondamental de l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE 1.

COMPOSITION, OBJET ET STRUCTURE DE L'UNION

ARTICLE 1.

(*Composition de l'Union*).

2 1. L'Union internationale des télécommunications se compose de Membres qui, eu égard au principe d'universalité et à l'intérêt qu'il y a a ce que la participation a l'Union soit universelle, sont:

3 *a*) tout pays énuméré dans l'Annexe 1, qui signe et ratifie la Convention ou adhère à cet Acte;

4 *b*) tout pays non énuméré dans l'Annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère a la Convention conformément aux dispositions de l'article 46;

5 *c*) tout pays souverain non énuméré dans l'Annexe 1, et non Membre des Nations Unies, qui adhère a la Convention, conformément aux dispositions de l'article 46, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.

6 2. En application des dispositions du numéro 5, si une demande d'admission en qualité de Membre est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par

l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 2.

(*Droits et obligations des Membres*).

7 1. Les Membres de l'Union ont les droits et sont soumis aux obligations prévues dans la Convention.

8 2. Les droits des Membres, en ce qui concerne leur participation aux conférences, réunions et consultations de l'Union, sont les suivants :

a) tout Membre a le droit de participer aux conférences de l'Union, est éligible au Conseil d'administration et a le droit de présenter des candidats aux postes de fonctionnaires élus de tous les organismes permanents de l'Union;

9 *b*) tout Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les reunions des Comités consultatifs internationaux et, s'il fait partie du Conseil d'administration, à toutes les sessions de ce Conseil;

10 *c*) tout Membre a également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.

ARTICLE 3.

(*Siège de l'Union*).

11 Le siège de l'Union est fixé à Genève.

ARTICLE 4.

(*Objet de l'Union*)

12 1. L'Union a pour objet

a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

13 *b*) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;

14 *c*) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins.

15 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union :

a) effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de facon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays;

16 *b*) coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences;

17 *c*) coordonne les efforts en vue de permettre le développement harmonieux des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

18 *d*) favorise la collaboration entre ses Membres en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

19 *e*) encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des reseaux de télécommunications dans les pays en voie de développement par tous les moyens a sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies;

20 *f*) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la securité de la vie humaine per la cooperation des services de télécommunication;

21 *g*) procède à des etudes, arrête des reglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des voeux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications.

Article 5.

(*Structure de l'Union*).

22 L'Union comprend les organes suivants :

1. la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;

23 2. les conférences administratives;

24 3. le Conseil d'administration;

25 4. les organismes permanents désignés ci-apres :

a) le Secrétariat général;

26 *b*) le Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB);

27 *c*) le Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR);

28 *d*) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT).

Article 6.

(*Conférence de plénipotentiaires*).

29 1. La Conférence de plénipotentiaires est composee de délégations représentant les Membres. Elle est convoquee à intervalles réguliers, normalement tous les cinq ans.

30 2. La Conférence de plénipotentiaires :

a) détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention;

31 *b*) examine le rapport du Conseil d'administration relatant l'activité de tous les organismes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

32 *c*) établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, après avoir examiné le programme des conférences administratives et des réunions que l'Union tiendra probablement durant cette période;

33 *d*) fixe les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union et formule, au besoin, toutes directives générales concernant les effectifs de l'Union;

34 *e*) examine les comptes de l'Union et les approuve définitivement s'il y a lieu;

35 *f*) élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;

36 *g*) élit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;

37 *h*) élit les membres de l'IFRB et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;

38 *i*) révise la Convention si elle le juge nécessaire;

39 *j*) conclut ou révise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration au nom de l'Union avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;

40 *k*) traite toutes les autres questions de télécommunications jugées nécessaires.

ARTICLE 7.

(*Conférences administratives*).

41 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent :

a) les conférences administratives mondiales;

42 *b*) les conférences administratives régionales.

43 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunications particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention.

44 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter :

a) la révision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 571;

45 *b*) exceptionnellement, la révision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements;

46 *c*) toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.

47 (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunication particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.

ARTICLE 8.

(*Conseil d'administration*).

48 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de trente-six Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de la nécessité d'une répartition équitable des sièges du Conseil entre toutes les régions du monde. Sauf dans les cas de vacances se produisant dans les conditions spécifiées par le Règlement général, les Membres de l'Union élus au Conseil d'administration remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

49 (2) Chaque Membre du Conseil désigne pour siéger au Conseil une personne qui peut être assistée d'un ou plusieurs assesseurs.

50 2. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

51 3. Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

52 4. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres, des dispositions de la Convention, des Règlements administratifs, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union ainsi que d'accomplir toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires.

53 (2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union et exerce un contrôle financier effectif sur les organismes permanents.

54 (3) Il favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition, et notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

Article 9.

(Secrétariat général).

55 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.

56 (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivant et sont rééligibles.

57 (3) Le secrétaire général prend toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l'Union soient utilisées avec économie et il est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.

58 2. (1) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice-secrétaire général succède au secrétaire général dans son emploi, qu'il conserve jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante; il est éligible à ce poste.

59 (2) Si l'emploi de vice-secrétaire général devient vacant à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le Conseil d'administration nomme un successeur pour la durée du mandat restant à courir.

60 (3) Si les emplois de secrétaire général et de vice-secrétaire général deviennent vacants simultanément, le directeur du Comité consultatif international qui a été le plus longtemps en service exerce les fonctions de secrétaire général pendant une durée ne dépassant pas 90 jours. Le Conseil d'administration nomme un secrétaire général et, si les emplois sont devenus vacants à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, il nomme également un vice-secrétaire général. Un fonctionnaire ainsi nommé reste en service pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Il peut faire acte de candidature à l'élection au poste de secrétaire général ou de vice-secrétaire général à la Conférence de plénipotentiaires précitée.

61 3. Le secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union.

62 4. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

Article 10.

(Comité international d'enregistrement des fréquences).

63 1. Le Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB) est composé de cinq membres indépendant élus par la Conférence de plénipotentiaires. Ces membres sont élus parmi les candidats proposés par les pays Membres de l'Union, de manière à assurer une répartition

équitable entre les régions du monde. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays.

64 2. Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en s'acquittant de leur tâche, ne representent pas leur pays ni une région, mais sont des agents impartiaux investis d'un mandat international.

65 3. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent :

a) à effectuer une inscription methodique des assignations de fréquence faites par les différents pays, de manière a fixer, conformément a la procédure spécifiée dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;

66 *b*) à effectuer, dans les mêmes conditions et dans le même but, une inscription méthodique des emplacements assignés par les pays aux satellites géostationnaires;

67 *c*) à fournir des avis aux Membres en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences ou des brouillages nuisibles peuvent se produire ainsi qu'en vue de l'utilisation equitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires;

68 *d*) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives a l'assignation et à l'utilisation des fréquences ainsi qu'à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires conformément aux procédures prevues par le Règlement des radiocommunications, prescrites par une conférence competente de l'Union ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la preparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;

69 *e*) à tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait a l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 11.

(*Comités consultatifs internationaux*).

70 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques et d'exploitation se rapportant specifiquement aux radiocommunications.

71 (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie et la téléphonie.

72 (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif international doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des avis directement liés a la création, au developpement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.

73 2. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres :

a) de droit, les administrations de tous les Membres de l'Union;

74 b) toute exploitation privee reconnue qui, avec l'approbation du Membre qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.

75 3. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :

a) l'assemblée plénière;

76 b) les commissions d'études qu'il constitue;

77 c) un directeur, élu par une assemblée plénière et nommé en conformité avec le Règlement général.

78 4. Il est institué une Commission mondiale du Plan ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointes des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunications, afin de faciliter le développement coordonné des services internationaux de télécommunication. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays en voie de développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.

79 5. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans le Règlement général.

ARTICLE 12.

(*Comité de coordination*).

80 1. (1) Le Comité de coordination assiste le secrétaire général et lui donne des avis sur les questions d'administration, de finances et de cooperation technique intéressant plusieurs organismes permanents ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique, tenant pleinement compte en cela des décisions du Conseil d'administration et des intérêts de l'Union tout entière.

81 (2) Le Comité examine également toutes questions importantes qui lui sont soumises par le Conseil d'administration Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil un rapport a leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.

82 2. Le Comité de coordination est composé du vice-secretaire general, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et du président du Comité international d'enregistrement des fréquences; il est présidé par le secrétaire général.

ARTICLE 13.

(*Les fonctionnaires élus et le personnel de l'Union*).

83 1. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à

l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

84 (2) Chaque Membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et ne pas chercher a les influencer dans l'exécution de leur tâche.

85 (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union. ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression « intérêts financiers » ne doit pas être interprétée comme s'opposant a la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

86 2. Le secretaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union; il est souhaitable que la même règle s'étende aux membres du Comité international d'enregistrement des fréquences. Lors de l'élection de ces fonctionnaires, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 87 et d'une repartition géographique appropriée entre les régions du monde.

87 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer a l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

Article 14.

(Organisation des travaux et conduite des débats aux conférences et autres réunions).

88 1. Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences, les assemblées plénières et réunions des Comités consultatifs internationaux appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général.

89 2. Chaque conférence, assemblée plénière ou reunion des Comités consultatifs internationaux peut adopter les règles qu'elle juge indispensables en complément de celles du règlement intérieur. Toutefois, ces règles complémentaires doivent être compatibles avec les dispositions de la Convention et du Règlement géneral; s'il s'agit de règles complémentaires adoptées par des assemblées plénières et des commissions d'études, elles sont publiées sous forme de résolution dans les documents des assemblées plénières.

Article 15.

(Finances de l'Union).

90 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents :

a) au Conseil d'administration et aux organismes permanents de l'Union;

91 *b*) aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales.

92 2. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre selon le tableau suivant :

classe de 30 unités	classe de 5 unités
classe de 25 unités	classe de 4 unités
classe de 20 unités	classe de 3 unités
classe de 18 unités	classe de 2 unités
classe de 15 unités	classe de 1 ½ unités
classe de 13 unités	classe de 1 unité
classe de 10 unités	classe de ½ unité
classe de 8 unités	

93 3. Les Membres choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

94 4. Aucune réduction du nombre d'unités de contribution, établi conformément à la Convention, ne peut prendre effet pendant la durée de validité de cette Convention.

95 5. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numéro 42 sont supportées par tous les Membres de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.

96 6. Les Membres payent a l'avance leur part contributive annuelle, calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration.

97 7. Un Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 9 et 10, tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions à payer par ce Membre pour les deux années précédentes.

98 8. Les dispositions régissant les contributions financières des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales figurent dans le Règlement général.

ARTICLE 16.

(*Langues*)

99 1. (1) L'Union a pour langues officielles : l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

100 (2) L'Union a pour langues de travail : l'anglais, l'espagnol et le français.

101 (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.

102 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, réso-

lutions, recommandations et voeux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.

103 (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.

104 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.

105 (2) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.

106 4. Dans les débats des conférences de l'Union, et dans les réunions de son Conseil d'administration et de ses Comités consultatifs internationaux, un système efficace d'interprétation réciproque dans les cinq langues officielles doit être utilisé. Cependant, lorsque tous les participants a une conférence ou à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur aux cinq langues ci-dessus. L'interprétation entre ces langues et l'arabe est assurée aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives de l'Union.

ARTICLE 17.

(*Capacité juridique de l'Union*).

107 L'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX TELECOMMUNICATIONS

ARTICLE 18.

(*Droit du public à utiliser le service international des télécommunications*).

108 Les Membres reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni preférence quelconque.

ARTICLE 19.

(*Arrêt des télécommunications*).

109 1. Les Membres se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, a charge

d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

110 2. Les Membres se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

ARTICLE 20.

(*Suspension du service*).

111 Chaque Membre se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres par l'intermédiaire du secrétaire général.

ARTICLE 21.

(*Responsabilité*).

112 Les Membres n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 22.

(*Secret des télécommunications*).

113 1. Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

114 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes, afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

ARTICLE 23.

(*Etablissement, exploitation et sauvegarde des voies et des installations de télécommunication*).

115 1. Les Membres prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

116 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélées les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

117 3. Les Membres assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

118 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunication qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 24.

(*Notification des contraventions*).

119 Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 44, les Membres s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 25.

(*Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine*).

120 Les services internationaux de télécommunication doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 26.

(*Priorité des télégrammes d'Etat, des appels et des conversations téléphoniques d'Etat*).

121 Sous réserve des dispositions des articles 25 et 36, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande Les appels et conversations téléphoniques d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

ARTICLE 27.

(*Langage secret*).

122 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

123 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui ont préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour cette catégorie de correspondance.

124 3. Les Membres qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 20.

ARTICLE 28.

(*Taxes et franchise*).

125 Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements administratifs annexés à la présente Convention.

ARTICLE 29.

(*Etablissement et reddition des comptes*).

126 Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 31, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements administratifs.

ARTICLE 30.

(*Unité monétaire*).

127 L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 31.

(*Arrangements particuliers*).

128 Les Membres se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas la généralité des Membres. Toutefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements administratifs y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres pays.

ARTICLE 32.

(*Conférences régionales, arrangements régionaux, organisations régionales*).

129 Les Membres se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des arrangements régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les arrangements régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS SPECIALES RELATIVES AUX RADIOCOMMUNICATIONS

ARTICLE 33.

(Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites géostationnaires).

130 1. Les Membres s'efforcent de limiter le nombre de fréquences et l'étendue du spectre utilisé au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. A cette fin, ils s'efforcent d'appliquer dans les moindres délais les derniers perfectionnements de la technique.

131 2. Lors de l'utilisation de bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales, les Membres tiennent compte du fait que les fréquences et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière efficace et économique, afin de permettre un accès équitable à cette orbite et à ces fréquences aux différents pays ou groupes de pays, selon leurs besoins et les moyens techniques dont ils peuvent disposer, conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

ARTICLE 34.

(Intercommunication).

132 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger reciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

133 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 132 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

134 3. Nonobstant les dispositions du numéro 132, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 35.

(Brouillages nuisibles).

135 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres, des

exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

136 2. Chaque Membre s'engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 135.

137 3. De plus, les Membres reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 135.

ARTICLE 36.

(*Appels et messages de détresse*).

138 Les stations de radiocommunications sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 37.

(*Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs*).

139 Les Membres s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

ARTICLE 38.

(*Installations des services de défense nationale*).

140 1. Les Membres conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.

141 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles, ainsi que les prescriptions des Règlements administratifs concernant les types d'émission et les fréquences a utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

142 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements administratifs annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE IV

RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ARTICLE 39.

(Relations avec les Nations Unies).

143 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations, dont le texte figure dans l'Annexe 3 à la présente Convention.

144 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prevues dans cette Convention et dans les Règlements administratifs. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

ARTICLE 40.

(Relations avec les organisations internationales).

145 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE V

APPLICATION DE LA CONVENTION ET DES REGLEMENTS

ARTICLE 41.

(Dispositions fondamentales et Règlement général).

146 En cas de divergence entre une disposition de la premiere partie de la Convention (Dispositions fondamentales, numeros 1 à 170) et une disposition de la seconde partie (Règlement general, numeros 201 à 571), la première prévaut.

ARTICLE 42.

(Règlements administratifs).

147 1. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs, qui régissent l'utilisation des télécommunications et lient tous les Membres.

148 2. La ratification de la presente Convention conformément à l'article 45 ou l'adhésion a la presente Convention conformément à l'article 46, implique l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.

149 3. Les Membres doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute révision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres au fur et à mesure qu'il les reçoit.

150 4. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement administratif, la Convention prévaut.

ARTICLE 43.

(Validité des Règlements administratifs en vigueur).

151 Les Règlements administratifs visés au numéro 147 sont ceux en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la presente Convention et demeurent valables, sous réserve des revisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 44, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux Règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes a la présente Convention.

ARTICLE 44.

(Exécution de la Convention et des Règlements).

152 1. Les Membres sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs y annexes dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 38.

153 2. Ils doivent en outre prendre les mesures necessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs aux exploitations autorisées par eux a établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou exploitent des stations pouvant causer des brouillages nuisibles au services de radiocommunication d'autres pays.

ARTICLE 45

(Ratification de la Convention).

154 1. La présente Convention sera ratifée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du

gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général qui les notifie aux Membres.

155 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 8 à 10, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 154.

156 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 154 n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune reunion des organismes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et cela tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.

157 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 52, chaque instrument de ratification prend effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.

158 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auraient ratifiée.

Article 46.

(Adhésion à la Convention).

159 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps sous réserve des dispositions de l'article 1.

160 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire genéral par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Il prend effet à la date de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte.

Article 47.

(Dénonciation de la Convention).

161 1. Tout Membre qui a ratifié la présente Convention ou qui y a adhéré a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres.

162 2. Cette dénonciation produit son effet a l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

ARTICLE 48.

(Abrogation de la Convention internationale des télécommunications de Montreux - 1965).

163 La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965) dans les relations entre les gouvernements contractants.

ARTICLE 49.

(Relations avec des Etats non contractants).

164 Tous les Membres se réservent, pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies de télécommunication d'un Membre, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements administratifs ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

ARTICLE 50.

(Règlement des différends).

165 1. Les Membres peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.

166 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre, partie dans un différend, peut avoir recours a l'arbitrage, conformément à la procédure définie au Règlement général ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE VI

DEFINITIONS

ARTICLE 51.

(Définitions).

167 Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte :

a) les termes qui sont définis dans l'Annexe 2 à la presente Convention ont le sens qui leur est assigné dans cette Annexe;

168 *b)* les autres termes définis dans les Règlements vises a l'article 42 ont le sens qui leur est assigne dans ces Règlements.

CHAPITRE VII
DISPOSITION FINALE

ARTICLE 52.
(Mise en vigueur et enregistrement de la Convention).

169 La présente Convention entrera en vigueur le 1[er] janvier 1975 entre les Membres pour lesquels les instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés avant cette date.

Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le secrétaire général de l'Union enregistrera la presente Convention aupres du Secrétariat des Nations Unies.

SECONDE PARTIE

REGLEMENT GENERAL

CHAPITRE VIII

FONCTIONNEMENT DE L'UNION

ARTICLE 53.

(Conférence de plénipotentiaires).

201 1. (1) La Conférence de plénipotentiaires se réunit à intervalles réguliers, normalement tous les cinq ans.

202 (2) Si cela est pratiquement possible, la date et le lieu d'une Conférence de plénipotentiaires sont fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente; dans le cas contraire, cette date et ce lieu sont déterminés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

203 2. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés :

a) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

204 *b*) sur proposition du Conseil d'administration.

205 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 54.

(Conférences administratives).

206 1. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

207 (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.

208 (3) Une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunications peut également porter à son ordre du jour des directives à donner au Comité international d'enregistrement des fréquences touchant ses activités et l'examen de celles-ci.

209 2. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée :

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion;

210 *b*) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;

211 *c*) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

212 *d*) sur proposition du Conseil d'administration.

213 (2) Dans le cas visés aux numéros 210, 211, 212 et éventuellement 209, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 225.

214 3. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée :

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;

215 *b*) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;

216 *c*) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;

217 *d*) sur proposition du Conseil d'administration.

218 (2) Dans le cas visés aux numéros 215, 216, 217 et eventuellement 214, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant a la region considérée. sous reserve des dispositions du numéro 225.

219 4. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés :

a) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale. Les demandes sont adressées individuellement au secrétaire genéral qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;

220 *b*) sur proposition du Conseil d'administration.

221 (2) Dans les cas visés aux numéros 219 et 220, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

222 5. (1) Le Conseil d'administration peut juger utile de faire precéder la session principale d'une conférence administrative d'une réunion preparatoire chargée d'établir des propositions concernant les bases techniques des travaux de la conférence.

223 (2) La convocation de cette reunion préparatoire et son ordre du jour doivent être approuves par la majorité des Membres de l'Union

s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

224 (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.

225 6. Dans les consultations visées aux numéros 206, 213, 218, 221 et 223, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation dont le résultat sera déterminant quel que soit le nombre de suffrages exprimés.

ARTICLE 55.

(*Conseil d'administration*).

226 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires.

227 (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas eté retenue.

228 (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant :

a) lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consecutives du Conseil;

229 *b)* lorsqu'un pays Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.

230 2. Dans la mesure du possible, la personne désignée par un Membre du Conseil d'administration pour siéger au Conseil est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.

231 3. Le Conseil d'administration elit ses propres president et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

232 4. (1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.

233 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

234 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres, ou à l'initiative de son président dans les conditions prévues au numéro 255.

235 5. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.

236 6. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

237 7. Le Conseil d'administration ne prend de décision que lorsqu'il est en session.

238 8. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur a toutes les réunions des organismes permanents de l'Union désignés aux numéros 26, 27 et 28.

239 9. Seuls les frais de voyage et de subsistance engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont a la charge de l'Union.

240 10. Pour l'exécution des attributions qui lui sont dévolues par la Convention, le Conseil d'administration, en particulier :

a) est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 39 et 40. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées a l'article 40 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 39;

241 *b*) arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secretariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;

242 *c*) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions specialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;

243 *d*) contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;

244 *e*) examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires, en réalisant toutes les économies possibles, mais en gardant à l'esprit l'obligation faite à l'Union d'obtenir des résultats satisfaisants

aussi rapidement que possible par l'intermédiaire des conférences et des programmes de travail des organismes permanents; ce faisant, le Conseil tient compte aussi des plans de travail mentionnés au numéro 286 et de toutes analyse de coûts/bénéfices mentionnées au numéro 287;

245 *f)* prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et approuve ces comptes, s'il y a lieu, pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;

246 *g)* ajuste, s'il est nécessaire :

1. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;

247 2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union;

248 3. les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siege de l'Union;

249 4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;

250 5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse;

251 6. les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies;

252 *h)* prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 53 et 54.

253 *i)* soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles;

254 *j)* examine et coordonne les programmes de travail ainsi que leur progrès, de même que les arrangements de travail des organismes permanents, y compris les calendriers des réunions, et prend les mesures qu'il estime appropriées;

255 *k)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de secrétaire général et/où de vice-secrétaire général dans la situation visée au numéro 59 ou 60 et cela au cours d'une de ses sessions régulières si la vacance s'est produite dans les 90 jours qui précèdent cette session, ou bien au cours d'une session convoquée par son president dans les périodes prévues aux numéros susmentionnés;

256 *l)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de directeur d'un Comité consultatif international, a la premiere session régulière tenue après la date où la vacance s'est produite. Un

directeur ainsi nommé reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, comme le stipule le numéro 305; il peut être élu à ce poste;

257 *m*) procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de membre du Comité international d'enregistrement des fréquences selon la procédure prévue au numéro 297;

258 *n*) remplit les autres fonctions prévues dans la Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements administratifs, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ou de ses organismes permanents pris individuellement;

259 *o*) prend les dispositions nécessaires après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Convention, les Règlements administratifs et leurs annexes, pour la solution desquels il n'est plus possible d'attendre la prochaine conférence compétente;

260 *p*) soumet un rapport sur les activités de tous les organes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

261 *q*) envoie aux Membres de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles.

ARTICLE 56.

(*Secrétariat général*).

262 1. Le secrétaire général :

a) coordonne les activités des différents organismes permanents de l'Union avec les conseils et l'assistance du Comité de coordination dont il est question au numéro 80, afin d'assurer une utilisation aussi efficace et économique que possible du personnel, des fonds et des autres ressources de l'Union;

263 *b*) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce Secrétariat, en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

264 *c*) prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se fondant sur le choix de ce dernier, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général;

265 *d*) porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

266 *e*) veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

267 *f*) fournit des avis juridiques aux organes de l'Union;

268 *g*) supervise, pour les besoins de la gestion administrative, le personnel du siège de l'Union, afin d'assurer une utilisation aussi efficace que possible de ce personnel et de lui appliquer les conditions d'emploi du régime commun. Le personnel désigné pour assister directement les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le Comité international d'enregistrement des fréquences travaille sous les ordres directs des hauts fonctionnaires intéressés, mais conformément aux directives administratives generales du Conseil d'administration et du secrétaire général;

269 *h*) dans l'intérêt général de l'Union et apres avoir consulté le président du Comité international d'enregistrement des fréquences ou le directeur du Comité consultatif en cause, affecte temporairement des fonctionnaires a d'autres emplois en fonction des fluctuations du travail au siège de l'Union. Le secrétaire général signale au Conseil d'administration ces affectations temporaires et leurs conséquences financières;

270 *i*) assure le travail de secrétariat qui precède et qui suit les conférences de l'Union;

271 *j*) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat des conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organisme permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des reunions de chaque organisme permanent de l'Union, en recourant, dans la mesure où il l'estime nécessaire, au personnel de l'Union, conformément au numéro 269. Le secrétaire general peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;

272 *k*) tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de reférence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;

273 *l*) publie les principaux rapports des organismes permanents de l'Union ainsi que les avis et les instructions d'exploitation a utiliser dans les services internationaux de télécommunication qui découlent de cet avis;

274 *m*) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

275 *n*) publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences, telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences dans l'exercice de ses fonctions;

276 *o*) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas echéant, aux autres organismes permanents de l'Union :

1. une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;

277 2. les statistiques genérales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs;

278 3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;

279 *p)* rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;

280 *q)* recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays en voie de développement afin de les aider à améliorer leurs reseaux de télécommunications. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;

281 *r)* rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres, concernant la mise en oeuvre de moyens techniques destinés à obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;

282 *s)* publie périodiquement, a l'aide des renseignements réunis ou mis a sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

283 *t)* détermine, après avoir consulté le directeur du Comité consultatif international intéressé ou, suivant le cas, le president du Comité international d'enregistrement des fréquences, la forme et la presentation de toutes les publications de l'Union, en tenant compte de leur nature et de leur contenu ainsi que du mode de publication le mieux approprié et le plus économique;

284 *u)* prend les mesures nécessaires pour que les documents publiés soient distribués en temps opportun;

285 *v)* après avoir réalisé toutes les économies possibles, prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel, lequel, après approbation par le Conseil, est transmis à titre d'information a tous les Membres de l'Union;

286 *w)* prépare et soumet au Conseil d'administration des plans de travail pour l'avenir portant sur les principales activités exercees au siège de l'Union conformément aux directives du Conseil d'administration;

287 *x)* dans la mesure où le Conseil d'administration le juge approprié, prépare et soumet au Conseil d'administration des analyses de coûts/bénéfices des principales activités exercées au siège de l'Union;

288 *y)* établit un rapport de gestion financière soumis chaque annee au Conseil d'administration et un compte récapitulatif a la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, apres verification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et soumis a la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;

289 *z)* établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres;

290 *aa)* assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union.

291 2. Le secrétaire général ou le vice-secrétaire général peut assister à titre consultatif aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire géné-

ral ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions du numéro 235.

ARTICLE 57.

(*Comité international d'enregistrement des fréquences*)

292 1. (1) Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

293 (2) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 67, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.

294 2. (1) La procédure d'élection est établie par la conférence responsable de l'élection de la façon spécifiée au numéro 63.

295 (2) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.

296 (3) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leur successeurs.

297 (4) Si, dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne, abandonne ses fonctions ou décède, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les pays Membres de l'Union qui font partie de la région intéressée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante. Cependant, si la vacance se produit plus de quatre-vingt-dix jours avant la session du Conseil d'administration, le pays dont ce membre était ressortissant désigne, aussitôt que possible et dans les quatre-vingt-dix jours, un remplaçant également ressortissant de ce pays, qui restera en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau membre élu par le Conseil d'administration. Le remplaçant pourra être présenté comme candidat à l'élection par le Conseil d'administration

298 (5) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant a été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité

299 3. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

300 (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.

301 (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé

302 4. Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque membre doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

Article 58.

(*Comités consultatifs internationaux*)

303 1. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :

a) l'assemblée plénière, réunie de préférence tous les trois ans. Lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

304 *b*) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

305 *c*) un directeur élu par l'assemblée plénière, initialement pour une période égale à deux fois la durée séparant deux assemblées plénières consécutives, normalement pour six ans. Il est rééligible à chacune des assemblées plénières ultérieures et, s'il est réélu, il reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, normalement pendant trois ans. Si le poste se trouve inopinément vacant, l'assemblée plénière suivante élit le nouveau directeur;

306 *d*) un secrétariat spécialisé qui assiste le directeur;

307 *e*) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

308 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres de l'Union au moins.

309 (2) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questions doit être effectuée conformément aux dispositions du numéro 308.

Article 59.

(*Comité de coordination*).

310 1. (1) Le Comité de coordination prête son concours au secrétaire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 282, 285, 288 et 289.

311 (2) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 39 et 40, en ce qui concerne la représentation des organismes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.

312 (3) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et présente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.

313 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. Le secretaire général peut toutefois prendre des décisions, même sans être appuyé par deux autres membres ou plus du Comité, s'il juge que le règlement des questions en cause ne peut attendre la prochaine session du Conseil d'administration. Dans ces circonstances, il fait rapport promptement et par écrit aux membres du Conseil d'administration sur ces questions, en indiquant les raisons qui l'ont amené a prendre ces décisions, ainsi que les vues exposées par écrit par les autres membres du Comité.

314 3. Le Comité se réunit sur convocation de son président, normalement au moins une fois par mois.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES CONFERENCES

ARTICLE 60.

(Invitation et admission aux Conférences de plénipotentiaires lorsqu'il y a un gouvernement invitant).

315 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

316 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union.

317 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

318 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 39 et, sur leur demande, aux organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32.

319 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative, sur la base de la réciprocité.

320 5. (1) Les réponses des Membres doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

321 (2) Ces réponses peuvent être adressées au gouvernement invitant soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

322 6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

323 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires :

a) les délégations, telles qu'elles sont définies à l'Annexe 2;

324 *b*) les observateurs des Nations Unies;

325 *c*) les observateurs des organisations régionales de télécommunication, conformément au numéro 318;

326 *d*) les observateurs des institutions spécialiées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 319.

ARTICLE 61.

(Invitation et admission aux conférences administratives lorsqu'il y a un gouvernement invitant).

327 1. (1) Les dispositions des numeros 315 à 321 sont applicables aux conférences administratives.

328 (2) Toutefois, le délai prévu pour l'envoi des invitations peut être réduit a six mois si nécessaire.

329 (3) Les Membres de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

330 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative.

331 (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois a partir de la date de la notification.

332 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

333 3. Sont admis aux conférences administratives :

a) les délégations, telles qu'elles sont définies à l'Annexe 2;

334 *b*) les observateurs des Nations Unies;

335 *c*) les observateurs des organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention a l'article 32;

336 *d*) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numero 319;

337 *e*) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 330 à 332;

338 *f*) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le Membre dont elles dépendent;

339 *g*) les organismes permanents de l'Union, dans les conditions spécifiées au numéro 322.

ARTICLE 62.

(Procédure pour la convocation de conférences administratives mondiales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration).

340 1. Les Membres de l'Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.

341 2. Le secrétaire général, au reçu des requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres de l'Union, transmet la communication par télégramme à tous les Membres en les priant de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

342 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres de l'Union par télégramme-circulaire.

343 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

344 (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

345 (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

346 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions de l'article 64 sont applicables.

347 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas acceptée par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres de l'Union, en les invitant à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.

348 (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225.

349 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

ARTICLE 63.

(Procédure pour la convocation de conférences administratives régionales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration).

350 Dans le cas de conférences administratives régionales, la procédure décrite à l'article 62 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

ARTICLE 64.

(Dispositions relatives aux conférences qui se réunissent sans gouvernement invitant).

351 Lorsqu'une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des articles 60 et 61 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

ARTICLE 65.

(Dispositions communes à toutes les conférences – Changement de la date ou du lieu d'une conférence).

352 1. Les dispositions des articles 62 et 63 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 225, s'est prononcée en leur faveur.

353 2. Tout Membre qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres.

354 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 341 les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

ARTICLE 66.

(Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences).

355 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions pour les travaux de la conférence.

356 2. Toute proposition dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements administratifs doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.

357 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres au fur et à mesure de leur réception.

358 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions reçues des administrations et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir aux Membres trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Ni le secrétaire général, ni les directeurs des Comités consultatifs internationaux, ni les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences ne sont habilités à présenter des propositions.

ARTICLE 67.

(Pouvoirs des délégations aux conférences).

359 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 360 à 366.

360 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.

361 (2) Les délégations aux conférences administratives sont accreditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

362 (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 360 ou 361 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou, si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

363 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités énumérées aux numéros 360 à 362 et s'ils répondent à l'un des critères suivants :

364 — conférer les pleins pouvoirs à la délégation;

365 — autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction;

366 — donner à la délégation ou à certains de ses Membres le droit de signer les Actes finals.

367 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du Membre intéressé et à signer les Actes finals.

368 (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en regle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remedié a cet état de choses.

369 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission speciale est chargée de les verifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière a ce sujet, la délégation d'un Membre de l'Union est habilitée a participer aux travaux et à exercer le droit de vote de ce Membre.

370 6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées au numéro 360 ou 361.

371 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat a une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.

372 8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

373 9. Les pouvoirs et procurations adressées par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptées les reponses télégraphiques aux demandes d'éclaircissement du président ou du secrétariat de la conférence concernant les pouvoirs.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES COMITES CONSULTATIFS INTERNATIONAUX

ARTICLE 68.

(*Conditions de participation*).

374 1. Les membres des Comités consultatifs internationaux mentionnés aux numéros 73 et 74 peuvent participer à toutes les activités du Comité consultatif intéressé.

375 2. (1) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et du directeur de ce Comité. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre qui l'a reconnue. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à cette exploitation la suite qui a été donnée à sa demande.

376 (2) Une exploitation privée reconnue ne peut intervenir au nom du Membre qui l'a reconnue que si celui-ci, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisé à cet effet.

377 3. (1) Les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication mentionnées à l'article 32 qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.

378 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale ou d'une organisation régionale de télécommunication mentionnée à l'article 32 est adressée au secrétaire général, qui la porte par voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et les invite à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et du directeur du Comité consultatif intéressé.

379 4. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

380 (2) La première demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel est adressée au secrétaire général qui en informe tous les Membres et le directeur de ce Comité. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à l'organisme scientifique ou industriel la suite qui a été donnée à sa demande.

381 5. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou organisation régionale de télécommunication, ou tout organisme scientifique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

Article 69.

(Rôles de l'assemblée plénière).

382 L'assemblée plénière :

a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports;

383 *b*) examine les questions existantes afin de voir s'il y a lieu ou non d'en poursuivre l'étude, et établit la liste des nouvelles questions à étudier conformément aux dispositions du numéro 308. Lors de la

rédaction du texte de nouvelles questions, il convient de s'assurer qu'en principe leur étude devrait pouvoir être menée à bien dans un délai égal au double de l'intervalle entre deux assemblées plénières;

384 *c*) approuve le programme de travail découlant des dispositions du numéro 383 et fixe l'ordre des questions a étudier d'après leur importance, leur priorité et leur urgence;

385 *d*) décide, au vu du programme de travail approuvé dont il est question au numéro 384, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études existantes, ou de créer de nouvelles commissions d'études;

386 *e*) attribue aux commissions d'études les questions à étudier;

387 *f*) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;

388 *g*) approuve, s'il y a lieu, en vue de la transmettre au Conseil d'administration, l'estimation présentée par le directeur aux termes des dispositions du numéro 416 des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière;

389 *h*) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 11 et du présent chapitre.

Article 70.

(*Réunions de l'assemblée plénière*).

390 1. L'assemblée plénière se reunit normalement à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.

391 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifié avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.

392 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la reunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice présidents élus par l'assemblée plénière.

393 4. Le secrétaire général est chargé de prendre, en accord avec le directeur du Comité consultatif intéressé, les dispositions administratives et financières nécessaires en vue des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

Article 71.

(*Langues et droit de vote aux assemblées plénières*).

394 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles qui sont prévues aux articles 16 et 78.

395 (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.

396 2. Les Membres autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés aux numéros 9 et 155. Toutefois, lorsqu'un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 376.

397 3. Les dispositions des numéros 370 à 373 relatives aux procurations s'appliquent aux assemblées plénières.

ARTICLE 72.

(Commissions d'études).

398 1. L'assemblée plénière crée et maintient selon les besoins les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication, admises conformément aux dispositions des numéros 377 et 378, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.

399 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 379 et 380, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

400 3. L'assemblée plénière nomme normalement un rapporteur principal et un vice-rapporteur principal pour chaque commission d'études. Si le volume de travail d'une commission d'études l'exige, l'assemblée plénière nomme, pour cette commission, autant de vice-rapporteurs principaux supplémentaires qu'elle l'estime nécessaire. Si, dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, et si sa commission d'études n'avait qu'un vice-rapporteur principal, celui-ci prend sa place. Dans le cas où il s'agit d'une commission d'études pour laquelle l'assemblée plénière avait nommé plusieurs vice-rapporteurs principaux, cette commission, au cours de sa réunion suivante, élit parmi eux son nouveau rapporteur principal et, si nécessaire, un nouveau vice-rapporteur principal parmi ses membres. Une telle commission d'études élit de même un nouveau vice-rapporteur principal au cas où l'un de ses vice-rapporteurs principaux est empêché d'exercer ses fonctions dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière.

ARTICLE 73.

(Traitement des affaires des commissions d'études).

401 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.

402 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

403 (2) En règle générale, dans l'intervalle entre deux assemblées plénières, une commission d'études ne tient pas plus de deux réunions, dont sa réunion finale qui précède l'assemblée plénière.

404 (3) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

405 3. L'assemblée plénière peut, en cas de besoin, constituer des groupes de travail mixtes pour l'étude des questions qui requièrent la participation d'experts de plusieurs commissions d'études.

406 4. Après avoir consulté le secrétaire général, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.

407 5. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales et aux organisations régionales de télécommunication, qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

ARTICLE 74.

(*Fonctions du directeur; secrétariat spécialisé*).

408 1. (1) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité.

409 (2) Le directeur a la responsabilité des documents du Comité et prend, de concert avec le secrétaire général, les mesures voulues pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union.

410 (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.

411 (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, des laboratoires et des installations techniques des Comités consultatifs relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général conformément aux dispositions du numero 268.

412 2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêté par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision definitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.

413 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études, sous réserve des dispositions du numéro 393.

414 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

415 5. Le directeur presente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres de l'Union.

416 6. Le directeur, après avoir consulté le secrétaire général, soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire général pour être soumise au Conseil d'administration.

417 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.

418 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

ARTICLE 75.

(*Propositions pour les conférences administratives*).

419 1. Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs avis ou de conclusions de leurs études en cours.

420 2. Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent également formuler des propositions de modification aux Règlements administratifs.

421 3. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prevues au numéro 358.

ARTICLE 76.

(Relations des Comités consultatifs entre eux et avec des organisations internationales).

422 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

423 (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'effectuer des études et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des Comités consultatifs.

424 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation internationale, son assemblée plénière ou son directeur est autorisé, en tenant compte du numéro 311, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation avec voix consultive.

425 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des représentants de tout organisme permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

CHAPITRE XI

REGLEMENT INTERIEUR DES CONFERENCES ET AUTRES REUNIONS

ARTICLE 77.

(Règlement intérieur des conférences et autres réunions).

1. ORDRE DES PLACES

426 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

2. INAUGURATION DE LA CONFÉRENCE

427 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière.

428 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 429 et 430.

429 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

430 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

431 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

432 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 427.

433 4. La première séance plénière procède également :

a) à l'élection des vice-présidents de la conférence;

434 *b*) à la constitution des commissions de la conférence et a l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;

435 *c*) à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

3. PRÉROGATIVES DU PRÉSIDENT DE LA CONFERENCE.

436 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

437 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des seances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

438 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

439 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir a cette question.

4. INSTITUTION DES COMMISSIONS.

440 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

441 2. Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.

5. Commission de contrôle budgétaire.

442 1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.

443 2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente a la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès realisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuve sera épuise.

444 3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente a la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion.

445 4. Après avoir examine et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

6. Composition des commissions.

446 6.1 *Conférences de plénipotentiaires.*

Les commissions sont composees des délégués des pays Membres et des observateurs prévus aux numéros 324, 325 et 326, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

447 6.2 *Conférences administratives.*

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres, des observateurs et des représentants prevus aux numéros 334 à 338, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

7. Présidents et vice-presidents des sous-commissions.

448 Le président de chaque commission propose a celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

8. Convocation aux .séances.

449 Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment a l'avance au lieu de réunion de la conférence.

9. Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence.

450 Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de la section 4 du présent règlement intérieur. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

10. Propositions ou amendements presentés au cours de la conférence.

451 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

452 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

453 3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

454 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte a examiner.

455 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 451.

456 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

457 (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 451, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.

458 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soient lus en séance plénière toute proposition ou amendement présentés par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

11. Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement.

459 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

460 2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.

12. PROPOSITIONS OU AMENDEMENTS OMIS OU DIFFERES.

461 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a eté différé, il appartient a la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

13. CONDUITE DES DÉBATS EN SEANCE PLENIERE.

462 13.1 *Quorum.*

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées a la conférence et ayant droit de vote doivent être presentes ou représentées à la séance.

463 13.2 *Ordre de discussion.*

(1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En regle générale, elles commencent par indiquer a quel titre elles parlent.

464 (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

465 13.3 *Motions d'ordre et points d'ordre.*

(1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immediatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement intérieur. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

466 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

467 13.4 *Ordre de priorité des motions et points d'ordre.*

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 465 et 466 est le suivant :

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent reglement intérieur;

468 *b*) suspension de la séance;

469 *c*) levée de la séance;

470 *d*) ajournement du débat sur la question en discussion;

471 *e*) clôture du débat sur la question en discussion;

472 *f*) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

473 13.5 *Motion de suspension ou de levée de la séance.*

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée

à deux orateurs s'exprimant contre la motion et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

474 13.6 *Motion d'ajournement du débat.*

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre, après quoi la motion est mise aux voix.

475 13.7 *Motion de clôture du débat.*

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

476 13.8 *Limitation des interventions.*

(1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

477 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

478 (3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé a bref délai.

479 13.9 *Clôture de la liste des orateurs.*

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

480 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

481 13.10 *Question de compétence.*

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

482 13.11 *Retrait et nouvelle présentation d'une motion.*

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

14. Droit de vote.

483 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit a une voix, conformément à l'article 2.

484 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées à l'article 67.

15. VOTE.

485 15.1 *Définition de la majorité.*

(1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

486 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

487 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

488 (4) Aux fins du présent reglement, est considérée comme « délégation présente et votant » toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

489 15.2 *Non-participation au vote.*

Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote determiné ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérés comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 462, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numero 491.

490 15.3 *Majorité spéciale.*

En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 1.

491 15.4 *Plus de cinquante pour cent d'abstentions.*

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyée à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

492 15.5 *Procédure de vote.*

(1) Sauf dans le cas prévu au numéro 495, les procédures de vote sont les suivantes :

a) à main levée, en règle générale;

493 *b*) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procedure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.

494 (2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

495 15.6 *Vote au scrutin secret.*

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.

496 15.7 *Interdiction d'interrompre le vote.*

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutin.

497 15.8 *Explications de vote.*

Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

498 15.9 *Vote d'une proposition par parties.*

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparement. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

499 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

500 15.10 *Ordre de vote des propositions relatives à une même question.*

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, a moins que l'assemblée n'en décide autrement.

501 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

502 15.11 *Amendements.*

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

503 (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

504 (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale.

505 15.12 *Vote sur les amendements.*

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu.

506 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, est mis aux voix en premier lieu celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original; est ensuite mis aux voix celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient eté examinés.

507 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

508 (4) Si aucun amendement n'est adopté, la proposition initiale est mise aux voix.

16. Commissions et sous-commissions - Conduite des débats et procedure de vote.

509 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues au président de la conférence par la section 3 du présent règlement intérieur.

510 2. Les dispositions fixées à la section 13 du présent règlement intérieur pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

511 3. Les dispositions fixées a la section 15 du présent règlement intérieur sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions.

17. Réserves.

512 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier a l'opinion de la majorité.

513 2. Toutefois, s'il apparaît a une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision d'un règlement, cette délégation peut faire des reserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

18. Procès-verbaux des séances plenières.

514 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.

515 2. Lorsque les procès-verbaux ont eté distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

516 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les principaux arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

517 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit en règle générale l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

518 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numero 517 en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

19. Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions.

519 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés séance par séance dans les comptes rendus établis par le secrétariat de la conférence, où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

520 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 517.

521 (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion a la faculté a laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

522 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, eventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

20. Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports.

523 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations a formùler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

524 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

525 2. (1) Le procès-verbal de la dernière séance plénière est examiné et approuvé par le président de cette séance.

526 (2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.

21. Commission de rédaction.

527 1. Les textes des Actes finals, établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis a la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et, s'il y a lieu, de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.

528 2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.

22. Numérotage.

529 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en seance

plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute « A », « B », etc.

530 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

23. APPROBATION DEFINITIVE.

531 Les textes des Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont eté approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

24. SIGNATURE.

532 Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis a la signature des délégués munis des pouvoirs définis à l'article 67, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

25. COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

533 Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis a la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents de la conférence.

26. FRANCHISE.

534 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence, ont droit a la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernes.

CHAPITRE XII

AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 78.

(*Langues*).

535 1. (1) Lors des conférences de l'Union ainsi que des réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, des langues autres que celles indiquées aux numéros 100 et 106 peuvent être employées :

a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs lan-

gues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée;

536 *b*) si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 106.

537 (2) Dans le cas prévu au numéro 535, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

538 (3) Dans le cas prévu au numéro 536, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer a ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 106.

539 2. Tous les documents dont il est question aux numéros 102 à 105 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres qui demandent cette publication s'engagent a prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

ARTICLE 79.

(*Finances*).

540 1. (1) Chaque Membre fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.

541 (2) Le secrétaire général notifie cette décision aux Membres.

542 (3) Les Membres qui n'ont pas fait connaître leur décision dans le délai spécifié au numéro 540 conservent la classe de contribution qu'ils avaient choisie antérieurement.

543 (4) Les Membres peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

544 2. (1) Tout nouveau Membre acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée a partir du premier jour du mois de l'adhésion.

545 (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.

546 3. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3 % (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 % (six pour cent) par an a partir du septième mois.

547 4. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales :

a) les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consul-

tatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer. De même, les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 338;

548 *b)* les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration;

549 *c)* les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numeros 547 et 548 choisissent librement, dans le tableau qui figure au numéro 92 de la Convention, la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, et ils informent le secrétaire genéral de la classe choisie;

550 *d)* les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure a celle qu'ils avaient adoptée auparavant;

551 *e)* aucune réduction du nombre d'unités de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention;

552 *f)* en cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.

553 *g)* le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer est fixé chaque année par le Conseil d'administration. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 546;

554 *h)* le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conférence administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 338 et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt à partir du soixantième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 546.

555 5. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches speciales pour le compte de certains Membres, groupes de Membres, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres, groupes, organisations ou autres.

556 6. Le prix de vente des publications aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou a des particuliers est déterminée par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en regle générale, les dépenses d'impression et de distribution.

ARTICLE 80.

(*Etablissement et reddition des comptes*).

557 1. Les administrations des Membres et les exploitations privées reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunication doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.

558 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 557 sont établis conformément aux dispositions des Règlements administratifs à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

ARTICLE 81.

(*Arbitrage : procédure*).

(Voir article 50)

559 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant a l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

560 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou a des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

561 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

562 4. Si l'arbitrage est confié a des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

563 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de reception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

564 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prevue aux numéros 562 et 563.

565 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 561, et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celle des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général procède alors a un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

566 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

567 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure a suivre.

568 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié a plusieurs arbitres, la décision intervenue a la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

569 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues a l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

570 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

CHAPITRE XIII

REGLEMENTS ADMINISTRATIFS

ARTICLE 82.

(Règlements administratifs).

571 Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants :

— le Règlement télégraphique,

— le Règlement téléphonique,

— le Règlement des radiocommunications,

— le Règlement additionnel des radiocommunications.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Pour la République d'Afghanistan:

AZIZULLAH ZAHIR
S.M. NACIM ALAWI

Pour l'Algérie (République algérienne démocratique et populaire):

N. BOUHIRED
B. CHEBEL
M. HARBI
H. HAFIS

Pour la République fédérale d'Allemagne:

DIETRICH ELIAS
JOHANNES KUPPER

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

FAISAL A. ZAIDAN
AHMED M. ZAIDAN
AHMED MUSTAFA MOHDIR

Pour la République Argentine :

ALDO SANTIAGO IRRERA
HECTOR VILLANUEVA
ROBERTO ANTONIO SALVADOR
LUIS MARIA LAURELLI
OSVALDO BLAS DALMASSO
ENRIQUE GOMEZ PUEYRREDON

Pour l'Australie:

EVAN SAWKINS
A. M. SMITH
E. SANDBACH
S. C. MOON
K. F. GREEN

Pour l'Autriche:

R. PABESCHITZ
K. VAVRA
J. BAYER

Pour la République populaire du Bangladesh:

LOQMAN HUSAIN
A. B. M. TAHER
SYED SHAHIDUL ISLAM

Pour Barbade:

FREDERICK G. SMITH
C. R. EDWARDS

Pour la Belgique :

ROBERT VAES
ALBERT AERTS

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :

P. AFANASSIEV

Pour l'Union de Birmanie :

U KHIN MAUNG TUN
U HLA THAW

Pour la République de Bolivie :

VICTOR SIERRA MERIDA

Pour la République de Botswana :

E. M. TUMELO
B. A. MUDDLE

Pour la République fédérative du Brésil :

HERVÉ BERLANDEZ PEDROSA
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDÃO
JOÃO SANTELLI JUNIOR
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI DE ALBUQUERQUE E FONTES BRAGA
HILTON SANTOS
AUGUSTO CEZAR GUIMARÃES RIBAS
ENÉAS MACHADO DE ASSIS
JOSÉ ANTONIO MARQUES

Pour la République populaire de Bulgarie :

IGNATOV

Pour la République du Burundi :

MELCHIOR BWAKIRA
SATURNIN SEMUHERERE
ALBERT NTIBANDETSE
ROMAIN NZOBAKENGA

Pour la République Unie du Caméroun :

EMMAN T. EGBE
JEAN JIPGUEP

Pour le Canada :

de MONTIGNY MARCHAND
ANITA SZLAZAK

Pour la République Centrafricaine :

JOSEPH ANTOINE GOALO
FIDELE MANDABA-BORNOU
JEAN-CYRILLE KOUNKOU
JEAN-MARIE SAKILA

Pour le Chili

JORGE BURR V.

Pour la République populaire de Chine :

LIU CHENG-CHING
LIU YUAN

Pour la République de Chypre :

R. MICHAELIDES

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

ANTONIO STEFANIZZI
EVANDRO COSTA

Pour la République populaire du Congo :

JEAN-PIERRE BOUMBOU
JEAN-GABRIEL OKELI
ROGER RIZET

Pour la République de Corée :

HEUNG SUN SHIM
SEH KWAN OH

Pour Costa Rica :

HECTOR SANCHEZ MIRANDA

Pour la République de Côte d'Ivoire :

SOULEYMANE CISSOKO
KOUASSI APETE
CHRISTOPHE NOGROU
AKA BONNY LEON
BROU YAPO SAMSON

Pour Cuba :

LUIS SOLA VILA

Pour la République du Dahomey :

TAOFIQUI BOURAIMA
EMMANUEL MOUDJIBOU

Pour le Danemark :

GUNNAR PEDERSEN
HANS LAURSEN
HENRY PEDERSEN

Pour la République Dominicaine :

ANSELMO PAULINO-ALVAREZ

Pour la République arabe d'Egypte :

DR M. M. RIAD
M. F. ELBADRAWY
M. A. SEDKY
T. N. EKDAWI
H. S. ABOU ALY

Pour la République de El Salvador :

VICENTE SANCHEZ HERNÁNDEZ
OSCAR EDGARDO LARA

Pour les Emirats Arabes Unis :

HALIM FANOUS

Pour l'Equateur :

MARCELO PAREDES CHIRIBOGA

Pour l'Espagne :

LEON HERRERA ESTEBAN
RAFAEL FERRER SAGRERA
PEDRO SANCHEZ PEREZ
JOSE MARIA ARTO MADRAZO
JOSE MANUEL PAREDES QUEVEDO

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

JACOB D. BEAM
THOMAS E. NELSON

Pour l'Ethiopie :

BETRU ADMASSIE
GABRIEL - TEDROS
GIRMAW INGIDAYEHU
AMSALOU JEMERE

Pour la Finlande :

OIVA SALOILA
V. A. JOHANSSON

Pour la France :

CHARLES-HERVE COTTEN
ALBERT CHASSIGNOL
MARIE HUET

Pour la République Gabonaise :

THOMAS SOUAH
STANISLAS EWORE

Pour le Ghana :

R. K. BAFFOUR

Pour la Grèce :

IOANNIS KOUTRAFOURIS
ARCHELAOS TSAROUCHAS

Pour le Guatemala :

ARTURO RIVERA G.
MIGUEL MORENO RIVERA
LUIS RENE PELLECER SOLIS
IGNACIO GONZALES L.

Pour la République de Guinée :

BABARA SOUMAH

SEKOU TOURE

Pour la République de la Guinée Equatoriale :

LIBERATO ELA MANGUE

Pour la République de Haute-Volta :

M. SIMPORE

J. BALIMA

D. NIKIEMA

D. SANON

Pour la République Populaire Hongroise :

DEZSO HORN

Pour la République de l'Inde :

M. K. BASU

Pour la République d'Indonésie :

SOEHARDJONO

J. SUTANGGAR TENGKER

M. K. M. MANGOENDIPRODJO

W. M. MANGOENDIPRODJO

HIRO TUGIMAN

Pour l'Iran :

M. HERISCHI

Pour la République d'Iraq :

MOHAMED ABBAS AL-JUBOURY

JABBAR AL-AYBI AL-SHAHABI

DR GHASSAN A. KUBBA

SALIM KHALAF AL-ANI

Pour l'Irlande :

P. L. O'COLMAIN

A. J. LITTON

C. J. RAFFERTY

Pour l'Islande :

S. THORKELSSON

Pour l'Etat d'Israël :

M. SHAKKED

Pour l'Italie :

LUDOVICO BARATTIERI di SAN PIETRO

Pour la Jamaïque :

C. A. WOODSTOCK
V. A. PANTON

Pour le Japon :

SHOJI SATO
YASUO MAKINO
MOTOICHI MASUDA
MASAO MIYAKE

Pour la République du Kenya :

MOSES MUUMBU MOINDE

Pour la République Khmère :

CHUM SIRATH

Pour l'Etat de Koweit :

AHMED A. ALSAADOON
ABDULLA M. AL SABIJ
ABDULAZIZ A. ALAYOUB
SHAHEEN K. ALGHANIM

Pour le Royaume du Laos :

KHAMLEUANG SAYARATH
FOY SOUVANLASY
THAO BO

Pour le Royaume de Lésotho :

KIDANE ALEMAYEHU
B. N. MOKOATLE

Pour le Liban :

MAURICE GHAZAL
HASSANE EZZEDINE
ELIE EID

Pour la République du Libéria :

TAYLOR E. MAJOR
SAMUEL H. BUTLER, SR.
MARY E. PAASEWE

Pour la République Arabe Libyenne :

ZAKARIA AHMED FEHMI EL HAMMALI
RAMADAN A. SHERIMI

Pour la Principauté du Liechtenstein :

DR BENNO BECK

Pour le Luxembourg :

L. BERNARD

Pour la Malaisie :

SARDON BIN HAJI JUBIR
BUYONG BIN HAJI ABDULLAH
HAJI MOHAMMAD HASSAN BIN ABDUL WAHAB
MAH SECK WAH
MUHAMMAD RADZI BIN HAJI MANSOR

Pour le Malawi :

NYEMBA W. MBEKEANI
W. S. COWIE
S. J. F. S. MIJIGA

Pour la République Malgache :

EDSON RAHALISON

Pour la République du Mali :

MAMADOU SOW
MAMADOU SIDIBE

Pour le Royaume du Maroc :

M. BEN ABDELLAH
L. BOUTAMI

Pour Maurice :

K. S. PYNDIAH

Pour la République Islamique de Mauritanie :

MOUSTAPHA N'DIAYE

Pour le Mexique :

JOSÉ J. HERNÁNDEZ

Pour Monaco :

C. C. SOLAMITO

Pour la République Populaire de Mongolie :

D. GARAM-OTCHIR
P. DETCHINLHUNDEV
E. ESENJIN

Pour le Népal :

RAM PRASAD SHARMA

Pour le Nicaragua :

FLORENCIO A. MENDOZA G.
MANUEL CASTILLO J.
ANTONIO A. MULLHAUPT

Pour la République du Niger :

IDE OUMAROU
B. BATOURE
I. IBRAHIM

Pour la République Fédérale de Nigéria :

ZACCHEAUS OLUYEMI OMOLOLU
VICTOR ADETUNJI HAFFNER
MODUPE MAJA-WASSIAMAL
RAPHAEL EJOH NATHAN INOMA
GODWIN CHUKWURA NNOLI

Pour la Norvège :

PER OVREGARD
P. MORTENSEN
THORVALD NEBELL

Pour la Nouvelle-Zélande :

A. W. BROCKWAY
N. A. WYLIE

Pour le Sultanat d'Oman :

HAMDAN ABDALLA ASSAID
NAASHIAH SAOUD AL-KHARUSI
GHALIB KHALID AL-SAID

Pour la République de l'Ouganda :

J. S. MUSOKE

Pour le Pakistan :

ZAHEER AHMAD
HASAN MAHMOUD

Pour la République de Panama :

ELSA R. de MONZO

Pour Papua-Nouvelle-Guinée :

S. KULUPI
G. J. PERKINS

Pour la République du Paraguay :

FRANCISCO F. DUARTE
JUAN BALSEVICH
JUAN BAUTISTA YBÁÑEZ

Pour le Royaume des Pays-Bas :

PHILIP LEENMAN

Pour le Pérou :

GERMAN PARRA HERRERA
JUAN M. AGUAYO DEL R.
JORGE HERAUD PEREZ

Pour la République des Philippines :

CEFERINO S. CARREON
PEDRO P. VILLASENOR
CALIXTO V. ESPEJO
ANTONIO B. ESCALANTE

Pour la République Populaire de Pologne :

H. BACZKO

Pour la République Démocratique Allemande :

M. CALOV

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine :

V. SAVANTCHUK

Pour la République Socialiste de Roumanie :

C. CEAUSESCU
L. CONSTANTINESCU
I. MARINESCU
P. H. ILIESCU

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

H. A. DANIELS
T. U. MEYER
H. C. GREENWOOD
P. C. SANDERS
W. G. MOORE

Pour la République Rwandaise :

DENYS RWAGASORE
AMBROISE MAHATANE

Pour la République du Sénégal :

IBRAHIMA N'DIAYE
MAME N'DARAW CISSE
LEON DIA

Pour la Sierra Leone :

A. E. FERGUSSON-NICOL

Pour la République de Singapour :

WAN SENG KONG

Pour la République Démocratique Somalie :

MOHAMED AHMED ABDULLA

Pour la République Démocratique du Soudan:

MUSTAPHA AWAD ALLAM
MOHAMMED SALIH FADL

Pour la République de Sri Lanka (Ceylan) :

H.D.S.A. GUNAWARDENA

Pour la Suède :

B. BJUREL
SVEN-ROLAND LETZEN
RUBEN NASLUND

Pour la Confédération Suisse :

FRITZ LOCHER
B. DELALOYE
J. VALLOTON
R. RUTSCHI
TH. MOECKLI-PELET

Pour la République Unie de Tanzanie :

RAPHAEL LUKINDO

Pour la République du Tchad :

J. BENANE

Pour la République Socialiste Tchécoslovaque :

JIRA JIRI

Pour la Thaïlande :

SRIBUMI SUKHANETR
SUTHORN LIMPISTHIEN
MAHIDOL CHANTRANGKURN
KOWIT SURAPUNTHU

Pour la République Togolaise :

WILLIAM OSSEYI

ANDRE DO AITHNARD

SETH NENONENE

Pour Trinité et Tobago :

D. AUYONG

JEANNE M. CADOGAN

Pour la Tunisie :

HABIB BEN CHEIKH

BRAHIM KHOUADJA

MOHAMED HACHICHA

HEDI ZEGHAL

GHANOUCHI SADOK

AZIZ LADJIMI

ZOUHIR BENLAKHAL

CHEDLY HELAL

Pour la Turquie :

ERGUN ORCUN

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

V. CHAMCHINE

Pour la République Orientale de l'Uruguay :

JORGE C. SUAREZ

Pour la République de Venezuela :

MARIANO TIRADO

FERNANDO MIRALLES

CARLOS J. MARTINEZ

DOMINGO VALLADARES

Pour la République du Viet-Nam :

HOA VAN MUI

VUONG QUANG NGHIA

Pour la République Arabe du Yémen :

A. DHAIFULLAH

S. A. EL-SINDY

Pour la République Démocratique Populaire du Yémen :

ALI M. ALHAWTARY

ALI A. BASAHI

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

P. VASILJEVIC

Pour la République du Zaire :

MPEMBELE MUNTU

YOKO YAKEMBE

N'SIALA MAVAMBU

NKUBITO-YA-RUGANGO

Pour la République de Zambie :

B. J. SIMACHEMBELE

ANNEXE 1

(Voir numéro 3)

Afghanistan (République d')
Albanie (République Populaire d')
Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire)
Allemagne (République Fédérale d')
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie
Autriche
Bangladesh (République Populaire du)
Barbade
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
Birmanie (Union de)
Bolivie (République de)
Botswana (République de)
Brésil (République Fédérative du)
Bulgarie (République Populaire de)
Burundi (République du)
Cameroun (République Unie du)
Canada
Centrafricaine (République)
Chili
Chine (République Populaire de)
Chypre (République de)
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Congo (République Populaire du)
Corée (République de)
Costa Rica
Côte d'Ivoire (République de)
Cuba
Dahomey (République du)
Danemark
Dominicaine (République)
Egypte (République Arabe d')
El Salvador (République de)
Emirats Arabes Unis
Equateur
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Fidji
Finlande
France
Gabonaise (République)
Ghana
Grèce
Guatemala
Guinée (République de)
Guinée équatoriale (République de la)
Guyane
Haïti (République de)
Haute-Volta (République de)
Honduras (République de)
Hongroise (République Populaire)
Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran
Iraq (République d')
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Kenya (République du)
Khmère (République)
Koweït (Etat de)
Laos (Royaume du)
Lesotho (Royaume de)
Liban
Libéria (République du)
Libyenne (République Arabe)
Liechtenstein (Principauté de)
Luxembourg
Malaisie
Malawi

Maldives (République des)
Malgache (République)
Mali (République du)
Malte
Maroc (Royaume du)
Maurice
Mauritanie (République Islamique de)
Mexique
Monaco
Mongolie (République Populaire de)
Nauru (République de)
Népal
Nicaragua
Niger (République du)
Nigeria (République Fédérale de)
Norvège
Nouvelle-Zélande
Oman (Sultanat d')
Ouganda (République de l')
Pakistan
Panama (République de)
Paraguay (République du)
Pays-Bas (Royaume des)
Pérou
Philippines (République des)
Pologne (République Populaire de)
Portugal
Qatar (Etat du)
République Arabe Syrienne
République Démocratique Allemande
République Socialiste Soviétique d'Ukraine
Roumanie (République Socialiste de)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Rwandaise (République)
Sénégal (République du)
Sierra Leone
Singapour (République de)
Somalie (République Démocratique)
Soudan (République Démocratique du)
Sri Lanka (Ceylan) (République de)
Sudafricaine (République)
Suède
Suisse (Confédération)
Swaziland (Royaume du)
Tanzanie (République Unie de)
Tchad (République du)
Tchécoslovaque (République Socialiste)
Thaïlande
Togolaise (République)
Tonga (Royaume des)
Trinité et Tobago
Tunisie
Turquie
Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Uruguay (République Orientale de l')
Venezuela (République de)
Viet-Nam (République du)
Yémen (République Arabe du)
Yémen (République Démocratique Populaire du)
Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de)
Zaïre (République du)
Zambie (République de)

ANNEXE 2

DEFINITION DE CERTAINS TERMES EMPLOYES DANS LA CONVETION ET DANS LES REGLEMENTS DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Administration : Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements.

Brouillage nuisible : Toute émission, tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité [1] ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunication fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gêne ou l'interrompt de façon répétée.

Correspondance publique : Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.

Délégation : Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.

Délégué : Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

Expert : Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.

Exploitation privée : Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou susceptible de causer des brouillages nuisibles à un tel service.

---

[1] On considère comme service de sécurité tout service radioélectrique exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

Exploitation privée reconnue : Toute exploitation privée répondant a le définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 44 de la Convention sont imposées par le Membre sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation ou par le Membre qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunication sur son territoire.

Observateur : Personne envoyée par :

— les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 39 de la Convention;

— l'une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions de la Convention à participer aux travaux d'une conférence;

— le gouvernement d'un Membre de l'Union participant sans droit de vote à une conférence administrative régionale tenue conformément aux dispositions des articles 7 et 54 de la Convention.

Radio : Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.

Radiocommunication : Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.

Représentant : Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

Service de radiodiffusion : Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émission.

Service international : Service de télécommunication entre bureaux ou stations de télécommunication de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.

Service mobile : Service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

Télécommunication : Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

Télégramme : Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat : Télégrammes et appels et conversations téléphoniques emanant de l'une des autorités ci-après :

— chef d'un Etat;

— chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;

— commandant en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;

— agents diplomatiques ou consulaires;

— Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;

— Cour internationale de Justice.

Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérés comme des télégrammes d'Etat.

Télégrammes de service : Télégrammes échangés entre :

a) les administrations;

b) les exploitations privées reconnues;

c) les administrations et les exploitations privées reconnues;

d) les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part;

et relatifs aux télécommunications publiques internationales.

Télégrammes privés : Télégrammes autres que les télégrammes d'Etat ou de service.

Télégraphie : Système de télécommunication qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé o une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme « télégraphie » signifie, sauf avis contraire, « un système de télécommunication assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux ».

Téléphonie : Système de télécommunication établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

ANNEXE 3

(Voir article 39)

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

PREAMBULE

En raison des dispositions de l'article 57 de la Charte des Nations Unies et de l'article 26 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947, les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications conviennent de ce qui suit :

ARTICLE I.

Les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications, appelée ci-après « l'Union », comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes a son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet Acte.

ARTICLE II.

(*Représentation réciproque*).

1. L'Organisation des Nations Unies sera invitée à envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de toutes les conférences plénipotentiaires et administratives de l'Union; elle sera également invitée, après s'être dûment concertée avec l'Union, à envoyer des representants pour assister à des réunions de Comités consultatifs internationaux ou a toutes autres réunions convoquées par l'Union, avec le droit de participer, sans vote, à la discussion de questions intéressant les Nations Unies.

2. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins de consultation sur les questions de télécommunication.

3. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de tutelle, de leurs commissions et comités et à participer, sans droit de vote, à leurs délibérations quand il sera traité de points de l'ordre du jour auxquels l'Union serait intéressée.

4. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances des commissions principales de l'Assemblée générale au cours desquelles doivent être discutées des questions relevant de la compétence de l'Union, et à participer, sans droit de vote, à ces discussions.

5. Le Secrétariat des Nations Unies effectuera la distribution de tous exposés écrits présentés par l'Union aux Membres de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses commissions, et du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, les exposés écrits présentés par les Nations Unies seront distribués par l'Union à ses Membres.

ARTICLE III.

(Inscription de questions à l'ordre du jour).

Après les consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour des conférences plénipotentiaires ou administratives, ou des réunions d'autres organes de l'Union, les questions qui lui seront proposées par les Nations Unies. Le Conseil économique et social et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inscriront pareillement à leur ordre du jour les questions proposées par les conférences ou les autres organes de l'Union.

ARTICLE IV.

(Recommandations des Nations Unies).

1. L'Union, tenant compte du fait que les Nations Unies sont tenues de favoriser la réalisation des objectifs prévus à l'article 55 de la Charte, et d'aider le Conseil économique et social à exercer la fonction et le pouvoir que lui confère l'article 62 de la Charte de faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économiques, sociaux, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, et d'adresser des recommandations sur toutes ces questions aux institutions spécialisées intéressées; tenant compte également du fait que les articles 58 et 63 de la Charte disposent que l'Organisation des Nations Unies doit faire des recommandations pour coordonner les activités de ces institutions spécialisées et les principes généraux dont elles s'inspirent, convient de prendre les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible, à son organe approprié, à toutes fins utiles, toutes recommandations officielles que l'Organisation des Nations Unies pourra lui adresser.

2. L'Union convient d'entrer en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, à la demande de celle-ci au sujet de ces recommandations, et de faire connaître en temps voulu, a l'Organisation des Nations Unies, les mesures qu'auront prises l'Union ou ses Membres, pour donner effet à ces recommandations ou sur tout autre résultat de ces mesures.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer la coordination pleinement effective des activités des institutions spécialiées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de collaborer avec tout organe ou à tous organes que le Conseil économique et social pourrait établir pour faciliter cette coordination et de fournir tous renseignements qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces fins.

ARTICLE V.

(*Echange de renseignements et de documents*).

1. Sous réserve des mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations Unies et l'Union procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide possible de renseignements et de documents, pour satisfaire aux besoins de chacune d'elles.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe précédent :

a) l'Union présentera aux Nations Unies un rapport annuel sur son activité;

b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure du possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou de renseignements que les Nations Unies pourraient lui adresser;

c) le Secrétaire général des Nations Unies procédera à des échanges de vues avec l'autorité compétente de l'Union, à la demande de celle-ci, pour fournir à l'Union les renseignements qui présenteraient pour elle un intérêt particulier.

ARTICLE VI.

(*Assistance aux Nations Unies*).

L'Union convient de coopérer avec les Nations Unies, leurs organismes principaux et subsidiaires, et de leur fournir toute l'assistance qu'il lui sera possible, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Convention internationale des télécommunications, en tenant pleinement compte de la situation particulière de ceux des Membres de l'Union qui ne sont pas Membres des Nations Unies.

ARTICLE VII.

(*Relations avec la Cour internationale de Justice*).

1. L'Union convient de fournir à la Cour internationale de Justice tous renseignements que celle-ci peut lui demander en application de l'article 34 de son statut.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies autorise l'Union à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se posent dans le domaine de sa compétence, autres que les questions concernant les relations mutuelles de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies ou les autres institutions spécialisées.

3. Une requête de ce genre peut être adressée à la Cour par la Conférence plénipotentiaire ou par le Conseil administratif agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence plénipotentiaire.

4. Quand elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, l'Union informe de cette requête le Conseil economique et social.

ARTICLE VIII.

(*Dispositions concernant le personnel*).

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le recrutement du personnel et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser au mieux les services de ce personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure du possible, en vue d'atteindre les fins ci-dessus.

ARTICLE IX.

(*Services statistiques*).

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de s'efforcer de réaliser une collaboration aussi étroite que possible, l'élimination de tout double emploi dans leur activité et l'utilisation la plus efficace possible de leur personnel technique dans le rassemblement, l'analyse, la publication, la normalisation, l'amélioration et la diffusion de renseignements statistiques. Elles conviennent d'unir leurs efforts pour tirer le meilleur parti possible des renseignements statistiques et pour alléger la tâche des gouvernements et des autres organismes appelés a fournir ces renseignements.

2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques dans le domaine qui lui est propre, sans préjudice des droits de l'Organisation des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiques, dans la mesure où elles peuvent être nécessaires à la réalisation de ses propres objectifs ou au perfectionnement des statistiques du monde entier. Il appartiendra à l'Union de prendre toutes décisions concernant la forme sous laquelle ses documents de service seront établis.

4. En vue de constituer un centre de renseignements statistiques destiné à l'usage général, il est convenu que les données fournies à l'Union aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à

ses rapports spéciaux seront, dans toute la mesure du possible, accessibles à l'Organisation des Nations Unies, sur sa demande.

5. Il est convenu que les données fournies à l'Organisation des Nations Unies aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront accessibles à l'Union sur sa demande, dans toute la mesure où cela sera possible et opportun.

ARTICLE X.

(*Services administratifs et techniques*).

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable, pour utiliser de la manière la plus efficace le personnel et les ressources disponibles, d'éviter, chaque fois que cela sera possible, la création de services dont les travaux se font concurrence ou chevauchent, et, en cas de besoin, de se consulter à cette fin.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront ensemble des dispositions en ce qui concerne l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

ARTICLE XI.

(*Dispositions budgétaires et financières*).

1. Le budget ou le projet de budget de l'Union sera transmis à l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'il sera transmis aux Membres de l'Union; l'Assemblée générale pourra faire des recommandations à l'Union à ce sujet.

2. L'Union aura le droit d'envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toutes commissions de cette Assemblée a tout moment où le budget de l'Union sera en discussion.

ARTICLE XII.

(*Financement des services spéciaux*).

1. Si l'Union se trouve contrainte, à la suite d'une demande d'assistance, de rapports speciaux ou d'études, présentés par l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article VI ou à d'autres dispositions du present accord, de faire face à d'importantes dépenses supplémentaires, les parties se consulteront pour déterminer comment faire face à ces dépenses de la manière la plus équitable possible.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union se consulteront également pour prendre les dispositions qu'elles jugeront équitables pour couvrir les frais des services centraux administratifs, techniques ou fiscaux et de toutes facilités ou assistance spéciales accordées par l'Organisation des Nations Unies à la demande de l'Union.

Article XIII

(*Laissez-passer des Nations Unies*).

Les fonctionnaires de l'Union auront le droit d'utiliser le laissez-passer des Nations Unies conformément aux accords spéciaux qui seront conclus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités compétentes de l'Union.

Article XIV.

(*Accords entre institutions*).

1. L'Union convient d'informer le Conseil économique et social de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé entre l'Union et toute autre institution spécialisée ou toute autre organisation intergouvernementale ou toute organisation internationale non gouvernementale, et informera en outre le Conseil économique et social des détails de cet accord quand il sera conclu.

2. L'Organisation des Nations Unies convient d'informer l'Union de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé par toutes autres institutions spécialisées sur des questions qui peuvent intéresser l'Union et, en outre, fera parte à l'Union des détails de cet accord quand il sera conclu.

Article XV.

(*Liaison*).

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent des dispositions ci-dessus dans la conviction qu'elles contribueront à maintenir une liaison effective entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires à cette fin.

2. Les dispositions concernant la liaison prévue par le présent accord s'appliqueront, dans toute la mesure appropriée, aux relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies, y compris ses bureaux régionaux ou auxiliaires.

Article XVI.

(*Service de télécommunication des Nations Unies*).

1. L'Union reconnaît qu'il est important pour l'Organisation des Nations Unies de bénéficier des mêmes droits que les Membres de l'Union dans l'exploitation des services de télécommunication.

2. L'Organisation des Nations Unies s'engage à exploiter les services de télécommunication qui dépendent d'elle conformément aux

termes de la Convention internationale des télécommunications et du Règlement annexé à cette Convention.

3. Les modalités précises d'application de cet article feront l'objet d'arrangements distincts.

ARTICLE XVII.

(*Exécution de l'accord*).

Le Secrétaire général des Nations Unies et l'autorité compétente de l'Union pourront conclure tous arrangements complémentaires qui paraîtront souhaitables en vue de l'application du présent accord.

ARTICLE XVIII.

(*Révision*).

Cet accord sera sujet à révision par entente entre les Nations Unies et l'Union sous réserve d'un préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre partie.

ARTICLE XIX.

(*Entrée en vigueur*).

1. Le présent accord entrera provisoirement en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence plénipotentiaire des télécommunications tenue à Atlantic City, en 1947.

2. Sous réserve de l'approbation mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entrera officiellement en vigueur en même temps que la Convention internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947 ou à une date antérieure selon la décision de l'Union.

PROTOCOLE FINAL (*)

A LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

(MALAGA-TORREMOLINOS, 1973)

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973):

I

Pour la République d'Afghanistan :

La Délégation du Gouvernement de la République d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

II

Pour le Royaume du Swaziland :

La Délégation du Royaume du Swaziland réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres ou des Membres associés ne respecteraient pas, d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou les Annexes et Règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettaient le fonctionnement de ses services de télécommunication.

(*) *Note du Secrétariat général*: Les textes du Protocole final sont rangés par ordre chronologique de leur dépôt.
Dans la Table des matières ces textes son classés par ordre alphabétique des noms de pays.

III

Pour la Grèce :

La Délégation hellénique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

IV

Pour le Pakistan :

La Délégation du Gouvernement du Pakistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences que pourrait entraîner la non-adhésion d'un autre Membre de l'Union aux dispositions de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) ou des Règlements y annexés.

V

Pour la République d'Indonésie :

La Délégation de la République d'Indonésie réserve le droit de son Gouvernement :

1. de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de prendre toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République d'Indonésie.

VI

Pour la République de Chypre :

La Délégation de Chypre déclare que le Gouvernement de la République de Chypre ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait éventuellement résulter de réserves faites par d'autres gouver-

nements participant à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

Elle réserve aussi le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

VII

Pour le Royaume du Laos :

La Délégation du Gouvernement Royal du Laos à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres de l'Union ne respecteraient pas d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

Elle se réserve également le droit de ne pas participer aux paiements, quel qu'en soit le montant, des dettes dues par les pays Membres envers l'Union.

VIII

Pour le Chili :

La Délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunications, dans ses Annexes, dans les Règlements, ou dans des documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des « territoires antarctiques » comme dépendances d'un Etat quelconque, ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, qui fait partie integrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles.

IX

Pour la Jamaïque :

La Délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses

Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Jamaïque.

X

Pour le Royaume de Lesotho :

La Délégation du Lesotho déclare au nom de son Gouvernement :

1. qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves formulées par un pays quel qu'il soit, et réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires;

2. qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres pays n'observent pas les dispositions de la présente Convention (Malaga-Torremolinos, 1973).

XI

Pour la République du Libéria :

La Délégation de la République du Libéria réserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre les services de télécommunication de la République du Libéria ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XII

Pour le Malawi :

La Délégation du Malawi réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication.

XIII

Pour la République Rwandaise :

La Délégation de la République Rwandaise réserve a son Gouvernement le droit :

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union;

2. de prendre toutes les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XIV

Pour la République de Singapour :

La Délégation de la République de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des pays n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XV

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs :

— que le Viet-Nam du Sud étant constitué de deux zones et relevant de deux administrations (le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon), on ne saurait considérer que les délégués des autorités de Saïgon signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom du Viet-Nam du Sud;

— que la partie méridionale de la Corée ne représentant pas la Corée tout entière, on ne saurait considérer que les délégués de la Corée du Sud signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom de la Corée.

XVI

Pour Barbade :

La Délégation de Barbade réserve a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses

intérêts si un ou plusieurs Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres Membres peuvent compromettre les services de télécommunication de Barbade.

XVII

Pour la République Populaire du Bangladesh :

1. En signant le Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la Délégation de la République Populaire du Bangladesh réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune incidence financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, pouvant découler des réserves formulées par d'autres gouvernements ayant pris part à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

2. La Délégation de la République Populaire du Bangladesh réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves formulées par d'autres Gouvernements devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

3. De plus, elle réserve à son Gouvernement le droit d'adhérer aux dispositions de tout ou partie des Règlements administratifs cités à l'article 82 du Règlement général, à savoir, le Règlement télégraphique, le Règlement téléphonique, le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications.

XVIII

Pour la Malaisie :

La Délégation de la Malaisie :

1. réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication;

2. déclare que la signature de la Convention susmentionnée et la ratification éventuelle de celle-ci par le Gouvernement de la Malaisie

n'ont aucune valeur en ce qui concerne le Membre paraissant à l'Annexe 1 sous le nom d'Israël, et n'impliquent d'aucune manière la reconnaissance de ce Membre par le Gouvernement de la Malaisie.

XIX

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XX

Pour la Turquie :

La Délégation du Gouvernement de la Turquie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts, si des réserves formulées par d'autres Membres de l'Union doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXI

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

La Délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie déclare, au nom de son Gouvernement :

1. que, puisqu'il existe au Viet-Nam du Sud deux régions et deux administrations, le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et le régime de Saïgon, on ne peut pas considérer que la Convention ni les autres Actes de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973), signés par les représentants du régime de Saïgon, ont été signés au nom du Viet-Nam du Sud;

2. que les représentants de la Corée du Sud n'ont pas le droit de signer la Convention ni les autres Actes de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) au nom de toute la Corée.

XXII

Pour la République Socialiste de Roumanie :

A

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie déclare, au nom de son Gouvernement :

1. qu'elle considère comme absolument injustifiée et dépourvue de toute valeur juridique la prétention des représentants de la Corée du Sud de parler au sein de l'U.I.T. au nom de la Corée tout entière, car le régime de Séoul ne représente pas et ne peut pas représenter le peuple coréen;

2. en même temps, déclare que l'administration de Saïgon ne peut représenter, d'une manière unilatérale le Viet-Nam du Sud.

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie considère que le seul représentant légal du Cambodge est le Gouvernement Royal de l'Union Nationale du Cambodge.

B

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter des réserves faites par d'autres pays.

XXIII

Pour la Malaisie :

La Délégation de la Malaisie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de participer aux dépenses de l'Union.

XXIV

Pour la Thaïlande :

La Délégation de la Thaïlande réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays quelconque n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Thaïlande ou conduire à une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXV

Pour la République Malgache :

La Délégation de la République Malgache réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles pour protéger ses intérêts au cas où des Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de n'accepter aucune incidence financière résultant des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la présente Conférence.

XXVI

Pour le Guatemala :

La Délégation du Gouvernement du Guatemala à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) reserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière qui puisse entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union; de plus, elle réserve également ce droit pour ce qui est du paiement, quel qu'en soit le montant, des sommes dues par des pays Membres de l'Union.

XXVII

Pour Trinité et Tobago :

La Délégation du Gouvernement de Trinité et Tobago réserve le droit de son Gouvernement de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa part contributive, et de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne contribuent pas aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXVIII

Pour la République Islamique de Mauritanie :

La Délégation du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses

services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

XXIX

Pour la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Principauté de Liechtenstein, la Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la Suède et la Confédération Suisse :

En ce qui concerne l'article 82 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 82.

XXX

Pour la République Démocratique Somalie :

La Délégation de la Somalie déclare que le Gouvernement de la République Démocratique Somalie ne saurait accepter aucune des conséquences financières qui pourraient découler des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

Il réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXXI

Pour le Nicaragua :

La Délégation du Nicaragua déclare qu'elle réserve a son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences de toute réserve éventuellement formulée qui entraînerait une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXII

Pour la République Unie du Cameroun :

La Délégation de la République Unie du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare au nom de son Gouverne-

ment que celui-ci se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles à la sauvegarde de ses intérêts, si les réserves émises par d'autres délégations au nom de leurs Gouvernements ou le non-respect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service de télécommunication.

Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun n'accepte en outre aucune conséquence des réserves faites par d'autres délégations à la présente Conférence ayant pour conséquence l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXIII

Pour la République du Kenya :

La Délégation de la République du Kenya réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXIV

Pour la République de l'Ouganda :

La Délégation du Gouvernement de la République de l'Ouganda réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre n'observe pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par un Membre devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXV

Pour la République Unie de Tanzanie :

La Délégation de la République Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXVI

Pour l'Italie :

La Délégation de l'Italie déclare que le Gouvernement italien ne peut accepter aucune conséquence financière susceptible de découler de réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres manquaient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXXVII

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Arabe d'Egypte, les Emirats Arabes Unis, la République d'Iraq, l'Etat de Koweït, le Liban, la République Arabe Libyenne, le Royaume du Maroc, la République Islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, le Pakistan, la République Démocratique Somalie, la République Démocratique du Soudan, la Tunisie, la République Arabe du Yémen, la République Démocratique Populaire du Yémen :

Les Délégatons des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ainsi que la ratification éventuelle ulterieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

XXXVIII

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 42 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) et à l'article 82 du Règlement général de cette Convention.

XXXIX

Pour la République d'Afghanistan :

Le Gouvernement de la République d'Afghanistan se réserve le droit de faire toute déclaration ou réserve jusqu'au moment où il aura ratifié la Convention (Malaga-Torremolinos, 1973).

XL

Pour la République Fédérale de Nigeria :

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Fédérale de Nigeria déclare que son Gouvernement se reserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République Fédérale de Nigeria.

XLI

Pour Maurice :

La Délégation de Maurice réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou ne se conformeraient pas de quelque autre manière aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLII

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède :

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XLIII

Pour la République Démocratique Populaire du Yémen :

La Délégation de la République Démocratique Populaire du Yémen réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays manquerait de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou encore si des réserves formulées par d'autres

pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XLIV

Pour la République de l'Inde :

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites par un Membre au sujet des finances de l'Union.

2. De plus, la Délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents, ainsi que l'application du Règlement général et des Règlements administratifs annexés à la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

XLV

Pour la Sierra Leone :

La Délégation de la Sierra Leone déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par d'autres pays Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLVI

Pour la République Populaire du Congo :

La Délégation de la République Populaire du Congo réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une éventuelle augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

XLVII

Pour la République de Botswana :

La Délégation de la République de Botswana déclare qu'elle reserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un ou plusieurs Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Règlements, Annexes et Protocoles qui y sont attachés, ou encore au cas où les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLVIII

Pour le Ghana :

1. La Délégation du Ghana déclare que sa signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), et la ratification subséquente de ce document par son Gouvernement, n'impliquent en aucune façon la reconnaissance du Gouvernement de la République Sudafricaine et n'entraînent aucune obligation envers ce Gouvernement.

2. La Délégation du Ghana réserve également a son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où le bon fonctionnement de ses services de télécommunication serait compromis du fait de l'inobservation des dispositions de ladite Convention par d'autres Membres ou de réserves formulées par ceux-ci.

XLIX

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'en signant la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ils laissent ouverte la question de l'acceptation du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959).

L

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande et la République Socialiste Tchécoslovaque :

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leur Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter leurs parts de contributions aux dépenses de l'Union, ou si certains Membres de l'Union ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union.

LI

Pour Cuba :

La Délégation de Cuba à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare, au nom de son Gouvernement révolutionnaire, qu'elle ne reconnaît aucune valeur juridique ni morale a la signature des Actes finals de la délégation fantôche du régime de Lon Nol. Seuls les représentants du Gouvernement royal de l'Unité nationale de Kampuchea (G.R.U.N.K.) sont habilités à signer, au nom du Cambodge, les Actes finals de la présente Conférence.

LII

Pour la République de Côte d'Ivoire :

La Délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves formulées dans la présente Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) par d'autres Gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunication.

LIII

Pour l'Australie :

La Délégation de l'Australie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union quant aux dettes existantes et aux intérêts y afférents ou quant aux futurs engagements, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou

des Annexes, Protocoles et Règlements qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays comprometaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LIV

Pour la Nouvelle-Zélande :

La Délégation de la Nouvelle-Zélande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesûres qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre facon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télélcommunication de la Nouvelle-Zélande.

LV

Pour la République du Niger :

La Délégation de la République du Niger à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, déclare n'accepter aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque Membre que ce soit, aux règlements de ses contributions et autres frais connexes.

Elle réserve de plus le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour protéger ses intérêts en matière de télécommunication du fait du non-respect de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, par un Membre quelconque de l'Union.

LVI

Pour la République Populaire du Congo :

La Délégation de la République Populaire du Congo déclare, au nom de son Gouvernement, que :

1. le Viet-Nam du Sud étant constitué de deux zones et relevant de deux administrations (le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon), on ne saurait considérer que les délégués des autorités de Saïgon signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom du Viet-Nam du Sud tout entier;

2. la partie méridionale de la Corée ne représente pas la Corée tout entière, on ne saurait considérer que les délégués de la Corée du Sud signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom de la Corée.

LVII

Pour la République de Sri Lanka (Ceylan) :

La Délégation du Gouvernement de la République de Sri Lanka (Ceylan) à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement :

1. le droit de refuser toute mesure financière qui pourrait conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

2. le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres manqueraient, de quelque manière que ce soit, d'observer les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou des Règlements qui y sont annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

3. et de prendre s'il y a lieu toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République de Sri Lanka (Ceylan).

LVIII

Pour la République Khmère :

La Délégation de la République Khmère réserve le droit de son Gouvernement quant à la ratification des Actes finals de la Conférence, à cause des réserves la concernant faites par certaines délégations.

Elle déclare en outre n'accepter aucune mesure financière ayant pour effet d'augmenter sa part contributive.

LIX

Pour la République Populaire de Chine :

La Délégation de la République Populaire de Chine désire déclarer ce qui suit :

1. La clique du traître Lon Nol n'est qu'une poignee de cambodgiens tirés de la lie du peuple et est illégale d'un bout a l'autre. Elle n'a absolument aucun droit de signer la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) au nom du peuple cambodgien.

L'Accord de Paris sur le Viet-Nam a reconnu de facto l'existence de deux administrations au Viet-Nam du Sud : le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et l'administration de Saïgon. Dans la situation actuelle, la représentation unilatérale par l'administration de Saïgon à la Conférence de l'U.I.T. n'est

pas normale. Dans les conditions où la Corée du Nord et la Corée du Sud ont abouti à un accord de principe sur la réunification du pays dans l'indépendance et la paix, il est déraisonnable que les autorités de la Corée du Sud soient représentés à l'U.I.T. en tant que telles. Vu ce qui précède, ni les représentants de l'administration de Saïgon ni les autorités de la Corée du Sud n'ont le droit de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) en tant que telles.

2. La Délégation de Chine fait des réserves sur les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences radioélectriques ainsi que l'assignation et l'enregistrement des emplacements des satellites géostationnaires.

LX

Pour l'Union de Birmanie :

En signant la Convention de Malaga-Torremolinos (1973), la Délégation de l'Union de Birmanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des réserves formulées par d'autres pays devraient conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXI

Pour la République du Viet-Nam :

La Délégation de la République du Viet-Nam réitère les déclarations qu'elles a faites tant à la 4e séance plénière que devant la Commission de vérification des pouvoirs.

Depuis 1951, date à laquelle la République du Viet-Nam a été admise au sein de l'U.I.T., notre Gouvernement a établi toutes les preuves de sa représentativité.

Nous regrettons que certaines délégations aient cru bon de soulever, à des fins de propagande, des polémiques d'ordre politique, hors du cadre de l'U.I.T.

Il est fallacieux de citer l'Accord de Paris pour argumenter en faveur du soi-disant Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud Viet-Nam, gouvernement composé d'une poignée d'hommes dont la seule tâche est de semer par tous les moyens, terreur, mort, ruine et désolation.

En effet, l'Accord de Paris qui vise essentiellement à instaurer un cessez-le-feu au Viet-Nam, créant ainsi un climat favorable pour les négociations en vue d'un prompt rétablissement d'une paix durable au Sud Viet-Nam, n'a nullement consacré le soi-disant GRP comme tel. L'Accord de Paris n'a pas institué, et il n'est pas en son pouvoir d'instituer, le GRP comme un Gouvernement « légal » au Viet-Nam. Il n'a pas non plus changé, comme il n'est pas en son pouvoir de changer, le caractère légal, constitutionnel du Gouvernement de la République du Viet-Nam.

Le titre du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire n'est qu'une appellation que se donne le soi-disant Front de Libération du Sud Viet-Nam créé par le Parti Lao-Dôuq du Nord Viet-Nam, lors de son 3e congrès tenu à Hanoï en septembre 1960.

Sous le nom du FLN ou GRP, cette organisation n'est que l'instrument de Hanoï, une création tout à fait artificielle, soutenue par les forces expéditionnaires du Nord Viet-Nam.

Nous déplorons l'attitude des délégations des pays concernés qui tout en déclarant condamner la politique d'agression, n'ont jamais essayé d'apporter la moindre contribution, bien au contraire, pour mettre fin à cette douloureuse lutte fratricide qui n'a que trop duré sur notre propre sol.

La Délégation de la République du Viet-Nam déclare qu'elle est la seule représentation légitime au Sud Viet-Nam et qu'elle a été reconnue comme telle par la Conférence depuis que la République du Viet-Nam a adhéré à l'U.I.T.

Toutes les déclarations présentées à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention et qui sont incompatibles avec la position de la République du Viet-Nam, sont illégales et par conséquent nulles et non avenues.

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts.

LXII

Pour la République Centrafricaine :

La Délégation Centrafricaine à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare que son Gouvernement se reserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de sauvegarder ses intérêts si certains pays Membres de l'Union n'observent pas les dispositions de la présente Convention internationale des télécommunications et formulent de façon anormale des réserves tendant à augmenter les parts de contributions de son pays aux dépenses de l'Union.

LXIII

Pour la République de la Guinée équatoriale :

La Délégation de la République de la Guinée équatoriale reserve a son Gouvernement le droit :

1. de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa contribution;

2. de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder le bon fonctionnement de ses services dé télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

LXIV

Pour la République du Burundi :

La Délégation de la République du Burundi réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou non les mesures qui seraient prises en vue de l'augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXV

Pour la République du Tchad :

La Délégation de la République du Tchad à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos, 1973, réserve à son Gouvernement le droit :

1. de n'accepter aucune mesure financière qui entraînerait une augmentation de sa part contributive;

2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où quelques-uns des Membres de l'Union n'observeraient, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la présente Convention.

LXVI

Pour la République d'Iraq :

La Délégation de la République d'Iraq déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par un tel Membre compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de l'Iraq ou conduisaient à une augmentation de la quote-part contributive de l'Iraq aux dépenses de l'Union.

LXVII

Pour la République Togolaise :

La Délégation de la République Togolaise reserve a son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes, si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises par certains Membres pendant la Conférence de Malaga-Torremolinos 1973 ou à la signature ou a l'adhésion entraînaient des situations contrariantes pour ses services de télécommunication ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXVIII

Pour la République du Dahomey :

La Délégation de la République du Dahomey réserve a son Gouvernement le droit :

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union;

2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

LXIX

Pour la République Populaire du Congo :

La Délégation de la République Populaire du Congo a la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), déclare, au nom de son Gouvernement révolutionnaire et populaire, qu'elle ne reconnaît aucune valeur juridique ni morale à la signature des Actes finals de la délégation du régime réactionnaire de Lon Nol. Seuls les représentants du Gouvernement royal de l'Unité nationale de Kampuchea sont habilités a signer, au nom du Cambodge, les Actes finals de la présente Conférence.

LXX

Pour Papua-Nouvelle-Guinée :

Papua-Nouvelle-Guinée se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient par leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LXXI

Pour la République de El Salvador :

La Délégation de la République de El Salvador réserve a son Gouvernement le droit de formuler toute déclaration ou réserve qu'il estimera nécessaire tant qu'il n'aura pas ratifié la Convention internationale

des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973); elle déclare en outre n'accepter aucune conséquence nuisible aux intérêts de son pays qui pourraient découler des réserves formulées par d'autres pays.

LXXII

Pour l'Etat d'Israël :

Les déclarations faites par les Délégations de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République Arabe d'Egypte, des Emirats Arabes Unis, de la République d'Iraq, de l'Etat de Koweït, du Liban, de la République Arabe Libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République Islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de la République Démocratique Somalie, de la République Démocratique du Soudan, de la Tunisie, de la République Arabe du Yémen e de la République Démocratique Populaire du Yémen, étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, per conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tien à faire savoir officiellement qu'il rejette ces déclarations purement et simplement e qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des Etats Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israel se prévaudra des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République Arabe d'Egypte, des Emirats Arabes Unis, de la République d'Iraq, de l'Etat de Koweït, du Liban, de la République Arabe Libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République Islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de la République Démocratique Somalie, de la République Démocratique du Soudan, de la Tunisie, de la République Arabe du Yémen e de la République Démocratique Populaire du Yémen violeraient de quelque manière que ce soit l'une quelconque des dispositions de la Convention ou des Annexes, des Protocoles ou du Règlement ci-joints.

LXXIII

Pour la République de Corée :

La Délégation de la République de Corée, parlant au nom de son Gouvernement :

1. déclare que toute réserve formulée quant a sa capacité de représenter valablement la République de Corée au sein de l'U.I.T. ou de la présente Conférence de plénipotentiaires ou toute déclaration tendant à contester la validité de cette capacité de représentation est sans fondement ni valeur juridique;

2. réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'elle pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts

au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

LXXIV

Pour la Belgique :

La Délégation de la Belgique réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes et des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu a une augmentation de sa part contributive au dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication.

LXXV

Pour la République Arabe Libyenne :

La Délégation de la République Arabe Libyenne réserve a son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences découlant de toute réserve formulée par d'autres pays de nature à entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où un Membre ou un Membre associé manquerait de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Règlements qui y sont annexés.

LXXVI

Pour la République Gabonaise :

En signant la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la Délégation de la République Gabonaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres Gouvernements pourraient entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou pourraient compromettre ses services de télécommunication.

LXXVII

Pour la République de Haute-Volta :

La Délégation de la République de Haute-Volta à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), réserve à son Gouvernement le droit de refuser toute mesure financière tendant à augmenter sa part contributive aux dépenses de l'Union et, en outre, de prendre toutes mesures nécessaires à la protection de ses intérêts au cas ou des Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou des Règlements inclus.

LXXVIII

Pour la République du Mali :

La Délégation de la République du Mali à la Conférence de plénipotentiaires de l'U.I.T., déclare n'accepter aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque Membre que ce soit, aux règlements de ses contributions et autres frais connexes.

Elle réserve de plus le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour protéger ses intérêts en matière de télécommunications du fait du non-respect de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, par un Membre quelconque de l'Union.

LXXIX

Pour le Népal :

La Délégation du Népal réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera appropriées pour protéger ses intérêts au cas où une raison, quelle qu'elle soit, entraînerait une augmentation de sa quote-part contributive annuelle.

LXXX

Pour les Emirats Arabes Unis :

La Délégation des Emirats Arabes Unis déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre manquerait de quelque facon que ce soit d'observer les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves exprimées par un Membre compromettaient le

bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou devaient conduire à augmenter la quote-part contributive des Emirats Arabes Unis aux dépenses de l'Union.

LXXXI

Pour la République Orientale de l'Uruguay :

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Orientale de l'Uruguay déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays pouvaient porter préjudice aux services de télécommunication de la République Orientale de l'Uruguay.

LXXXII

Pour la République de Bolivie :

En signant la présente Convention, la Délégation de la République de Bolivie déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts si d'autres Membres n'observent pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou si les réserves formulées par d'autres pays risquaient de porter préjudice aux intérêts de la Bolivie, notamment en ce qui concerne les services de télécommunication boliviens.

La Délégation de la République de Bolivie déclare, de plus, que son Gouvernement maintient son droit de formuler quelque reserve que ce soit jusqu'au moment où il ratifiera la Convention.

LXXXIII

Pour la République du Sénégal :

La Délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements à la présente Conférence ayant pour effet l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle jugera utiles a la sauvegarde de ses intérêts au cas où les réserves émises par d'autres pays ou le non respect de la Convention tendraient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LXXXIV

Pour la République Argentine :

A

La Délégation de la République Argentine réserve à son Gouvernement le droit :

1. de n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa contribution;

2. de prendre toutes mesures qu'il peut estimer opportunes afin de protéger ses services de télécommunication au cas ou des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

B

La Délégation de la République Argentine réserve à son Gouvernement le droit de formuler les réserves qu'il estimera opportunes à l'égard des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) qui affectent directement ou indirectement sa souveraineté.

LXXXV

Pour la République de Guinée :

La Délégation de la République de Guinée reserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera necessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas de quelque manière que ce soit les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves faites par d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication, d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter de ces réserves.

LXXXVI

Pour l'Espagne :

La Délégation de l'Espagne déclare au nom de son Gouvernement que le mot « pays » utilisé dans le préambule, a l'article 1er et dans d'autres articles de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) est pour ledit Gouvernement synonime du terme « Etat souverain » et qu'il a la même valeur, la même portée et le même contenu juridique et politique.

LXXXVII

Pour la République Argentine :

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Argentine déclare, au nom de son Gouvernement, que toute reférence du Protocole final à la Convention internationale des télécommunications

(Malaga-Torremolinos, 1973), ou de tout autre document de la Conférence, aux Iles Malouines, aux Iles de la Géorgie du Sud et aux Iles Sandwich du Sud, sous la dénomination erronée de « Iles Falkland et leurs dépendances », n'affecte en rien les droits souverains imprescriptibles et inaliénables de la République Argentine sur ces territoires. L'occupation de ces îles par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la suite d'un acte de force que n'a jamais accepté la République Argentine a conduit l'Organisation des Nations Unies, dans sa Résolution 2065 (XX) à inviter les deux parties à rechercher un règlement pacifique de ce conflit de souveraineté sur lesdites îles.

De plus, il convient de signaler que toute référence des mêmes documents au prétendu « Territoire antarctique britannique » n'affecte en rien les droits de la République Argentine dans le secteur antarctique argentin et que cette mention figure à l'article IV du Traité antarctique conclu à Washington le 1[er] décembre 1959, dont la République Argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont tous deux signataires.

LXXXVIII

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) :

La Délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire, à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par les autres Membres devaient compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXXXIX

Pour le Pérou :

La Délégation du Pérou déclare que l'Etat péruvien ne se sentira tenu en aucune circonstance par les dispositions de la Convention relatives a l'arbitrage entre les Membres de l'Union touchant le règlement de différends.

D'autre part, la Délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit :

1. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention ou de ses Règlements, ou encore si des réserves formulées par ces Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Pérou;

2. d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves propres à entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

3. d'accepter ou de refuser toutes ou certaines des dispositions des Règlements administratifs : Règlement télégraphique, Règlement téléphonique, Règlement des radiocommunications et Règlement additionnel des radiocommunications, cités dans la Convention.

XC

Pour l'Iran :

La Délégation de l'Iran réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas ou certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union en relation avec les dettes existantes, les intérêts de ces dettes et les contributions à venir, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes, des Protocoles ou des Règlements qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les Délégations des pays ci-dessus considèrent que les prévisions du numéro 5 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble, comme ceci est le cas pour les télécommunications (voir l'article 4 de la Convention susmentionnée), doivent être ouverts à la participation universelle.

XCII

Pour la République des Philippines :

La Délégation de la République des Philippines réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la contribution des Philippines; elle réserve également le droit de son Gouvernement pour ce qui est des conséquences de toute réserve faite par un autre pays qui léserait les intérêts des Philippines.

XCIII

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

La Délégation de la République Fédérale d'Allemagne réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou manquent, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays sont de nature à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication. La Délégation de la République Fédérale d'Allemagne réserve également à son Gouvernement le droit, pour le cas où le budget ordinaire de l'Union serait grevé de dépenses afférentes à la coopération technique, de prendre les mesures voulues en conséquence.

XCIV

Pour la France :

La Délégation française réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCV

Pour Monaco :

La Délégation de Monaco réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles y attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le parfait et efficace fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCVI

Pour l'Autriche, le Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas :

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ne prendraient

pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes et des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication.

XCVII

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

La Délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie réserve à son Gouvernement le droit :

1. de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres n'observent pas les dispositions de la présente Convention, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XCVIII

Pour la Confédération Suisse et la Principauté de Liechtenstein :

Les Délégations des pays susmentionnés réservent le droit de leurs Gouvernements de prendre les mesures nécessaires a la protection de leurs intérêts si des réserves déposées ou d'autres mesures prises devaient avoir pour conséquences de porter atteinte au bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou conduire a une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union.

XCIX

Pour l'Etat d'Israël :

L'Etat d'Israël réserve sa position en ce qui concerne la Résolution 48 a la lumière des faits suivants :

1. La Résolution repose sur des accusations dénuées de tout fondement de la part de pays effectuant ouvertement des opérations militaires et poursuivant des hostilités sans restrictions contre l'Etat d'Israël sans que le moindre commencement de preuve de leurs allégations ait été produit devant la Conférence.

2. Le projet de Résolution a été examiné le samedi 20 octobre dans l'ambiance de discours enflammés, d'accusations extravagantes et de menaces implicites — et ce le jour même du Sabbat — alors que les accusateurs savaient parfaitement que le seul représentant d'Israël serait absent pour remplir ses devoirs religieux. Il est apparu, de ce fait, qu'Israël semblait admettre ces accusations dénuées de fondement parce que son représentant n'avait pas pris la parole pour les démentir; d'ailleurs, Israël a été averti que cette abstention avait été remarquée au cours des débats, et il y est fait allusion dans le document N° 341, présenté par la Malaisie.

3. Les motifs d'ordre religieux qui expliquent l'absence du représentant d'Israël avaient été parfaitement exposés la veille par le Président. Le Président avait fait la promesse solennelle que, si un événement important pour Israël se produisait le samedi, il mettrait tout en oeuvre pour ajourner le débat afin de permettre à la Délégation d'Israël d'exercer son droit de s'exprimer (voir le numéro 670 de la Conveniton de Montreux, 1965) dont la teneur est la suivante :

« Il (le Président) protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion ».

4. Attendu que ces règles n'ont pas été observées, la Délégation d'Israël s'est conformée à la procédure régulière et, à l'occasion de la première lecture du projet de résolution — faite au cours de la seance plénière du lundi 22 octobre — elle a exposé les faits tels qu'ils se présentent et a demandé formellement le rejet du projet de résolution, conformément aux dispositions du numéro 692 de la Convention. Le Président a refusé de mettre le projet de résolution aux voix au cours de sa lecture, en déclarant que cette proposition du délégué d'Israël n'était pas conforme à la procédure, cela contrairement aux dispositions de la Convention et à la pratique commune. De plus, les délégations réunies en séance plénière n'ont pas eu l'occasion de voter sur la question après avoir entendu les deux parties.

5. Dans sa déclaration présentée à la séance plénière du 22 octobre et qui figure intégralement dans le proces-verbal de cette séance, Israël a déclaré notamment :

a) Le jour même où ont été formulées des allégations de sabotage concernant les câbles sous-marins de Beyrouth, le porte-parole d'Israël a dénié officiellement assumer une responsabilité quelconque dans cette affaire;

b) Le câble lui-même est pour une large part la propriété de pays européens et des Etats-Unis, dont Israël recherche la sympathie et la compréhension. Pour quelles raisons Israël voudrait-il s'aliéner ces sympathies et causer des dommages aux biens de nations amies ?

c) De même, si Israël avait voulu perpétrer un tel acte, pourquoi l'aurait-il commis si près du rivage, là où il est facile de localiser la coupure et ou la réparation est relativement simple ?

d) Dans ce cas comme dans le passé, des actes de sabotage d'origine interne se sont produits. Des pipelines ont été endommagés auparavant, des ambassades d'Etats arabes ont été envahies, de hauts fonctionnaires de pays arabes ont été assassinés, des actes de piraterie aérienne ont été effectués, accompagnés de prises d'otages. Dans tous

ces cas, il s'agissait de luttes intestines parmi des groupes d'Etats arabes. Ici aussi, les faits conduisent aux mêmes conclusions. Il est notoire que des groupes arabes dissidents opèrent au Liban. Ces jours mêmes, l'un de ces groupes a pris, comme otages à Beyrouth, 50 Libanais innocents et a joué à la légère avec leur vie. Ces groupes possèdent le minimum d'aptitudes nécessaires pour manier des explosifs et exécuter ce genre de sabotage, ainsi que le minimum de moyens leur permettant d'atteindre les points où les dommages sont censés avoir été commis D'un seul coup, ils peuvent se venger de torts, réels ou imaginaires, et, dans le climat actuel, rejeter la faute sur Israël;

e) Il est entendu qu'au moment où le Liban a parlé pour la première fois de la rupture du câble et a demandé a l'ITALCABLE d'intervenir pour assurer la remise en service par des voies de remplacement, il s'est référé à cet incident comme à un acte de sabotage. Ce n'est que plus tard qu'il a eu l'idée que l'incident pouvait être exploité à des fins de propagande.

Eu égard aux déclarations qui précèdent, l'Etat d'Israël considère que la prétendue Résolution 48 est illégale et indûment jointe à la présente Convention, et qu'elle est au demeurant dénuée de toute signification et n'a aucun effet.

L'Etat d'Israël est convaincu que tous les Membres impartiaux de l'Union partagent son point de vue et réserveront à cette prétendue Résolution l'accueil qu'elle mérite.

C

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède :

Les Délégations des pays susmentionnés réservent a leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou bien si un Membre manquait, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), des Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de leurs services de télécommunications.

CI

Pour l'Italie :

1. La Délégation de l'Italie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient de nature à augmenter sa part des dépenses de l'Union ou devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication. La Délégation de l'Italie reserve egale-

ment le droit à son Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposeraient au cas où des dépenses afférentes à des activités de coopération technique seraient inscrites au budget ordinaire de l'Union.

2. L'Italie se réserve le droit de ne pas participer aux frais supplémentaires que pourra encourir l'Union internationale des télécommunications dans les futures Conférences de plénipotentiaires et administratives par l'adoption d'une sixième langue d'interprétation selon la résolution votée par la présente Conférence de plénipotentiaires.

CII

Pour la Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

A

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord prend note de la déclaration de la Délégation du Chili concernant les Territoires antarctiques. Dans la mesure où il peut être dans l'intention des auteurs de cette déclaration de viser le Territoire antarctique britannique, le Gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute en ce qui concerne sa souveraineté sur ledit Territoire.

B

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration faite par la Délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réserver les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent a être, partie intégrante des territoires dont les relations internationales sont assurés par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La Délégation du Royaume-Uni ne peut pas non plus accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle l'appellation « Dépendances des Iles Falkland » est erronée, pas plus, dans la mesure où cette opinion se réfère à l'appellation « d'Iles Falkland », le fait que cette appellation soit erronée. En outre, la Délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle il convient d'associer le terme « Malouines » a la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision du Comité spécial des Nations Unies d'ajouter « Malouines » après cette désignation n'avait trait qu'aux documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative a l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et a leurs peuples et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ni ses Annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est de la Résolution 2065 (XX) des Nations Unies, la Délégation du Royaume-Uni n'accepte pas les raisons données par la Délégation argentine à cet égard.

La Délégation du Royaume-Uni note la référence de la Délégation argentine à l'Article IV du Traité de l'Antarctique signé à Washington le 1[er] décembre 1959, mais elle tient à déclarer que cet article ne confirme ni ne justifie le pouvoir ou la souveraineté d'une puissance quelconque sur un territoire antarctique quel qu'il soit. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur le Territoire antarctique britannique.

CIII

Pour la République de Panama :

La Délégation de la République de Panama déclare n'accepter aucune déclaration figurant, au nom de quelque pays que ce soit, dans la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou dans tout autre document, et de nature à porter préjudice aux droits souverains de la République de Panama sur la Zone du canal de Panama.

CIV

Pour la République Socialiste de Roumanie:

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) la Délégation roumaine déclare que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires, auquel font référence les dispositions du Protocole additionnel III, n'est pas conforme aux documents adoptés par l'O.N.U. concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, y compris la Déclaration relative aux principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies qui a été adoptée à l'unanimité par la résolution de l'Assemble générale de l'O.N.U. 2625 (XXV) du 24 ottobre 1970 et qui proclame solennellement l'obligation des Etats de favoriser la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, dans le but de mettre un terme sans retard au colonialisme.

CV

Le Président de la Conférence :

Le Président de la Conférence déplore les termes de la déclaration faite au nom de l'Etat d'Israël lors de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) et insérée dans le Protocole final à

la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973); celle déclaration contient des commentaires concernant l'application du Règlement intérieur des conférences qui fait partie du Règlement général annexé à la Convention de Montreux (1965).

Si le numéro 670 de ladite Convention spécifie effectivement que le Président de la Conférence « protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion », il est évident qu'il s'agit des délégations présentes au cours d'une telle discussion, ce qui n'était pas le cas de la Délégation de l'Etat d'Israël qui, pour des motifs religieux et dignes du plus grand respect, n'a pas assisté à la séance plénière du samedi 20 octobre 1973, malgré les indices qui faisaient supposer, depuis la veille, que la séance en question examinerait le projet de résolution contenu dans le Document N° 326, présenté par la Délégation du Liban. Il convient d'ajouter à ce sujet que, au cours d'un entretien qu'il a eu le vendredi 19 octobre avec M. Sakked, Délégué d'Israël, le Président n'a pu donner aucune garantie quant à la possibilité de différer les débats relatifs audit projet de résolution et s'est simplement offert à tenter, par diverses consultations — qui eurent bien lieu, mais sans résultat — à obtenir l'ajournement des débats jusqu'au lundi 22 octobre 1973.

Pendant la séance plénière du lundi 22 octobre, le Délégué de l'Etat d'Israël, à l'occasion de la première lecture du texte de la Résolution 48, proposé par la Commission de rédaction et publié dans le Document N° 351, a demandé de mettre de nouveau aux voix le contenu de la résolution, en prétendant fonder cette demande sur le numéro 692 de la Convention de Montreux.

L'interprétation du Président a été la suivante: ce qu'avait à examiner la séance plénière était le texte de la résolution, avant que ce texte ne soit considéré comme définitif, aux termes du numéro 763 de ladite Convention, mais non le fond de la résolution en question, sur lequel la séance plénière du 20 octobre 1973 s'était prononcée par un vote par appel nominal dont le résultat avait été le suivant: 64 voix pour, 3 voix contre et 46 abstentions.

La décision du Président a été prise conformément aux dispositions du numéro 697 de la Convention de Montreux (1965).

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie a chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

PROTOCOLES ADDITIONNELS

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

DÉPENSES DE L'UNION POUR LA PÉRIODE DE 1974 À 1979.

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles :

— du Conseil d'administration,

— du Secrétariat général,

— du Comité international d'enregistrement des fréquences,

— des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,

— des laboratoires et installations techniques de l'Union.

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1974 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires :

35 000 000 francs suisses pour l'année 1974

36 650 000 francs suisses pour l'année 1975

36 600 000 francs suisses pour l'année 1976

37 600 000 francs suisses pour l'année 1977

38 800 000 francs suisses pour l'année 1978

39 980 000 francs suisses pour l'année 1979.

Pour les années postérieures a 1979, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3 % chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Le conseil d'administration est autorisé a dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives au remplacement éventuel de membres du Comité international d'enregistrement des fréquences (voir la Résolution N° 3 de la présente Conférence).

3. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

3. 1 Durant les années 1974 à 1979 le budget adopté par le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 3.2 ci-dessous, ne doit pas dépasser les montants suivants :

6 600 000 francs suisses pour l'année 1974

2 900 000 francs suisses pour l'année 1975

11 000 000 francs suisses pour l'année 1976

3 400 000 francs suisses pour l'année 1977

3 000 000 francs suisses pour l'année 1978

14 800 000 francs suisses pour l'année 1979.

3. 2 Si *a*) la Conférence de plénipotentiaires, *b*) une conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes, *c*) une conférence administrative des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion per satellite, *d*) une conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R) ou *e*) une conférence administrative mondiale chargée de réviser les Règlements des radiocommunications ne devaient pas se réunir au cours des années 1974 à 1979, le total des montants autorisés pour ces années serait réduit de 3 800. 000 francs suisses pour *a*), 3 124 000 francs suisses pour *b*), 3 200 000 francs suisses pour *c*), 1 950 000 francs suisses pour *d*) et 4 800 000 francs suisses pour *e*).

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit en 1979, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1979, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

3. 3. Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 3-1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses :

— demeurées disponibles sur une année précédente,

— ou à prélever sur une année future.

4. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pour tenir compte :

4. 1 des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées a leur personnel en fonctions à Genève;

4.2 des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

5. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4.

6. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus se révelent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront disposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

8. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 4 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 6.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre devra, avant le 1er juillet 1974, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contribution figurant au numéro 92 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

2. Les Membres qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1er juillet 1974, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention de Montreux (1965).

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Mesures propres à donner aux Nations Unies la possibilité d'appliquer la Convention en ce qui concerne tout mandat exercé en vertu de l'article 75 de la Charte des Nations Unies.

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé de prendre les mesures suivantes afin de donner aux Nations Unies la possibilité de continuer a appliquer la Convention internationale des télécommunications à la suite de la décision de la Conférence de supprimer la qualité de Membre associé :

Il est convenu que la possibilité dont jouissent actuellement les Nations Unies conformément aux dispositinos de l'article 75 de la Charte des Nations Unies, aux termes de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965); sera reconduite aux termes de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) dès l'entrée en vigueur de cette Convention. Chaque cas sera examiné par le Conseil d'administration de l'Union.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

MESURES DESTINÉES À PROTÉGER LES DROITS DE PAPUA-NOUVELLE-GUINEE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des arrangements suivants, qui seront appliqués à titre temporaire, afin de protéger les droits de Papua-Nouvelle-Guinée, alors que cette Conférence s'est prononcée pour la suppression de la qualité de Membre associé :

1. Lorsque la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) entrera en vigueur, le statut de Membre associé de l'Union, qui est actuellement celui de Papua-Nouvelle-Guinée, restera inchangé, avec les droits et obligations des Membres de l'Union, à l'exception du droit de vote aux conférences et réunions des organes de l'Union et de celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ce pays ne sera pas non plus éligible au Conseil d'administration.

2. Ce pays peut en conséquence signer et ratifier la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), au titre d'un statut spécial comparable à celui de Membre associé, tel qu'il est défini dans la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965). Par la suite, ce pays bénéficiera, en vertu de la Convention de Malaga-Torremolinos, d'un statut comparable à celui de Membre associé, avec les droits et obligations qui en découlent, comme si cette catégorie de Membre était mantenue dans la nouvelle Convention. Cette situation se poursuivra jusqu'au moment où Papua-Nouvelle-Guinée deviendra Membre à part entière de l'Union, au titre des dispositions pertinentes de la Convention de Malaga-Torremolinos.

PROTOCOLE ADDITIONNEL V

DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DU VICE-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1er janvier 1974.

PROTOCOLE ADDITIONNEL VI

ARRANGEMENTS TRANSITOIRES.

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) :

1. Le Conseil d'administration sera composé de trente-six Membres elus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

2. Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1975 du Conseil.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. – I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE INTERNAZIONALE DELLE TELECOMUNICAZIONI

PARTE PRIMA

DISPOSIZIONI FONDAMENTALI

PREAMBOLO

1 I plenipotenziari dei Governi contraenti, pur riconoscendo pienamente a ciascun Paese il diritto sovrano di disciplinare le proprie telecomunicazioni, allo scopo di facilitare le relazioni tra i popoli mediante il buon funzionamento delle telecomunicazioni, hanno, di comune accordo, conchiuso la presente convenzione, che è lo strumento fondamentale dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

CAPITOLO I

COMPOSIZIONE, OGGETTO E STRUTTURA DELL'UNIONE

ARTICOLO 1.

(*Composizione dell'Unione*).

2 1. L'Unione internazionale delle telecomunicazioni si compone di Membri che, tenuto conto del principio d'universalità e dell'interesse a che la partecipazione all'Unione sia universale, sono:

3 *a*) ogni Paese elencato nell'allegato 1, che firma e ratifica la Convenzione o aderisce a questo Atto;

4 *b*) ogni Paese non elencato nell'allegato 1, che diventa Membro delle Nazioni Unite e aderisce alla Convenzione conformemente ai disposti dell'articolo 46;

5 *c*) ogni Paese sovrano non elencato nell'allegato 1, e non Membro delle Nazioni Unite, che aderisce alla Convenzione, conformemente ai disposti dell'articolo 46, dopo che la sua domanda di ammissione come Membro dell'Unione sia stata accettata dai 2/3 dei Membri dell'Unione.

6 2. In applicazione dei disposti del numero 5, se una domanda di adesione come Membro è presentata nell'intervallo fra due Conferenze di plenipotenziari per via diplomatica e per il tramite del Paese dove è fissata la sede dell'Unione, il segretario generale consulta i Membri

dell'Unione; un Membro sarà considerato come astenutosi se non ha risposto nel termine di 4 mesi a contare dal giorno in cui è stato consultato.

ARTICOLO 2.

(*Diritti e obblighi dei Membri*).

7 1. I Membri dell'Unione hanno i diritti e sono sottoposti agli obblighi previsti nella Convenzione.

8 2. I diritti dei Membri, per quanto concerne la loro partecipazione alle conferenze, riunioni e consultazioni dell'Unione, sono i seguenti:

a) ogni Membro ha il diritto di partecipare alle conferenze dell'Unione, e eleggibile nel Consiglio d'amministrazione e ha il diritto di presentare i candidati ai posti di funzionari eletti di tutti gli organismi permanenti dell'Unione;

9 *b*) ogni Membro ha diritto a un voto in tutte le conferenze dell'Unione, in tutte le riunioni dei Comitati consultivi internazionali e, se fa parte del Consiglio d'amministrazione, in tutte le sessioni di questo Consiglio;

10 *c*) ogni Membro ha parimenti diritto a un voto in tutte le consultazioni effettuate per corrispondenza.

ARTICOLO 3.

(*Sede dell'Unione*).

11 La sede dell'Unione è stabilita a Ginevra.

ARTICOLO 4.

(*Oggetto dell'Unione*).

12 1. L'Unione ha per oggetto:

a) di mantenere e di estendere la cooperazione internazionale per il miglioramento e l'impiego razionale delle telecomunicazioni di ogni specie;

13 *b*) di favorire lo sviluppo dei mezzi tecnici e il loro sfruttamento più efficace, allo scopo di aumentare il rendimento dei servizi delle telecomunicazioni, di estenderne l'uso e di generalizzare quanto più possibile la loro utilizzazione da parte del pubblico;

14 *c*) di armonizzare gli sforzi delle nazioni verso questi fini comuni.

15 2. A tale scopo, e più particolarmente, l'Unione:

a) attribuisce le frequenze dello spettro radioelettrico e registra le assegnazioni di frequenze, in modo da evitare disturbi nocivi tra le stazioni di radiocomunicazione di Paesi diversi;

16 *b*) coordina gli sforzi nell'intento di eliminare i disturbi nocivi tra le stazioni di radiocomunicazione di Paesi diversi e di migliorare l'utilizzazione dello spettro delle frequenze;

17 *c*) coordina gli sforzi in vista di permettere lo sviluppo armonioso dei mezzi di telecomunicazione, specialmente quelli facenti capo alle tecniche spaziali, al fine di utilizzare nel modo migliore le possibilità che tali mezzi offrono;

18 *d*) favorisce la collaborazione tra i suoi Membri nell'intento di stabilire tariffe ai livelli più bassi possibili, compatibili con un servizio efficiente e una gestione finanziaria delle telecomunicazioni solida e indipendente;

19 *e*) incoraggia la creazione, lo sviluppo e il perfezionamento degli impianti e delle reti di telecomunicazione nei Paesi in via di sviluppo, con tutti i mezzi a sua disposizione, in particolare con la partecipazione ai programmi appropriati delle Nazioni Unite;

20 *f*) provoca l'adozione di provvedimenti che consentano di garantire la sicurezza della vita umana mediante la cooperazione dei servizi di telecomunicazione;

21 *g*) procede a studi, emana regolamenti, prende risoluzioni, elabora raccomandazioni e suggerimenti e raccoglie e pubblica informazioni concernenti le telecomunicazioni.

ARTICOLO 5.

(Struttura dell'Unione).

22 L'Unione comprende gli organi seguenti:

1. la Conferenza di plenipotenziari, organo supremo dell'Unione;

23 2. le conferenze amministrative;

24 3. il Consiglio d'amministrazione;

25 4. gli organi permanenti seguenti:

a) il Segretariato generale;

26 *b*) il Comitato internazionale di registrazione delle frequenze (I.F.R.B.);

27 *c*) il Comitato consultivo internazionale delle radiocomunicazioni (C.C.I.R.);

28 *d*) il Comitato consultivo internazionale telegrafico e telefonico (C.C.I.T.T.).

ARTICOLO 6.

(Conferenza di plenipotenziari).

29 1. La Conferenza di plenipotenziari è composta di delegazioni rappresentanti i Membri. Essa è convocata a intervalli regolari, normalmente ogni 5 anni.

30 2. La Conferenza di plenipotenziari:

a) fissa i princìpi generali che l'Unione deve osservare per conseguire gli scopi enunciati all'articolo 4 della presente Convenzione;

31 *b*) esamina il rapporto del Consiglio d'amministrazione relativo all'attività di tutti gli organismi dell'Unione dopo l'ultima Conferenza di plenipotenziari;

32 *c*) fissa le basi del bilancio di previsione dell'Unione e il massimo delle sue spese ordinarie per il periodo che va fino alla successiva Conferenza di plenipotenziari, dopo aver esaminato il programma delle conferenze amministrative e delle riunioni che l'Unione terrà probabilmente durante questo periodo;

33 *d*) fissa gli stipendi di base, le scale degli stipendi e il regime delle indennità e pensioni di tutti i funzionari dell'Unione e formula, se necessario, tutte le direttive generali concernenti gli effettivi dell'Unione;

34 *e*) esamina i conti dell'Unione e li approva definitivamente se necessario;

35 *f*) elegge i Membri dell'Unione chiamati a comporre il Consiglio d'amministrazione;

36 *g*) elegge il segretario generale e il vicesegretario generale e fissa la data alla quale essi assumeranno le loro funzioni;

37 *h*) elegge i Membri dell'I.F.R.B. e fissa la data alla quale essi assumeranno le loro funzioni;

38 *i*) rivede la Convenzione, se lo giudica necessario;

39 *j*) conchiude o, se è il caso, rivede gli accordi tra l'Unione e le altre organizzazioni internazionali, esamina ogni accordo provvisorio conchiuso dal Consiglio d'amministrazione in nome dell'Unione con queste medesime organizzazioni e dà loro il seguito che giudica necessario;

40 *k*) tratta tutte le altre questioni di telecomunicazione giudicate opportune.

Articolo 7.

(*Conferenze amministrative*).

41 1. Le conferenze amministrative dell'Unione comprendono;

a) le conferenze amministrative mondiali;

42 *b*) le conferenze amministrative regionali.

43 2. Le conferenze amministrative sono convocate, di norma, per elaborare particolari problemi delle telecomunicazioni. Possono essere trattate unicamente le questioni iscritte all'ordine del giorno. Le risoluzioni prese devono, in ogni caso, essere conformi ai disposti della Convenzione.

44 3. (1) L'ordine del giorno di una conferenza amministrativa mondiale può comprendere:

a) la revisione parziale dei regolamenti amministrativi elencati al numero 571;

45 *b*) eccezionalmente, la revisione completa di uno o parecchi di questi regolamenti;

46 *c*) ogni altra questione di carattere mondiale di competenza della conferenza.

47 (2) L'ordine del giorno di una conferenza amministrativa regionale deve comprendere unicamente questioni particolari delle telecomunicazioni di natura regionale, comprese le direttive destinate al Comitato internazionale di registrazione delle frequenze per quanto concerne il suo operato nella regione pertinente, sempre che tali direttive non pregiudichino gli interessi di altre regioni. Inoltre, le decisioni di una simile conferenza devono, in ogni caso, essere conformi alle disposizioni dei regolamenti amministrativi.

ARTICOLO 8.

(*Consiglio d'amministrazione*).

48 1. (1) Il Consiglio d'amministrazione è composto di 36 Membri dell'Unione eletti dalla Conferenza di plenipotenziari, tenuto conto della necessità di un'equa rappresentanza di tutte le parti del mondo. Salvo nei casi di vacanza che si verificano nelle condizioni specificate nel regolamento generale, i Membri dell'Unione eletti nel Consiglio d'amministrazione adempiono il loro mandato fino alla data alla quale la Conferenza di plenipotenziari procede all'elezione di un nuovo Consiglio. Essi sono rieleggibili.

49 (2) Ogni Membro del Consiglio designa, a far parte del Consiglio, una persona che può essere assistita da uno o parecchi assessori.

50 2. Il Consiglio d'amministrazione emana il suo regolamento interno.

51 3. Nell'intervallo tra Conferenze di plenipotenziari, il Consiglio d'amministrazione agisce in qualità di mandatario della Conferenza di plenipotenziari entro i limiti dei poteri delegati da quest'ultima.

52 4. (1) Il Consiglio d'amministrazione è incaricato di prendere tutti i provvedimenti necessari per agevolare l'esecuzione, da parte dei Membri, delle disposizioni della Convenzione, dei regolamenti amministrativi, delle decisioni della Conferenza di plenipotenziari e, se del caso, delle decisioni delle altre conferenze e riunioni dell'Unione, nonché di svolgere tutti gli altri compiti che gli sono assegnati dalla Conferenza di plenipotenziari.

53 (2) Assicura una coordinazione efficace delle attività dell'Unione e esercita un controllo finanziario effettivo sugli organismi permanenti.

54 (3) Favorisce la cooperazione internazionale in vista di assicurare con tutti i mezzi a sua disposizione, e segnatamente con la partecipazione dell'Unione ai programmi appropriati delle Nazioni Unite, la cooperazione tecnica con i Paesi in via di sviluppo, conformemente allo scopo dell'Unione, che è di favorire con tutti i mezzi possibili lo sviluppo delle telecomunicazioni.

ARTICOLO 9.

(*Segretariato generale*).

55 1. (1) Il Segretariato generale è diretto da un segretario generale assistito da un vicesegretario generale.

56 (2) Il segretario generale e il vicesegretario generale assumono il loro servizio alla data fissata al momento della loro elezione. Essi

rimangono normalmente in carica fino al giorno fissato dalla Conferenza di plenipotenziari nel corso della sua riunione seguente e sono rieleggibili.

57 (3) Il segretario generale prende tutti i provvedimenti necessari affinché le risorse dell'Unione siano utilizzate con parsimonia ed è responsabile verso il Consiglio d'amministrazione per la totalità degli aspetti amministrativi e finanziari delle attività dell'Unione. Il vicesegretario generale è responsabile verso il segretario generale.

58 2. (1) Se il posto di segretario generale diviene vacante, il vicesegretario generale succede al segretario generale e conserva questa carica fino alla data fissata dalla Conferenza di plenipotenziari nel corso della sua riunione seguente; egli è eleggibile a questo posto.

59 (2) Se il posto di vicesegretario generale diviene vacante a una data anteriore di più di 180 giorni a quella fissata per la riunione della prossima Conferenza di plenipotenziari, il Consiglio d'amministrazione nomina un successore per la durata rimanente del mandato.

60 (3) Se i posti di segretario generale e di vicesegretario generale diventano vacanti simultaneamente, il direttore del Comitato consultivo internazionale che è stato più a lungo in servizio esercita le funzioni di segretario generale durante una durata non superiore a 90 giorni. Il Consiglio d'amministrazione nomina un segretario generale, e, se i posti sono divenuti vacanti a una data anteriore di più di 180 giorni a quella che è stata fissata per la riunione della prossima Conferenza di plenipotenziari, nomina parimenti un vicesegretario generale. Un funzionario così nominato resta in carica per la durata restante del mandato del suo predecessore. Egli può fare atto di candidatura alle elezioni al posto di segretario generale o di vicesegretario generale alla Conferenza di plenipotenziari precitata.

61 3. Il segretario generale agisce in qualità di rappresentante legale dell'Unione.

62 4. Il vicesegretario generale assiste il segretario generale nell'esercizio delle sue funzioni e assume i compiti particolari che gli sono affidati dal segretario generale. Egli esercita le funzioni di segretario generale in assenza di quest'ultimo.

ARTICOLO 10.

(*Comitato internazionale di registrazione delle frequenze*).

63 1. Il Comitato internazionale di registrazione delle frequenze (I.F.R.B.) è composto di 5 Membri indipendenti eletti dalla Conferenza di plenipotenziari. Questi Membri sono eletti tra i candidati proposti dai Paesi membri dell'Unione, in modo da assicurare una ripartizione equa tra le regioni del mondo. Ogni Membro dell'Unione può proporre un solo candidato, che deve essere cittadino del suo Paese

64 2. I Membri del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze, nell'esercizio delle loro funzioni, non rappresentano il loro Paese né una regione, ma sono agenti imparziali investiti di un mandato internazionale.

65 3. I compiti essenziali del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze sono i seguenti:

a) effettuare una registrazione metodica delle assegnazioni di frequenza fatte dai diversi Paesi, in modo da stabilire, in conformità della procedura indicata nel regolamento delle radiocomunicazioni e, se del caso, delle decisioni delle conferenze competenti dell'Unione, la data, lo scopo e le caratteristiche tecniche di ciascuna di tali assegnazioni al fine di assicurare il riconoscimento ufficiale internazionale;

66 *b*) effettuare, nelle stesse condizioni e allo stesso scopo, una registrazione metodica delle ubicazioni assegnate dai Paesi ai satelliti geostazionari;

67 *c*) fornire avvisi ai Membri in vista dell'esercizio del più gran numero possibile di vie radioelettriche nelle regioni dello spettro delle frequenze dove i disturbi nocivi possono prodursi, come pure in vista dell'utilizzazione equa, efficace ed economica dell'orbita dei satelliti geostazionari;

68 *d*) adempiere tutti i compiti suppletivi concernenti l'assegnazione e l'utilizzazione delle frequenze e l'utilizzazione dell'orbita dei satelliti geostazionari conformemente alle procedure previste dal regolamento delle radiocomunicazioni, prescritte da una conferenza competente dell'Unione o dal Consiglio d'amministrazione con il consenso della maggioranza dei Membri dell'Unione in vista della preparazione di una tale conferenza o in esecuzione delle sue decisioni;

69 *e*) tenere a giorno i documenti indispensabili all'esercizio delle sue funzioni.

ARTICOLO 11.

(*Comitati consultivi internazionali*).

70 1. (1) Il Comitato consultivo internazionale delle radiocomunicazioni (C.C.I.R.) è incaricato di eseguire studi e di emanare raccomandazioni inerenti alle questioni tecniche e d'esercizio specificamente relative alle radiocomunicazioni.

71 (2) Il Comitato consultivo internazionale telegrafico e telefonico (C.C.I.T.T.) è incaricato di eseguire studi e di emanare raccomandazioni sulle questioni tecniche d'esercizio e tariffali concernenti la telegrafia e la telefonia.

72 (3) Nell'adempimento dei suoi compiti, ogni Comitato consultivo internazionale deve prestare particolare attenzione allo studio delle questioni e all'elaborazione di raccomandazioni direttamente legate all'istituzione, allo sviluppo e al perfezionamento delle telecomunicazioni nei Paesi in via di sviluppo, nell'ambito regionale e nel campo internazionale.

73 2. I Comitati consultivi internazionali hanno quali Membri:

a) di diritto, le amministrazioni di tutti i Membri dell'Unione;

74 *b*) ogni azienda privata riconosciuta che, con l'approvazione del Membro che l'ha riconosciuta, domanda di partecipare ai lavori di questi Comitati.

75 3. Il funzionamento di ogni Comitato consultivo internazionale è assicurato:

a) dall'assemblea plenaria;

76 *b*) dalle commissioni di studio che costituisce;

77 *c*) da un direttore, eletto da un'assemblea plenaria e nominato in conformità del Regolamento generale.

78 4. Una Commissione mondiale del Piano e Commissioni regionali del Piano sono istituite in virtù di decisioni congiunte delle assemblee plenarie dei Comitati consultivi internazionali. Queste Commissioni elaborano un Piano generale per la rete internazionale delle telecomunicazioni, al fine di facilitare lo sviluppo coordinato dei servizi internazionali delle telecomunicazioni. Esse sottomettono ai Comitati consultivi internazionali questioni il cui studio presenti un interesse particolare per i Paesi in via di sviluppo e siano elaborate per ordine di tali Comitati.

79 5. I metodi di lavoro dei Comitati consultivi internazionali sono definiti nel Regolamento generale.

ARTICOLO 12.

(*Comitato di coordinazione*).

80 1. (1) Il Comitato di coordinazione assiste il segretario generale e gli dà pareri su questioni amministrative e finanziarie e di cooperazione tecnica interessanti parecchi organismi permanenti, come anche nel campo delle relazioni esterne e dell'informazione pubblica, tenendo pienamente conto in questo delle decisioni del Consiglio d'amministrazione e degli interessi dell'Unione tutta intera.

81 (2) Il Comitato esamina parimenti tutte le questioni importanti che gli sono sottoposte dal Consiglio d'amministrazione. Dopo aver studiato tali questioni, il Comitato presenta al Consiglio un rapporto in merito, per il tramite del segretario generale.

82 2. Il Comitato di coordinazione è composto del vicesegretario generale, dei direttori dei Comitati consultivi internazionali e del presidente del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze; è presieduto dal segretario generale.

ARTICOLO 13.

(*I funzionari eletti e il personale dell'Unione*).

83 1. (1) Nell'adempimento delle loro funzioni, i funzionari e il personale dell'Unione non devono sollecitare né accettare istruzioni da nessun Governo, né da nessuna autorità estranea all'Unione. Essi devono astenersi da ogni atto incompatibile con la loro situazione di funzionari internazionali.

84 (2) Ogni Membro deve rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni dei funzionari eletti e del personale dell'Unione, e non deve cercare d'ifluenzarli nell'adempimento del loro dovere.

85 (3) Al di fuori delle loro funzioni, i funzionari eletti e il personale dell'Unione non devono avere né partecipazioni né interessi finanziari di qualsiasi natura in un'azienda qualsiasi che si occupa di telecomunicazioni. Tuttavia, l'espressione « interessi finanziari » non dev'essere interpretata come un divieto alla continuazione di versamenti per la pensione a motivo di un impiego o di servizi anteriori.

86 2. Il segretario generale, il vicesegretario generale e i direttori dei Comitati consultivi internazionali devono essere tutti cittadini di Paesi differenti, Membri dell'Unione; è auspicabile che la stessa regola si estenda ai Membri del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze. In occasione dell'elezione di questi funzionari, occorre tenere debitamente conto dei princìpi esposti al numero 87 e di una ripartizione geografica equa tra le regioni del mondo.

87 3. La considerazione dominante nel reclutamento e nella fissazione delle condizioni d'impiego del personale deve essere la necessità di assicurare all'Unione i servizi di persone che possiedano le più alte qualità d'efficienza, di competenza e d'integrità. L'importanza di un reclutamento effettuato su una base geografica la più larga possibile deve essere debitamente presa in considerazione.

ARTICOLO 14.

(*Organizzazione dei lavori e direzione dei dibattiti in occasione di conferenze e di altre riunioni*).

88 1. Per l'organizzazione dei loro lavori e la direzione dei loro dibattiti, le conferenze, le assemblee plenarie e le riunioni dei Comitati consultivi internazionali applicano il regolamento interno compreso nel Regolamento generale.

89 2. Ogni conferenza, assemblea plenaria o riunione dei Comitati consultivi internazionali può adottare le regole che giudica indispensabili a complemento di quelle del regolamento interno. Tuttavia, queste regole complementari devono essere compatibili con le disposizioni della Convenzione e del Regolamento generale; se si tratta di regole complementari adottate da assemblee plenarie e da commissioni di studi, esse sono pubblicate sotto forma di risoluzione nei documenti delle assemblee plenarie.

ARTICOLO 15.

(*Finanze dell'Unione*).

90 1. Le spese dell'Unione comprendono i costi attinenti:

a) al Consiglio d'amministrazione e agli organismi permanenti dell'Unione;

91 *b*) alle Conferenze di plenipotenziari e alle conferenze amministrative mondiali.

92 2. Le spese dell'Unione sono coperte dalle contribuzioni dei suoi Membri determinate in funzione del numero d'unità corrispondente alla classe di contribuzione scelta da ogni Membro secondo lo specchietto seguente:

classe di 30 unità	classe di 5 unità
classe di 25 unità	classe di 4 unità
classe di 20 unità	classe di 3 unità
classe di 18 unità	classe di 2 unità
classe di 15 unità	classe di 1½ unità
classe di 13 unità	classe di 1 unità
classe di 10 unità	classe di ½ unità
classe di 8 unità	

93 3. I Membri scelgono liberamente la classe di contribuzione in base alla quale essi intendono partecipare alle spese dell'Unione.

94 4. Nessuna riduzione del numero di unità di contribuzione, fissata conformemente alla Convenzione, può prendere effetto durante la validità della presente Convenzione.

95 5. Le spese delle conferenze amministrative regionali di cui al numero 42 sono sopportate da tutti i Membri della regione interessata, secondo la classe di contribuzione di quest'ultimi e, sulla stessa base, da quei Membri di altre regioni che hanno eventualmente partecipato a tali conferenze.

96 6. I Membri pagano anticipatamente la loro parte di contribuzione annuale, calcolata secondo il bilancio di previsione fissato dal Consiglio d'amministrazione.

97 7. Un Membro in ritardo con i suoi pagamenti all'Unione perde il suo diritto di voto definito ai numeri 9 e 10, dal momento che l'importo dei suoi arretrati è uguale o superiore all'importo delle contribuzioni che questo Membro deve pagare per i due anni precedenti.

98 8. Le disposizioni che regolano le contribuzioni finanziarie delle aziende private riconosciute, degli organismi scientifici o industriali e delle organizzazioni internazionali figurano nel Regolamento generale.

ARTICOLO 16.

(*Lingue*).

99 1. (1) Le lingue ufficiali dell'Unione sono: l'inglese, il cinese, lo spagnolo, il francese e il russo.

100 (2) Le lingue di lavoro dell'Unione sono: l'inglese, lo spagnolo e il francese.

101 (3) In caso di contestazione, fa fede il testo francese.

102 2. (1) I documenti definitivi delle Conferenze di plenipotenziari e delle conferenze amministrative, i loro Atti finali, i loro protocolli, le

loro risoluzioni, le loro raccomandazioni e i loro suggerimenti sono redatti nelle lingue ufficiali dell'Unione, in base a testi che si equivalgono tanto nella forma quanto nel contenuto.

103 (2) Tutti gli altri documenti di queste conferenze sono redatti nelle lingue di lavoro dell'Unione.

104 3. (1) I documenti ufficiali di servizio dell'Unione, previsti dai regolamenti amministrativi, sono pubblicati nelle cinque lingue ufficiali.

105 (2) Tutti gli altri documenti di cui il segretario generale deve, conformemente alle sue attribuzioni, provvedere alla distribuzione generale, sono redatti nelle tre lingue di lavoro.

106 4. Nei dibattiti delle conferenze dell'Unione e nelle riunioni del suo Consiglio d'amministrazione e dei suoi Comitati consultivi internazionali, deve essere adoperato un sistema efficiente di traduzione simultanea nelle cinque lingue ufficiali. Tuttavia, quando tutti i partecipanti a una conferenza o a una riunione acconsentono, i dibattiti possono essere tenuti in un numero di lingue inferiore alle cinque lingue suddette. L'interpretazione tra queste lingue e l'arabo è assicurato alle Conferenze di plenipotenziari e alle conferenze amministrative dell'Unione.

ARTICOLO 17.

(Capacità giuridica dell'Unione).

107 L'Unione gode, sul territorio di ciascuno dei suoi Membri, della capacità giuridica che le è necessaria per esercitare le sue funzioni e raggiungere i suoi obiettivi.

CAPITOLO II

DISPOSIZIONI GENERALI RELATIVE ALLE TELECOMUNICAZIONI

ARTICOLO 18.

(Diritto del pubblico di utilizzare il servizio internazionale delle telecomunicazioni).

108 I Membri riconoscono al pubblico il diritto di corrispondere per mezzo del servizio internazionale di corrispondenza pubblica. I servizi, le tasse e le garanzie sono le stesse per tutti gli utenti, in ogni categoria di corrispondenza, senza priorità né preferenze di qualsiasi genere.

ARTICOLO 19.

(Arresto delle telecomunicazioni).

109 1. I Membri si riservano il diritto di fermare la trasmissione di qualsiasi telegramma privato che si reputi pericoloso per la sicurezza dello Stato o contrario alle sue leggi, all'ordine pubblico o al buon

costume, a condizione di avvisare immediatamente l'ufficio di origine dell'arresto totale del telegramma o di una sua parte qualsiasi, salvo che una tale notificazione non sia considerata pericolosa per la sicurezza dello Stato.

110 2. I Membri si riservano altresì il diritto di interrompere qualsiasi telecomunicazione privata che possa reputarsi pericolosa per la sicurezza dello Stato o contraria alle sue leggi, all'ordine pubblico o al buon costume.

ARTICOLO 20.

(*Sospensione del servizio*).

111 Ogni Membro si riserva il diritto di sospendere il servizio internazionale delle telecomunicazioni per una durata indeterminata, sia in modo generale, sia per alcune relazioni soltanto e/o per talune specie di corrispondenze in partenza, in arrivo, o in transito, con l'obbligo di avvisarne immediatamente ciascuno degli altri Membri, per il tramite del segretariato generale.

ARTICOLO 21.

(*Responsabilità*).

112 I Membri non accettano alcuna responsabilità nei confronti degli utenti dei servizi internazionali delle telecomunicazioni, in particolare per quanto riguarda i reclami tendenti a ottenere il risarcimento di danni e interessi.

ARTICOLO 22.

(*Segreto delle telecomunicazioni*).

113 1. I Membri si impegnano a prendere tutte le misure possibili, compatibili con il sistema di telecomunicazioni usato, per garantire il segreto delle corrispondenze internazionali.

114 2. Essi si riservano tuttavia il diritto di trasmettere tali corrispondenze alle autorità competenti allo scopo di salvaguardare l'applicazione della loro legislazione interna o l'esecuzione delle Convenzioni internazionali di cui sono parte.

ARTICOLO 23.

(*Costruzione, esercizio e protezione delle vie e degli impianti di telecomunicazione*).

115 1. I Membri prendono i provvedimenti opportuni per stabilire, nelle migliori condizioni tecniche, le vie e gli impianti necessari per garantire lo scambio rapido e ininterrotto delle telecomunicazioni internazionali.

116 2. Tali vie e impianti devono essere esercitati quanto più possibile secondo i metodi e i procedimenti che in pratica risultino i migliori,

e vanno conservati in buono stato d'esercizio e mantenuti in conformità dei progressi scientifici e tecnici.

117 3. I Membri provvedono alla sicurezza di queste vie e impianti nei limiti della loro giurisdizione.

118 4. Salvo accordi particolari, tutti i Membri prendono i provvedimenti necessari per garantire l'efficienza dei tratti di circuiti delle telecomunicazioni internazionali che si trovano sotto il loro controllo.

ARTICOLO 24.

(*Notificazione delle contravvenzioni*).

119 Al fine di facilitare l'applicazione dei disposti dell'articolo 44, i Membri si impegnano a informarsi vicendevolmente sulle contravvenzioni ai disposti della presente Convenzione e dei Regolamenti annessi.

ARTICOLO 25.

(*Priorità delle telecomunicazioni concernenti la sicurezza della vita umana*).

120 I servizi internazionali delle telecomunicazioni devono concedere la precedenza assoluta alle telecomunicazioni concernenti la sicurezza della vita umana sui mari, su terra, nell'aria e nello spazio extraatmosferico e alle telecomunicazioni epidemiologiche d'urgenza eccezionale dell'Organizzazione mondiale della sanità.

ARTICOLO 26.

(*Priorità dei telegrammi di Stato; delle chiamate e delle conversazioni telefoniche di Stato*).

121 Con riserva dei disposti degli articoli 25 e 36, i telegrammi di Stato godono del diritto di precedenza sugli altri telegrammi quando il mittente ne fa domanda. Le chiamate e le conversazioni telefoniche di Stato possono parimenti, a domanda speciale e nei limiti del possibile, fruire del diritto di priorità sulle altre chiamate e conversazioni telefoniche.

ARTICOLO 27.

(*Linguaggio segreto*).

122 1. I telegrammi di Stato, come anche i telegrammi di servizio, possono essere redatti in linguaggio segreto in tutte le relazioni.

123 2. I telegrammi privati in linguaggio segreto possono essere ammessi tra tutti i Paesi, ad eccezione di quelli che hanno precedentemente notificato, per il tramite del segretario generale, che non ammettono tale linguaggio per queste corrispondenze

124 3. I Membri che non ammettono i telegrammi privati in linguaggio segreto, in provenienza o a destinazione del loro territorio, devono accettarli in transito, salvo nel caso della sospensione del servizio prevista all'articolo 20.

ARTICOLO 28.

(*Tasse e franchigia*).

125 Le disposizioni relative alle tasse delle telecomunicazioni e i diversi casi in cui la franchigia è accordata sono fissati nei Regolamenti amministrativi annessi alla presente Convenzione.

ARTICOLO 29.

(*Compilazione e scambio dei conti*).

126 I regolamenti dei conti internazionali sono considerati come transazioni correnti e operanti in relazione con gli obblighi internazionali correnti dei Paesi interessati, quando i Governi hanno conchiuso accordi al riguardo. In mancanza di accordi di tal genere o di accordi speciali conchiusi in virtù dell'articolo 31, questi regolamenti di conti sono fatti in conformità dei Regolamenti amministrativi.

ARTICOLO 30.

(*Unità monetaria*).

127 L'unità monetaria usata nella composizione delle tariffe delle telecomunicazioni internazionali e nella compilazione dei conti internazionali è il franco oro di 100 centesimi, del peso di 10/31 di grammo e al titolo di 0,900.

ARTICOLO 31.

(*Accordi particolari*).

128 I Membri riservano a sé, alle aziende private da essi riconosciute e alle altre aziende debitamente autorizzate, la facoltà di conchiudere accordi speciali su questioni di telecomunicazioni che non interessano la generalità dei Membri. Tuttavia, tali accordi non devono essere in contrasto con le disposizioni della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi annessi, per quanto riguarda i disturbi nocivi che la loro applicazione potesse causare ai servizi di radiocomunicazione di altri Paesi.

ARTICOLO 32.

(*Conferenze regionali, accordi regionali, organizzazioni regionali*).

129 I Membri si riservano il diritto di tenere conferenze regionali, di conchiudere accordi regionali e di creare organizzazioni regionali nel-

l'intento di regolare questioni concernenti le telecomunicazioni, suscettibili d'essere trattate su un piano regionale. Gli accordi regionali non devono però essere in contraddizione con la presente Convenzione.

CAPITOLO III

DISPOSIZIONI SPECIALI RELATIVE ALLE RADIOCOMUNICAZIONI

ARTICOLO 33.

(Utilizzazione razionale dello spettro delle frequenze radioelettriche e dell'orbita dei satelliti geostazionari).

130 1. I Membri si sforzano di limitare il numero delle frequenze e l'estensione dello spettro utilizzato al minimo indispensabile per assicurare in modo soddisfacente il funzionamento dei servizi necessari. A tale scopo, essi si sforzano di applicare entro i più brevi termini, gli ultimi ritrovati della tecnica.

131 2. Al momento di utilizzare le bande di frequenze per le radiocomunicazioni spaziali, i Membri tengono conto del fatto che le frequenze e l'orbita dei satelliti geostazionari sono risorse naturali limitate che devono essere utilizzate in modo efficace e economico, al fine di permettere un accesso equo a questa orbita e a queste frequenze ai differenti Paesi o gruppi di Paesi, secondo i loro bisogni e i mezzi tecnici di cui possono disporre, conformemente ai disposti del Regolamento delle radiocomunicazioni.

ARTICOLO 34.

(Intercomunicazione).

132 1. Le stazioni che effettuano le radiocomunicazioni nel servizio mobile sono tenute, nei limiti della loro destinazione abituale, a scambiarsi reciprocamente le radiocomunicazioni senza distinzione del sistema radioelettrico da esse impiegato.

133 2. Tuttavia, per non intralciare il progresso scientifico, le disposizioni del numero 132 non vietano l'uso di un sistema radioelettrico incapace di comunicare con altri sistemi, purché tale incapacità sia dovuta alla natura specifica di detto sistema e non sia l'effetto di dispositivi adoperati unicamente allo scopo di impedire l'intercomunicazione.

134 3. Nonostante le disposizioni del numero 132, una stazione può essere attribuita a un servizio internazionale limitato di telecomunicazione, atteso lo scopo di questa o altra circostanza indipendente dal sistema impiegato.

ARTICOLO 35.

(Disturbi nocivi).

135 1. Tutte le stazioni, qualunque sia il loro scopo, devono essere installate ed esercitate in modo da non cagionare disturbi nocivi alle

comunicazioni o ai servizi radioelettrici degli altri Membri, delle aziende private riconosciute e delle altre aziende debitamente autorizzate ad esercitare un servizio di radio comunicazione e che funzionano conformemente alle disposizioni del Regolamento delle radiocomunicazioni.

136 2. Ogni Membro si impegna a esigere dalle aziende private da esso riconosciute e dalle altre aziende debitamente autorizzate a tale scopo l'osservanza delle prescrizioni del numero 135.

137 3. Inoltre, i Membri riconoscono l'opportunità che siano presi i provvedimenti praticamente possibili per impedire che il funzionamento degli apparecchi e degli impianti elettrici di ogni genere arrechi disturbi nocivi alle comunicazioni o ai servizi radioelettrici indicati al numero 135.

ARTICOLO 36.

(*Chiamate e messaggi di soccorso*).

138 Le stazioni di radiocomunicazioni sono obbligate ad accettare con priorità assoluta le chiamate e i messaggi di soccorso, qualunque sia la loro provenienza, a rispondere a detti messaggi e a dare immediatamente il seguito che richiedono.

ARTICOLO 37.

(*Segnali di soccorso, d'urgenza, di sicurezza o d'identificazione falsi o ingannatori*).

139 I Membri si impegnano a prendere i provvedimenti necessari per reprimere la trasmissione o la messa in circolazione di segnali di soccorso, d'urgenza, di sicurezza o d'identificazione falsi o ingannatori, e a collaborare nell'intento di localizzare e di identificare le stazioni del loro Paese, che emettono questi segnali.

ARTICOLO 38.

(*Impianti dei servizi di difesa nazionale*).

140 1. I Membri conservano l'intera loro libertà circa gli impianti radioelettrici militari dei loro eserciti e delle loro forze navali e aeree.

141 2. Tuttavia, tali impianti devono, per quanto possibile, essere conformi alle disposizioni regolamentari concernenti i soccorsi da prestare in caso di pericolo e i provvedimenti da prendere per impedire i disturbi nocivi, e alle prescrizioni dei regolamenti amministrativi riguardanti i tipi di emissione e le frequenze da usare, secondo la natura del servizio cui sono destinati.

142 3. Inoltre, detti impianti, qualora siano adoperati nel servizio della corrispondenza pubblica o in altri servizi disciplinati dai Regolamenti amministrativi annessi alla presente Convenzione, devono conformarsi, in generale, alle prescrizioni regolamentari applicabili a tali servizi.

CAPITOLO IV

RELAZIONI CON LE NAZIONI UNITE E CON LE ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI

ARTICOLO 39.

(Relazioni con le Nazioni Unite).

143 1. Le relazioni tra le Nazioni Unite e l'Unione internazionale delle telecomunicazioni sono definite nell'Accordo conchiuso tra queste due organizzazioni, il cui testo figura nell'allegato 3 alla presente Convenzione.

144 2. Conformemente alle disposizioni dell'articolo XVI dell'Accordo sopraccitato, i servizi d'esercizio delle telecomunicazioni delle Nazioni Unite godono dei diritti e sono sottoposti agli obblighi indicati nella presente Convenzione e nei Regolamenti amministrativi. Di conseguenza, essi hanno il diritto di assistere, a titolo consultivo, a tutte le conferenze dell'Unione, comprese le riunioni dei Comitati consultivi internazionali.

ARTICOLO 40.

(Relazioni con le organizzazioni internazionali).

145 Allo scopo di contribuire all'attuazione di una coordinazione internazionale completa nel campo delle telecomunicazioni, l'Unione collabora con le organizzazioni internazionali che hanno con essa comunanza d'interessi e di attività.

CAPITOLO V

APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE E DEI REGOLAMENTI

ARTICOLO 41.

(Disposizioni fondamentali e Regolamento generale).

146 In caso di divergenza tra una disposizione della prima parte della Convenzione (disposizioni fondamentali, numeri da 1 a 170) e una disposizione della seconda parte (Regolamento generale, numeri da 201 a 571), la prima parte prevale.

ARTICOLO 42.

(Regolamenti amministrativi).

147 1. Le disposizioni della Convenzione sono completate dai Regolamenti amministrativi, che regolano l'utilizzazione delle telecomunicazioni e vincolano tutti i Membri.

148 2. La ratifica della presente Convenzione conformemente all'articolo 45 o l'adesione alla presente Convenzione conformemente all'articolo 46 implica l'accettazione dei Regolamenti amministrativi in vigore al momento di questa ratifica o adesione.

149 3. I Membri devono informare il segretario generale della loro approvazione di ogni revisione di questi Regolamenti da parte delle conferenze amministrative competenti. Il segretario generale notifica questa approvazione ai Membri man mano che le riceve.

150 4. In caso di divergenza tra una disposizione della Convenzione e una disposizione di un Regolamento amministrativo, la Convenzione prevale.

ARTICOLO 43.

(*Validità dei Regolamenti amministrativi in vigore*).

151 I Regolamenti amministrativi di cui al numero 147 sono quelli in vigore al momento della firma della presente Convenzione. Essi sono considerati come allegati alla presente Convenzione e rimangono valevoli, con riserva delle revisioni parziali che possono essere adottate ai sensi del numero 44, fino al momento dell'entrata in vigore dei nuovi Regolamenti elaborati dalle conferenze amministrative mondiali competenti e destinati a sostituirli quali allegati alla presente Convenzione.

ARTICOLO 44.

(*Esecuzione della Convenzione e dei Regolamenti*).

152 1. I Membri sono tenuti a conformarsi alle disposizioni della presente Convenzione e dei Regolamenti amministrativi ad essa allegati in tutti gli uffici e in tutti i posti di telecomunicazione installati e esercitati da essi e che assicurano servizi internazionali o che possono provocare disturbi nocivi ai servizi di radiocomunicazione di altri Paesi, salvo per quanto riguarda i servizi non soggetti a questi obblighi in virtù delle disposizioni dell'articolo 38.

153 2. Essi devono, inoltre, prendere i provvedimenti necessari per imporre l'osservanza delle disposizioni della presente Convenzione e dei Regolamenti allegati, alle aziende da loro autorizzate a impiantare e a esercitare telecomunicazioni, che assicurano servizi internazionali o che esercitano stazioni le quali possono provocare disturbi nocivi ai servizi di radiocomunicazione d'altri Paesi.

ARTICOLO 45.

(*Ratifica della Convenzione*).

154 1. La presente Convenzione sarà ratificata da ciascuno dei Governi firmatari, secondo le norme costituzionali vigenti nei rispettivi Paesi. Gli strumenti di ratifica saranno inviati, nel più breve tempo possibile, per via diplomatica e per il tramite del Governo dello Stato in cui si trova la sede dell'Unione, al segretario generale, che provvederà a notificarli ai Membri.

155 2. (1) Durante un periodo di due anni a contare dalla data d'entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Governo firmatario gode dei diritti conferiti ai Membri dell'Unione in conformità dei numeri da 8 a 10, anche se non ha depositato lo strumento di ratifica nelle condizioni previste al numero 154.

156 (2) Allo spirare d'un periodo di due anni a contare dalla data d'entrata in vigore della presente Convenzione, un Governo firmatario che non abbia depositato lo strumento di ratifica nelle condizioni previste al numero 154, non ha più diritto di votare in alcuna conferenza dell'Unione, in alcuna sessione del Consiglio d'amministrazione, in alcuna sessione del Consiglio d'amministrazione, in alcuna riunione degli organismi permanenti dell'Unione, né in alcuna consultazione per corrispondenza effettuata in conformità delle disposizioni della Convenzione, e ciò fino a quando lo strumento di ratifica non sia stato depositato. Non è tuttavia pregiudicato alcun diritto di tale Governo, salvo quello di voto.

157 3. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione conformemente alle disposizioni dell'articolo 52, ogni strumento di ratifica avrà effetto dalla data del deposito presso il segretario generale.

158 4. Nel caso in cui uno o più Governi firmatari non ratificassero la Convenzione, questa non cessa di essere valida per i Governi che l'avranno ratificata.

ARTICOLO 46.

(*Adesione alla Convenzione*).

159 1. Il Governo di un Paese che non ha firmato la presente Convenzione può aderirvi in qualsiasi momento, riservate le disposizioni dell'articolo 1.

160 2. Lo strumento di adesione e inviato per via diplomatica e per il tramite del Governo del Paese in cui si trova la sede dell'Unione, al segretario generale. L'adesione ha effetto, sempre che non sia stato convenuto altrimenti, a contare dal giorno del deposito. Il segretario generale notifica l'adesione ai Membri e trasmette a ciascuno di essi una copia autentica dello strumento.

ARTICOLO 47.

(*Denuncia della Convenzione*).

161 1. Ogni Membro che ha ratificato la presente Convenzione o vi ha aderito ha il diritto di denunciarla con una notificazione inviata al segretario generale per via diplomatica e per il tramite del Governo del Paese in cui si trova la sede dell'Unione Il segretario generale ne dà avviso agli altri Membri.

162 2. Questa denuncia ha effetto allo spirare del termine di un anno a contare dal giorno del ricevimento della notificazione da parte del segretario generale

ARTICOLO 48.

(Abrogazione della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni di Montreux - 1965).

163 La presente Convenzione abroga e sostituisce la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni di Montreux (1965) nelle relazioni tra i Governi contraenti.

ARTICOLO 49.

(Relazioni con gli Stati non contraenti).

164 Tutti i Membri riservano a sé e alle aziende private riconosciute la facoltà di stabilire le condizioni alle quali essi ammettono le telecomunicazioni scambiate con uno Stato che non è partecipe della presente Convenzione. Se una telecomunicazione originaria di uno Stato non contraente è accettata da un Membro, essa dev'essere trasmessa e, se utilizza le vie di telecomunicazioni d'un Membro, sono applicabili ad essa le disposizioni obbligatorie della Convenzione e dei Regolamenti amministrativi come anche le tasse normali.

ARTICOLO 50.

(Composizione delle controversie).

165 1. I Membri possono comporre le loro controversie, circa le questioni riguardanti l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione o dei Regolamenti previsti all'articolo 42, o in via diplomatica, o seguendo le procedure stabilite per i trattati bilaterali o multilaterali conchiusi tra loro per la composizione delle controversie internazionali, o con qualsiasi altro modo da essi stabilito di comune accordo.

166 2. Qualora non fosse accettato nessuno di questi mezzi di composizione delle controversie, ogni Membro, parte in una controversia, può fare ricorso all'arbitrato, conformemente alla procedura prevista nel Regolamento generale o nel Protocollo addizionale facoltativo, secondo il caso.

CAPITOLO VI

DEFINIZIONI

ARTICOLO 51.

(Definizioni).

167 Nella presente Convenzione, salvo non risulti altrimenti dal contesto:

a) i termini definiti all'allegato 2 alla presente Convenzione hanno il senso ivi riconosciuto;

168 *b)* gli altri termini definiti nei Regolamenti indicati nell'articolo 42 hanno il senso riconosciuto in questi Regolamenti.

Capitolo VII

DISPOSIZIONE FINALE

Articolo 52.

(Entrata in vigore e registrazione della Convenzione).

169 La presente Convenzione entrerà in vigore il 1° gennaio 1975 tra i Membri per i quali gli strumenti di ratifica o adesione saranno depositati prima di questa data.

170 Conformementè alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, il segretario generale dell'Unione registrerà la presente Convenzione presso il segretariato delle Nazioni Unite.

PARTE SECONDA

REGOLAMENTO GENERALE

CAPITOLO VIII

FUNZIONAMENTO DELL'UNIONE

ARTICOLO 53.

(*Conferenza di plenipotenziari*).

201 1. (1) La Conferenza di plenipotenziari si riunisce a intervalli regolari, normalmente ogni cinque anni.

202 (2) Se ciò è praticamente possibile, la data e il luogo d'una Conferenza di plenipotenziari sono fissati dalla Conferenza di plenipotenziari precedente; in caso contrario, tale data e tale luogo sono fissati dal Consiglio d'amministrazione d'intesa con la maggioranza dei Membri dell'Unione.

203 2. (1) La data e/o il luogo della prossima Conferenza di plenipotenziari possono essere mautati:

a) a domanda di almeno un quarto dei Membri dell'Unione, presentata individualmente al segretario generale;

204 *b*) su proposta del Consiglio d'amministrazione.

205 (2) Nei due casi, vanno nuovamente stabiliti la data e/o il luogo, d'intesa con la maggioranza dei Membri dell'Unione.

ARTICOLO 54.

(*Conferenze amministrative*).

206 1. (1) L'ordine del giorno di una conferenza amministrativa è fissato dal Consiglio d'amministrazione, d'intesa con la maggioranza dei Membri dell'Unione, se si tratta di una conferenza amministrativa mondiale, o della maggioranza dei Membri della regione interessata se si tratta di una conferenza amministrativa regionale, riservati i disposti del numero 225.

207 (2) Ove occorra, l'ordine del giorno comprende le questioni la cui inclusione sia stata stabilita da una Conferenza di plenipotenziari.

208 (3) Una conferenza amministrativa mondiale relativa alle radiocomunicazioni può parimenti comprendere nel suo ordine del giorno direttive da dare al Comitato internazionale di registrazione delle frequenze riguardo al suo operato e l'esame di quest'ultime.

209 2. (1) Una conferenza amministrativa mondiale è convocata:

a) su decisione di una Conferenza di plenipotenziari, che può fissare la data e il luogo della sua riunione;

210 b) su raccomandazione di una conferenza amministrativa mondiale precedente, con riserva d'approvazione da parte del Consiglio d'amministrazione;

211 c) a domanda di almeno un quarto dei Membri dell'Unione, presentata individualmente al segretario generale;

212 d) su proposta del Consiglio d'amministrazione.

213 (2) Nei casi di cui ai numeri 210, 211, 212 e eventualmente 209, la data e il luogo della conferenza sono fissati dal Consiglio d'amministrazione d'intesa con la maggioranza dei Membri dell'Unione, riservate le disposizioni del numero 225.

214 3. (1) Una conferenza amministrativa regionale è convocata:

a) su decisione di una Conferenza di plenipotenziari;

215 b) su raccomandazione di una conferenza amministrativa mondiale o regionale, precedente, con riserva d'approvazione da parte del Consiglio d'amministrazione;

216 c) a domanda di almeno un quarto dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata, indirizzata individualmente al segretario generale;

217 d) su proposta del Consiglio d'amministrazione.

218 (2) Nei casi di cui ai numeri 215, 216, 217 e eventualmente 214, la data e il luogo della conferenza sono fissati dal Consiglio d'amministrazione, d'intesa con la maggioranza dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata, riservate le disposizioni del numero 225.

219 4. (1) L'ordine del giorno, la data e il luogo di una conferenza amministrativa possono essere mutati:

a) a domanda di almeno un quarto dei Membri dell'Unione se si tratta di una conferenza amministrativa mondiale, o di un quarto dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata se si tratta di una conferenza amministrativa regionale. Le domande sono indirizzate individualmente al segretario generale che le sottopone all'approvazione del Consiglio d'amministrazione;

220 b) su proposta del Consiglio d'amministrazione.

221 (2) Nei casi di cui ai numeri 219 e 220, le modificazioni proposte sono adottate definitivamente soltanto d'intesa con la maggioranza dei Membri dell'Unione se si tratta di una conferenza amministrativa mondiale, o della maggioranza dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata se si tratta di una conferenza amministrativa regionale, riservate le disposizioni del numero 225.

222 5. (1) Il Consiglio d'amministrazione può giudicare opportuno far precedere alla sessione principale d'una conferenza amministrativa una riunione preparatoria incaricata di elaborare proposte concernenti la struttura tecnica dei lavori della conferenza.

223 (2) La convocazione di tale riunione preparatoria e il suo ordine del giorno devono essere approvati dalla maggioranza dei Membri dell'Unione se si tratta di una conferenza amministrativa mondiale, o dalla maggioranza dei Membri dell'Unione appartenenti alla regione interessata se si tratta di una conferenza amministrativa regionale, riservate le disposizioni del numero 225.

224 (3) A meno che la riunione preparatoria d'una conferenza amministrativa non decida altrimenti, i testi che essa ha definitivamente approvati vanno raccolti in forma di rapporto che è approvato da questa riunione e firmato dal suo presidente.

225 6. Nelle consultazioni di cui ai numeri 206, 213, 218, 221 e 223, i Membri dell'Unione che non hanno risposto entro il termine fissato dal Consiglio d'amministrazione sono considerati come se non avessero partecipato a tali consultazioni e di conseguenza non sono presi in considerazione nel calcolo della maggioranza. Se il numero delle risposte ricevute non supera la metà del numero dei Membri dell'Unione consultati, si procede a una nuova consultazione il cui risultato sarà determinante qualunque sia il numero dei suffragi espressi.

ARTICOLO 55.

(*Consiglio d'amministrazione*).

226 1. (1) Il Consiglio d'amministrazione è composto di Membri dell'Unione eletti dalla Conferenza di plenipotenziari.

227 (2) Se tra due Conferenze di plenipotenziari si produce una vacanza in seno al Consiglio d'amministrazione, il seggio spetta di diritto al Membro dell'Unione che ha ottenuto, nell'ultimo scrutinio, il maggior numero di voti tra i Membri appartenenti alla stessa regione che non furono eletti.

228 (3) Un seggio in seno al Consiglio è considerato come vacante:

a) quando un Membro del Consiglio non si è fatto rappresentare a due sessioni annuali consecutive del Consiglio;

229 *b*) quando un Paese membro dell'Unione si dimette dalle funzioni di Membro del Consiglio.

230 2. Nella misura del possibile, la persona designata da un Membro del Consiglio d'amministrazione a far parte del Consiglio è un funzionario della sua amministrazione delle telecomunicazioni oppure è direttamente responsabile rispetto a tale amministrazione o in suo nome; questa persona deve essere qualificata per la sua esperienza nei servizi delle telecomunicazioni.

231 3. Il Consiglio d'amministrazione elegge il suo presidente e il suo vicepresidente all'inizio di ogni sessione annuale. Essi restano in carica fino all'apertura della successiva sessione annuale e sono rieleggibili. Il vicepresidente sostituisce il presidente assente.

232 4. (1) Il Consiglio d'amministrazione si riunisce in sessione annuale alla sede dell'Unione.

233 (2) Nel corso di tale sessione, esso può decidere di tenere eccezionalmente una sessione suppletiva.

234 (3) Nell'intervallo tra due sessioni ordinarie, esso può essere convocato, di regola alla sede dell'Unione, dal suo presidente, a domanda della maggioranza dei suoi Membri, o su iniziativa del suo presidente nelle condizioni previste al numero 255.

235 5. Il segretario generale e il vicesegretario generale, il presidente e il vicepresidente del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze e i direttori dei Comitati consultivi internazionali partecipano di pieno diritto alle deliberazioni del Consiglio d'amministrazione, ma senza prendere parte alle votazioni. Tuttavia, il Consiglio può tenere sedute riservate ai suoi soli Membri.

236 6. Il segretario generale assume le funzioni di segretario del Consiglio d'amministrazione.

237 7. Il Consiglio d'amministrazione prende decisioni solamente quando è in sessione.

238 8. Il rappresentante di ciascuno dei Membri del Consiglio d'amministrazione ha il diritto d'assistere in qualità di osservatore a tutte le riunioni degli organismi permanenti dell'Unione designati ai numeri 26, 27 e 28.

239 9. Sono a carico dell'Unione solamente le spese di viaggio e di vitto e alloggio sostenute dal rappresentante di ciascuno dei Membri del Consiglio d'amministrazione per l'adempimento delle sue funzioni nelle sessioni del Consiglio.

240 10. Per lo svolgimento dei compiti che gli sono devoluti dalla Convenzione, il Consiglio d'amministrazione, in particolare:

a) è incaricato, durante l'intervallo tra due Conferenze di plenipotenziari, di assicurare la coordinazione con tutte le organizzazioni internazionali di cui agli articoli 39 e 40. A tale riguardo, esso conchiude a nome dell'Unione accordi provvisori con le organizzazioni internazionali di cui all'articolo 40 e con le Nazioni Unite, in applicazione dell'accordo tra quest'ultime e l'Unione internazionale delle telecomunicazioni; tali accordi provvisori devono essere sottoposti alla Conferenza di plenipotenziari successiva, conformemente ai disposti del numero 39;

241 *b*) fissa l'effettivo e la gerarchia del personale del Segretariato generale e dei segretariati specializzati degli organismi permanenti dell'Unione, tenendo conto delle direttive generali impartite dalla Conferenza di plenipotenziari;

242 *c*) elabora tutti i Regolamenti che giudica necessari alle attività amministrative e finanziarie dell'Unione, come anche i Regolamenti amministrativi destinati a tener conto della pratica corrente dell'organizzazione delle Nazioni Unite e delle istituzioni specializzate che applicano il regime comune degli stipendi, indennità e pensioni;

243 *d*) controlla il funzionamento amministrativo dell'Unione;

244 *e*) esamina e fissa il bilancio di previsione annuale dell'Unione, tenendo conto dei limiti fissati per le spese dalla Conferenza di pleni-

potenziari, realizzando tutte le economie possibili, ma salvaguardando nello spirito l'obbligo fatto all'Unione di ottenere risultati soddisfacenti il più rapidamente possibile per mezzo delle conferenze e dei programmi di lavoro degli organismi permanenti; così facendo, il Consiglio tien conto anche dei piani di lavori menzionati al numero 286 e di tutte le analisi dei costi/benefici menzionati al numero 287;

245 *f*) prende ogni provvedimento necessario alla verifica annuale dei conti dell'Unione compilati dal segretario generale e approva tali conti, se necessario, per sottometterli alla Conferenza di plenipotenziari successiva;

246 *g*) aggiusta, se è necessario:

1. le tabelle di base degli stipendi del personale della categoria professionale e delle categorie superiori, ad eccezione degli stipendi dei posti ai quali si provvede per via di elezione, al fine di adeguarli alle tabelle di base degli stipendi fissate dalle Nazioni Unite per le categorie corrispondenti del regime comune;

247 2. le tabelle di base degli stipendi del personale della categoria dei servizi generali, per adattarle ai salari applicati dalle Nazioni Unite e dalle istituzioni specializzate alla sede dell'Unione;

248 3. le indennità di posto della categoria professionale e delle categorie superiori, comprese quelle dei posti ai quali si provvede per via di elezione, conformemente alle decisioni delle Nazioni Unite valevoli per la sede dell'Unione;

249 4. le indennità di cui beneficia tutto il personale dell'Unione, in armonia con tutte le modificazioni adottate nel regime comune delle Nazioni Unite;

250 5. i contributi dell'Unione e del personale alla Cassa comune delle pensioni del personale delle Nazioni Unite, conformemente alle decisioni del Comitato misto di questa Cassa;

251 6. le indennità di carovita accordate ai beneficiari della Cassa d'assicurazione del personale dell'Unione secondo la prassi seguita dalle Nazioni Unite;

252 *h*) prende le disposizioni necessarie per la convocazione delle Conferenze di plenipotenziari e delle conferenze amministrative dell'Unione conformemente agli articoli 53 e 54;

253 *i*) sottopone alla Conferenza di plenipotenziari le raccomandazioni che giudica utili;

254 *j*) esamina e coordina i programmi di lavoro nonché i loro progressi, come anche gli accordi di lavoro degli organismi permanenti, compresi i calendari delle riunioni, e prende le disposizioni che stima opportune;

255 *k*) procede alla designazione di un titolare al posto divenuto vacante di segretario generale e/o di vicesegretario generale qualora si avverasse la situazione di cui al numero 59 o 60, e ciò nel corso di una delle sue sessioni regolari se la vacanza si è prodotta nei novanta giorni che precedono questa sessione, oppure nel corso di una sessione convocata dal suo presidente nei periodi previsti ai numeri sopra menzionati;

256 *l*) procede alla designazione di un titolare al posto divenuto vacante di direttore di un Comitato consultivo internazionale, alla prima

sessione regolare tenuta dopo la data in cui la vacanza si è prodotta. Un direttore così nominato resta in funzione fino all'assemblea plenaria seguente, come lo stipula il numero 305; egli può essere eletto a questo posto;

257 *m*) procede alla designazione di un titolare al posto divenuto vacante di Membro del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze secondo la procedura prevista al numero 297;

258 *n*) adempie le altre funzioni previste nella Convenzione e, nel quadro di quest'ultima e dei Regolamenti amministrativi, tutte le funzioni giudicate necessarie al buon andamento dell'Unione o dei suoi organismi permanenti presi singolarmente;

259 *o*) prende i provvedimenti necessari, dopo accordo della maggioranza dei Membri dell'Unione, per risolvere, a titolo provvisorio, i casi non previsti dalla Convenzione, dai Regolamenti amministrativi e dai loro allegati, la cui soluzione non può essere rinviata alla prossima conferenza competente;

260 *p*) sottopone un rapporto sulle attività di tutti gli organi dell'Unione dopo l'ultima Conferenza di plenipotenziari;

261 *q*) invia ai Membri dell'Unione, il più presto possibile dopo ciascuna delle sue sessioni, rapporti succinti sui lavori svolti come anche ogni documento che giudica utile.

Articolo 56.

(*Segretariato generale*).

262 1. Il segretario generale:

a) coordina le attività dei differenti organismi permanenti dell'Unione con i consigli e l'assistenza del Comitato di coordinazione di cui al numero 80, al fine di assicurare un impiego il più possibile efficace ed economico del personale, dei fondi e degli altri introiti dell'Unione:

263 *b*) organizza il lavoro del Segretariato generale e nomina il personale di tale Segretariato, conformandosi alle direttive date dalla Conferenza di plenipotenziari e ai regolamenti stabiliti dal Consiglio d'amministrazione;

264 *c*) prende le misure amministrative circa la costituzione dei segretariati specializzati degli organismi permanenti e nomina il personale di tali segretariati d'intesa con il capo di ogni organismo permanente e basandosi sulla scelta di quest'ultimo, la decisione finale di nomina o di licenziamento spettando al segretario generale;

265 *d*) comunica al Consiglio d'amministrazione ogni decisione presa dalle Nazioni Unite e dalle istituzioni specializzate che riguardi le condizioni di servizio, d'indennità e di pensioni del regime comune,

266 *e*) bada che siano applicati i regolamenti amministrativi e finanziari approvati dal Consiglio d'amministrazione,

267 *f*) fornisce pareri giuridici agli organi dell'Unione;

268 *g*) vigila, per i bisogni della gestione amministrativa, sul personale della sede dell'Unione, al fine di assicurare un'utilizzazione il più

possibile efficace di tale personale e di applicargli le condizioni d'impiego del regime comune. Il personale designato per assistere direttamente i direttori dei Comitati consultivi internazionali e il Comitato internazionale di registrazione delle frequenze lavora agli ordini diretti degli alti funzionari interessati, ma conformemente alle direttive amministrative generali del Consiglio d'amministrazione e del segretario generale;

269 *h*) nell'interesse generale dell'Unione e, dopo aver consultato il presidente del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze o il direttore del Comitato consultivo di cui si tratta, assegna temporaneamente funzionari ad altri compiti in funzione delle fluttuazioni del lavoro alla sede dell'Unione. Il segretario generale segnala al Consiglio d'amministrazione tali assegnazioni temporanee e le loro conseguenze finanziarie;

270 *i*) sbriga il lavoro di segretario che precede e segue le conferenze dell'Unione;

271 *j*) organizza, se necessario in collaborazione con il governo che ha fatto l'invito, il segretariato delle conferenze dell'Unione e, in collaborazione con il capo dell'organismo permanente interessato, fornisce i servizi necessari alle riunioni di ogni organismo permanente dell'Unione, ricorrendo, nella misura in cui lo ritiene necessario, al personale dell'Unione, conformemente al numero 269. Il segretario generale può parimenti, a domanda e in virtù di un contratto, organizzare il segretariato di ogni altra riunione concernente le telecomunicazioni;

272 *k*) tiene aggiornate le nomenclature ufficiali compilate secondo le informazioni fornite a tale scopo dagli organismi permanenti dell'Unione o dalle amministrazioni, esclusi gli schedari di consultazione e qualsiasi altro incartamento indispensabile che possono riferirsi alle funzioni del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze;

273 *l*) pubblica i principali rapporti degli organismi permanenti dell'Unione come anche i pareri e le istruzioni d'esercizio da utilizzare nei servizi internazionali delle telecomunicazioni che dipendono da tali pareri;

274 *m*) pubblica gli accordi internazionali e regionali concernenti le telecomunicazioni che gli sono comunicati dalle parti interessate e tiene aggiornati i documenti che ad essi si riferiscono;

275 *n*) pubblica le norme tecniche del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze, e qualsiasi altra documentazione concernente l'assegnazione e l'utilizzazione delle frequenze, quale è stata elaborata dal Comitato internazionale di registrazione delle frequenze in esecuzione delle sue funzioni;

276 *o*) compila, pubblica e tiene aggiornati facendo capo, se necessario, ad altri organismi permanenti dell'Unione:

1. una documentazione che indichi la composizione e la struttura dell'Unione;

277 2. le statistiche generali e i documenti ufficiali di servizio dell'Unione specificati nei Regolamenti amministrativi;

278 3. tutti gli altri documenti la cui compilazione è prescritta dalle conferenze e dal Consiglio d'amministrazione;

279 *p*) raccoglie e pubblica, in forma appropriata, le informazioni nazionali e internazionali concernenti le telecomunicazioni nel mondo intero;

280 *q*) raccoglie e pubblica, in collaborazione con gli altri organismi permanenti dell'Unione, le informazioni di carattere tecnico o amministrativo che possano essere particolarmente utili ai Paesi in via di sviluppo, al fine di aiutarli a migliorare le loro reti delle telecomunicazioni. L'attenzione di questi Paesi sarà parimenti attirata sulle possibilità offerte dai programmi internazionali posti sotto gli auspici delle Nazioni Unite;

281 *r*) raccoglie e pubblica tutte le informazioni suscettibili di essere utili ai Membri, concernenti la messa in opera di mezzi tecnici allo scopo di ottenere il miglior rendimento dei servizi delle telecomunicazioni e soprattutto il migliore impiego possibile delle frequenze radioelettriche per diminuire i disturbi;

282 *s*) pubblica periodicamente, secondo le informazioni raccolte o che sono messe a sua disposizione, comprese quelle che può raccogliere da altre organizzazioni internazionali, un giornale d'informazione e di documentazione generali sulle telecomunicazioni;

283 *t*) stabilisce, dopo aver consultato il direttore del Comitato consultivo internazionale interessato o, a seconda del caso, il presidente del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze, la forma e la presentazione di tutte le pubblicazioni dell'Unione, tenendo conto della loro natura e del loro contenuto come anche del modo di pubblicazione più appropriato e più economico;

284 *u*) prende le misure necessarie affinché i documenti pubblicati siano distribuiti in tempo utile;

285 *v*) dopo aver realizzato tutte le economie possibili, prepara e sottomette al Consiglio d'amministrazione un progetto di bilancio di previsione annuale, il quale, dopo essere stato approvato dal Consiglio, è trasmesso a titolo informativo a tutti i Membri dell'Unione;

286 *w*) prepara e sottomette al Consiglio d'amministrazione piani di lavoro per l'avvenire relativi alle principali attività esercitate alla sede dell'Unione conformemente alle direttive del Consiglio d'amministrazione;

287 *x*) nella misura in cui il Consiglio d'amministrazione lo giudica opportuno, prepara e sottomette al Consiglio d'amministrazione analisi sui costi/benefici delle principali attività esercitate alla sede dell'Unione;

288 *y*) allestisce un rapporto di gestione finanziario, sottoposto ogni anno al Consiglio d'amministrazione, e un conto riassuntivo immediatamente prima di ciascuna Conferenza di plenipotenziari; detti rapporti, dopo verifica e approvazione da parte del Consiglio d'amministrazione, sono comunicati ai Membri e sottoposti alla prossima Conferenza dei plenipotenziari per esame e approvazione definitiva;

289 *z*) allestisce un rapporto annuale sull'attività dell'Unione, che viene trasmesso a tutti i Membri dopo l'approvazione da parte del Consiglio d'amministrazione;

290 *aa*) svolge tutte le altre funzioni di segretariato dell'Unione.

291 2. Il segretario generale o il vicesegretario generale può assistere, a titolo consultivo, alle assemblee plenarie dei Comitati consultivi inter-

nazionali e a tutte le Conferenze dell'Unione; il segretario generale o il suo rappresentante può partecipare, a titolo consultivo, a tutte le altre adunanze dell'Unione; la loro partecipazione alle adunanze del Consiglio d'amministrazione è disciplinata dai disposti del numero 235.

ARTICOLO 57.

(Comitato internazionale di registrazione delle frequenze).

292 1. (1) I membri del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze devono essere pienamente qualificati per la loro competenza tecnica nel campo delle radiocomunicazioni e avere un'esperienza pratica in materia di assegnazione e di utilizzazione delle frequenze.

293 (2) Inoltre, per permettere una migliore comprensione dei problemi che vengono sottoposti al Comitato in virtù del numero 67, ogni Membro deve conoscere le condizioni geografiche, economiche e demografiche d'una regione particolare del globo.

294 2. (1) La procedura d'elezione è fissata dalla conferenza responsabile dell'elezione nel modo specificato al numero 63.

295 (2) A ogni elezione, qualsiasi membro del Comitato in carica può essere riproposto come candidato dal Paese di cui è cittadino.

296 (3) I membri del Comitato assumono il loro servizio il giorno fissato dalla Conferenza di plenipotenziari che li ha eletti. Essi restano normalmente in carica fino alla data stabilita dalla conferenza che ne elegge i successori.

297 (4) Se, nell'intervallo tra due Conferenze di plenipotenziari incaricate di eleggere i Membri del Comitato, un Membro eletto di quest'ultimo presenta le dimissioni, abbandona le sue funzioni o muore, il presidente del Comitato chiede al segretario generale d'invitare i Paesi membri dell'Unione che fanno parte della regione interessata a proporre candidati per l'elezione di un sostituto da parte del Consiglio d'amministrazione in occasione della sua sessione annuale seguente. Tuttavia, se la vacanza si produce più di novanta giorni prima della sessione del Consiglio d'amministrazione, il Paese di cui questo Membro era cittadino designa il più presto possibile e entro novanta giorni, un sostituto parimenti cittadino di questo Paese, che resterà in carica fino all'entrata in funzione del nuovo Membro eletto dal Consiglio d'amministrazione. Il sostituto potrà essere presentato come candidato alla elezione da parte del Consiglio d'amministrazione

298 (5) Per garantire un funzionamento efficace del Comitato, ogni Paese di cui un cittadino è stato eletto Membro del Comitato deve, per quanto possibile, astenersi dal richiamarlo nell'intervallo tra due Conferenze di plenipotenziari incaricate di eleggere i Membri del Comitato

299 3 (1) I metodi di lavoro del Comitato sono definiti nel Regolamento delle radiocomunicazioni

300 (2) I Membri del Comitato eleggono nel loro seno un presidente e un vicepresidente, i quali adempiono le loro funzioni durante un periodo di un anno In seguito, il vicepresidente succede ogni anno al presidente, e viene eletto un nuovo vicepresidente

301 (3) Il Comitato dispone di un segretariato specializzato.

302 4. Nessun Membro del Comitato deve, nell'esercizio delle sue funzioni, chiedere o ricevere istruzioni da alcun Governo, né da alcun Membro d'un Governo qualsiasi, né da alcuna organizzazione o persona pubblica o privata. Inoltre, ciascun Membro deve rispettare il carattere internazionale del Comitato e delle funzioni dei suoi Membri, e non deve, in nessun caso, cercare d'influenzare qualcuno di essi nell'esercizio delle sue funzioni.

ARTICOLO 58.

(*Comitati consultivi internazionali*).

303 1. Il funzionamento di ogni Comitato consultivo internazionale è assicurato mediante:

a) l'assemblea plenaria, che si riunisce normalmente ogni tre anni. Quando una conferenza amministrativa mondiale corrispondente è stata convocata, la riunione dell'assemblea plenaria è tenuta, se possibile, almeno otto mesi prima di questa conferenza;

304 *b*) le commissioni di studi istituite dall'assemblea plenaria per trattare le questioni da esaminare;

305 *c*) un direttore eletto dall'assemblea plenaria, inizialmente per un periodo equivalente a due volte la durata tra due assemblee plenarie consecutive, normalmente per sei anni. Egli è rieleggibile a ciascuna delle assemblee plenarie successive e, ove fosse rieletto, resta in carica fino alla seguente assemblea plenaria, normalmente per tre anni. Se il posto diviene inopinatamente vacante, l'assemblea plenaria seguente elegge il nuovo direttore;

306 *d*) un segretariato specializzato che assiste il direttore;

307 *e*) laboratori o impianti tecnici istituiti dall'Unione.

308 2. (1) Le questioni studiate da ogni Comitato consultivo internazionale, e sulle quali è incaricato di emettere pareri, gli sono poste dalla Conferenza di plenipotenziari, da una conferenza amministrativa, dal Consiglio d'amministrazione, da un altro Comitato consultivo o dal Comitato internazionale di registrazione delle frequenze. Tali questioni si aggiungono a quelle che l'assemblea plenaria del Comitato consultivo interessato ha deciso di prendere in considerazione, o, nell'intervallo delle assemblee plenarie, a quelle la cui iscrizione è stata chiesta o approvata da almeno 20 Membri dell'Unione.

309 (2) A domanda dei Paesi interessati, ogni Comitato consultivo può parimenti eseguire studi e dare consigli su questioni relative alle telecomunicazioni nazionali di questi Paesi. Lo studio di tali questioni è disciplinato dai disposti del numero 308.

ARTICOLO 59.

(*Comitato di coordinazione*).

310 1. (1) Il Comitato di coordinazione coadiuva il segretario generale nello svolgimento dei compiti che gli sono assegnati in virtù dei numeri 282, 285, 288 e 289.

311 (2) Il Comitato è incaricato di assicurare la coordinazione con ogni organizzazione internazionale, di cui agli articoli 39 e 40, per quanto concerne la rappresentanza degli organismi permanenti dell'Unione nelle conferenze di tali organizzazioni.

312 (3) Il Comitato esamina i risultati delle attività dell'Unione nel campo della cooperazione tecnica e presenta raccomandazioni al Consiglio d'amministrazione per il tramite del segretario generale.

313 2. Il Comitato deve provvedere affinché le sue conclusioni siano possibilmente prese per accordo comune. Il segretario generale può tuttavia prendere decisioni, anche senza essere appoggiate da altri due o più membri del Comitato, ove reputi che la liquidazione delle questioni di cui si tratta non può essere differita alla prossima sessione del Consiglio d'amministrazione. In tali circostanze, egli fa rapporto senza indugio e per iscritto ai Membri del Consiglio d'amministrazione su queste questioni, indicando le ragioni che l'hanno indotto a prendere tali decisioni, come anche i punti di vista presentati per scritto dagli altri Membri del Comitato.

314 3. Il Comitato si riunisce su convocazione del suo presidente, normalmente almeno una volta al mese.

CAPITOLO IX

DISPOSIZIONI GENERALI CONCERNENTI LE CONFERENZE

ARTICOLO 60.

(Invito e ammissione alle Conferenze di plenipotenziari in caso di partecipazione di un Governo invitante).

315 1. Il Governo invitante, d'intesa con il Consiglio d'amministrazione, fissa la data definitiva e il luogo preciso della conferenza.

316 2. (1) Un anno prima di tale data, il Governo invitante manda un invito al Governo di ciascun Paese membro dell'Unione.

317 (2) Questi inviti possono essere mandati sia direttamente, sia per il tramite del segretario generale o per il tramite d'un altro Governo.

318 3. Il segretario generale manda un invito alle Nazioni Unite, conformemente alle disposizioni dell'articolo 39, e, a domanda, alle organizzazioni regionali delle telecomunicazioni di cui all'articolo 32.

319 4. Il Governo invitante, d'intesa con il Consiglio d'amministrazione o su proposta di quest'ultimo, può invitare le istituzioni specializzate dell'organizzazione delle Nazioni Unite come anche l'Agenzia internazionale dell'energia atomica a inviare osservatori per partecipare alle conferenze con voto consultivo, sulla base della reciprocità.

320 5. (1) Le risposte dei Membri devono giungere al Governo invitante al più tardi un mese prima dell'apertura della conferenza; esse devono contenere, per quanto possibile, tutte le indicazioni sulla composizione della delegazione.

321 (2) Tali risposte possono essere indirizzate al Governo invitante sia direttamente, sia per il tramite del segretario generale o per il tramite di un altro Governo.

322 6. Ogni organismo permanente dell'Unione ha il diritto di essere rappresentato alla conferenza a titolo consultivo, quando essa tratta questioni che sono di sua competenza. In caso di bisogno, la conferenza può invitare un organismo che non avesse giudicato opportuno di farsi rappresentare.

323 7. Sono ammessi alle Conferenze di plenipotenziari:

a) le delegazioni specificate nell'allegato 2;

324 *b*) gli osservatori delle Nazioni Unite;

325 *c*) gli osservatori delle organizzazioni regionali delle telecomunicazioni, conformemente al numero 318;

326 *d*) gli osservatori delle istituzioni specializzate e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica, conformemente al numero 319.

ARTICOLO 61.

(Invito e ammissione alle conferenze amministrative in caso di partecipazione di un Governo invitante).

327 1. (1) Le disposizioni dei numeri 315 a 321 sono applicabili alle conferenze amministrative.

328 (2) Tuttavia, il termine previsto per l'invio degli inviti può essere ridotto, ove occorra, a sei mesi.

329 (3) I Membri dell'Unione possono informare le aziende private da esse riconosciute dell'invito che è stato loro trasmesso.

330 2. (1) Il Governo invitante, d'intesa con il Consiglio d'amministrazione o su proposta di quest'ultimo, puo inviare una notificazione alle organizzazioni internazionali che hanno interesse a inviare osservatori per partecipare alle conferenza con voto consultivo.

331 (2) Le organizzazioni internazionali interessate presentano al Governo invitante una domanda d'ammissione nel termine di due mesi a contare dalla data della notificazione.

332 (3) Il Governo invitante raccoglie le domande; la decisione di ammissione è presa dalla conferenza stessa.

333 3. Sono ammessi alle conferenze amministrative:

a) le delegazioni specificate nell'allegato 2;

334 *b*) gli osservatori delle Nazioni Unite;

335 *c*) gli osservatori delle organizzazioni regionali delle telecomunicazioni di cui all'articolo 32;

336 *d*) gli osservatori delle istituzioni specializzate e dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, conformemente al numero 319;

337 *e*) gli osservatori delle organizzazioni internazionali ammesse conformemente alle disposizioni dei numeri 330 a 332;

338 *f*) i rappresentanti delle aziende private riconosciute, debitamente autorizzate dal Membro da cui dipendono;

339 *g*) gli organismi permanenti dell'Unione, alle condizioni previste al numero 322.

Articolo 62.

(Procedura per la convocazione di conferenze amministrative mondiali a domanda di Membri dell'Unione o su proposta del Consiglio d'amministrazione).

340 1. I Membri dell'Unione che desiderano la convocazione di una conferenza amministrativa mondiale ne informano il segretario generale, indicando l'ordine del giorno, il luogo e la data proposta per la conferenza.

341 2. Il segretario generale, quando ha ricevuto domande concordanti di almeno un quarto dei Membri dell'Unione, trasmette la comunicazione per telegramma a tutti i Membri, pregandoli di notificargli, nel termine di sei settimane, se accettano o no la proposta presentata.

342 3. Se la maggioranza dei Membri, determinata secondo i disposti del numero 225, si pronuncia in favore dell'insieme della proposta, se accetta cioè sia l'ordine del giorno, sia la data e il luogo di riunione proposti, il segretario generale ne informa tutti i Membri dell'Unione mediante telegramma-circolare.

343 4. (1) Se la proposta accettata tende a riunire la conferenza in un luogo diverso da quello della sede dell'Unione, il segretario generale domanda al Governo del Paese interessato se accetta di diventare Governo invitante.

344 (2) In caso affermativo, il segretario generale, d'intesa con questo Governo, prende le disposizioni necessarie per la riunione della conferenza.

345 (3) In caso negativo, il segretario generale invita i Membri che hanno domandato la convocazione della conferenza a presentare nuove proposte circa il luogo della riunione.

346 5. Quando la proposta accettata tende a riunire la conferenza alla sede dell'Unione, sono applicabili le disposizioni dell'articolo 64.

347 6. (1) Se l'insieme della proposta (ordine del giorno, luogo e data) non è accettato dalla maggioranza dei Membri, determinata secondo i disposti del numero 225, il segretario generale comunica le risposte ricevute ai Membri dell'Unione, invitandoli a pronunciarsi in modo definitivo, entro un termine di sei settimane, sul punto o sui punti controversi.

348 (2) Questi punti sono considerati come accettati quando siano stati approvati dalla maggioranza dei Membri, determinata secondo i disposti del numero 225.

349 7. La procedura sopra indicata è parimenti applicabile quando la proposta di convocazione di una conferenza amministrativa mondiale è presentata dal Consiglio d'amministrazione.

ARTICOLO 63.

(*Procedura per la convocazione di conferenze amministrative regionali a domanda di Membri dell'Unione o su proposta del Consiglio d'amministrazione*).

350 Nel caso di conferenze amministrative regionali, la procedura di cui all'articolo 62 si applica ai soli Membri della regione interessata. Se la convocazione deve farsi per iniziativa dei Membri della regione, basta che il segretario generale riceva domande concordanti provenienti da un quarto dei Membri di questa regione.

ARTICOLO 64.

(*Disposizioni relative a conferenze che si riuniscono senza che vi sia un Governo invitante*).

351 Le disposizioni degli articoli 60 e 61 sono applicabili quando una conferenza deve riunirsi senza che vi sia un Governo invitante. Il segretario generale, dopo intesa con il Governo della Confederazione Svizzera, prende le disposizioni necessarie per convocare e organizzare la conferenza alla sede dell'Unione.

ARTICOLO 65.

(*Disposizioni comuni a tutte le conferenze Cambiamento della data o del luogo d'una conferenza*).

352 1. Le disposizioni degli articoli 62 e 63 sono applicabili per analogia quando si tratti, a domanda dei Membri dell'Unione o su proposta del Consiglio d'amministrazione, di cambiare la data e/o il luogo d'una conferenza. Tali cambiamenti possono tuttavia essere fatti solo se la maggioranza dei Membri interessati, determinata secondo i disposti del numero 225, si è pronunciata in loro favore.

353 2. Ogni Membro che propone di cambiare la data o il luogo d'una conferenza deve ottenere l'adesione del numero richiesto di altri Membri.

354 3. Se del caso, il segretario generale fa conoscere, nella comunicazione prevista nel numero 341, le probabili conseguenze finanziarie derivanti dal cambiamento del luogo o della data, per esempio quando sono fatte spese per preparare la riunione della conferenza al luogo previsto inizialmente.

ARTICOLO 66.

(*Termini e modi di presentazione delle proposte alle conferenze*).

355 1. Immediatamente dopo la spedizione degli inviti, il segretario generale prega i Membri di comunicargli nel termine di quattro mesi, le loro proposte relative ai lavori della conferenza.

356 2. Qualsiasi proposta presentata, la cui accettazione implichi una revisione del testo della Convenzione o dei Regolamenti amministrativi,

deve contenere dei riferimenti ai numeri delle parti del testo che richiedono tale revisione. I motivi della proposta devono essere indicati in ogni caso nel modo più conciso possibile.

357 3. Il segretario generale comunica le proposte ricevute a tutti i Membri, man mano che le riceve.

358 4. Il segretario generale raccoglie e coordina le proposte ricevute dalle amministrazioni e dalle assemblee plenarie dei Comitati consultivi internazionali e le trasmette ai Membri, almeno tre mesi prima della data d'apertura della conferenza. Né il segretario generale, né i direttori dei Comitati consultivi internazionali, né i Membri del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze sono autorizzati a presentare proposte.

ARTICOLO 67.

(Poteri delle delegazioni alle conferenze).

359 1. La delegazione inviata da un Membro dell'Unione per partecipare a una conferenza dev'essere debitamente accreditata conformemente alle disposizioni dei numeri da 360 a 366.

360 2. (1) Le delegazioni alle Conferenze di plenipotenziari sono accreditate mediante atti firmati dal capo dello Stato, dal capo del Governo oppure dal ministro degli affari esteri.

361 (2) Le delegazioni alle conferenze amministrative sono accreditate mediante atti firmati dal capo dello Stato, dal capo del Governo, dal ministro degli affari esteri o dal ministro competente per le questioni trattate durante la conferenza.

362 (3) Con riserva della conferma data da una delle autorità indicate al numero 360 o 361 e ricevuta prima della firma degli atti finali, una delegazione può essere accreditata provvisoriamente dal capo della missione diplomatica del suo Paese presso il Governo del Paese nel quale è adunata la conferenza oppure, se quest'ultimo è la sede dell'Unione, dal capo della delegazione permanente del suo Paese presso l'ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra.

363 3. I poteri sono accettati se sono firmati da una autorità di cui ai numeri 360 a 362 e rispondono a uno dei criteri seguenti:

364 — conferimento dei pieni poteri alla delegazione;

365 — autorizzazione alla delegazione di rappresentare il proprio Governo senza restrizione alcuna;

366 — conferimento alla delegazione o a taluni dei suoi Membri del diritto di firmare gli atti finali.

367 4. (1) Una delegazione, i cui poteri sono riconosciuti validi dalla sessione plenaria, è autorizzata a esercitare il diritto di voto del Membro interessato e a firmare gli atti finali.

368 (2) Una delegazione, i cui poteri non sono riconosciuti validi dalla sessione plenaria, non è autorizzata a esercitare il diritto di voto né a firmare gli atti finali finché non ha provveduto a rimediarvi.

369 5. I poteri devono essere depositati, non appena possibile, presso il segretariato della conferenza. Una commissione speciale è incaricata di verificarli; essa presenta le sue conclusioni, in forma di rapporto, alla seduta plenaria, entro il termine stabilito da quest'ultima. Nell'attesa di una decisione della seduta plenaria a tale riguardo, la delegazione d'un Membro dell'Unione è autorizzata a partecipare ai lavori e a esercitare il diritto di voto di questo Membro.

370 6. Di massima, i Membri dell'Unione devono cercare d'inviare alle conferenze dell'Unione le loro proprie delegazioni. Tuttavia, il Membro che per motivi eccezionali non può inviare la propria delegazione può conferire alla delegazione d'un altro Membro il diritto di votare e firmare in suo nome. Questo trasferimento di poteri deve costituire l'oggetto di un atto firmato da una delle autorità menzionate al numero 360 o 361.

371 7. Una delegazione avente il diritto di voto può incaricare un'altra delegazione, avente lo stesso diritto, di votare in suo nome durante una o più adunanze alle quali essa non può assistere. In tale caso, essa deve informare, tempestivamente e per iscritto, il presidente della conferenza.

372 8. Una delegazione non può esercitare più di un voto per procura.

373 9. I poteri e le procure indirizzati per telegramma non sono accettabili. Per contro, sono accettabili i telegrammi di risposta a una domanda di chiarimento del presidente o del segretariato della conferenza concernente i poteri.

Capitolo X

DISPOSIZIONI GENERALI CONCERNENTI I COMITATI CONSULTIVI INTERNAZIONALI

Articolo 68.

(*Condizioni di partecipazione*).

374 1. I Membri dei Comitati consultivi internazionali menzionati ai numeri 73 e 74 possono partecipare a tutte le attività del Comitato consultivo di cui si tratta.

375 2. (1) La prima domanda di partecipazione ai lavori d'un Comitato consultivo presentata da un'azienda privata riconosciuta dev'essere indirizzata al segretario generale che la comunica a tutti i Membri e al direttore di questo Comitato. La domanda d'un'azienda privata riconosciuta dev'essere approvata dal Membro che l'ha riconosciuta. Il direttore del Comitato consultivo comunica a quest'azienda il seguito che è stato dato alla sua domanda.

376 (2) Un'azienda privata riconosciuta può intervenire in nome del Membro che l'ha riconosciuta solamente se quest'ultimo, in ogni singolo caso particolare, fa sapere al Comitato consultivo interessato che l'ha autorizzata a tale proposito.

377 3. (1) Le organizzazioni internazionali e le organizzazioni regionali delle telecomunicazioni menzionate all'articolo 32, che coordinano i loro lavori con quelli dell'Unione e hanno delle attività connesse, possono essere ammesse a partecipare, a titolo consultivo, ai lavori dei Comitati consultivi.

378 (2) La prima domanda di partecipazione ai lavori d'un Comitato consultivo presentata da un'organizzazione internazionale o da un'organizzazione regionale delle telecomunicazioni menzionata all'articolo 32 dev'essere indirizzata al segretario generale, il quale la comunica telegraficamente a tutti i Membri e li invita a pronunciarsi sull'accettazione di tale domanda; la domanda è accettata se la maggioranza delle risposte dei Membri giunte nel termine d'un mese è favorevole. Il segretario generale comunica il risultato di questa consultazione a tutti i Membri e al direttore del Comitato consultivo di cui si tratta.

379 4. (1) Gli organismi scientifici o industriali che si dedicano allo studio di problemi delle telecomunicazioni oppure allo studio o alla fabbricazione di materiali destinati ai servizi delle telecomunicazioni possono essere ammessi a partecipare, a titolo consultivo, alle riunioni delle commissioni di studi dei Comitati consultivi, con riserva dell'approvazione delle amministrazioni dei Paesi interessati.

380 (2) La prima domanda di ammissione alle sedute delle commissioni di studi d'un Comitato consultivo presentate da un organismo scientifico o industriale dev'essere indirizzata al segretario generale, che ne informa tutti i Membri e il direttore di questo Comitato. Tale domanda dev'essere approvata dall'amministrazione del Paese interessato. Il direttore del Comitato consultivo comunica all'organismo scientifico o industriale il seguito che è stato dato alla sua domanda.

381 5. Ogni azienda privata riconosciuta, ogni organizzazione internazionale, ogni organizzazione regionale delle telecomunicazioni oppure ogni organismo scientifico o industriale che è stato ammesso a partecipare ai lavori d'un Comitato consultivo ha il diritto di disdire la partecipazione mediante una notificazione indirizzata al segretario generale. Tale disdetta ha effetto dopo un anno a contare dal giorno del ricevimento della notificazione da parte del segretario generale.

ARTICOLO 69.

(Attribuzioni dell'assemblea plenaria).

382 L'assemblea plenaria:

a) esamina i rapporti delle commissioni di studi e approva, modifica o respinge i progetti di pareri in essi contenuti;

383 *b*) esamina le questioni esistenti al fine di vedere se è necessario o no proseguire lo studio, e allestisce la lista delle nuove questioni da studiare conformemente ai disposti del numero 308. In occasione della redazione del testo di nuove questioni, è necessario tener presente che in via di principio il loro studio dovrebbe poter essere concluso in un termine uguale al doppio dell'intervallo tra due assemblee plenarie;

384 *c*) approva il programma di lavoro conseguente alle disposizioni del numero 383 e fissa l'ordine delle questioni da studiare secondo la loro importanza, la loro priorità e la loro urgenza;

385 *d*) decide, con riguardo al programma di lavoro approvato di cui al numero 384, se è necessario mantenere o sciogliere le commissioni di studi esistenti, o istituirne delle nuove;

386 *e*) assegna alle commissioni di studi le questioni da studiare;

387 *f*) esamina e approva il rapporto del direttore sui lavori del Comitato dopo l'ultima riunione dell'assemblea plenaria;

388 *g*) approva, se necessario, in vista di trasmetterla al Consiglio di amministrazione, la valutazione, presentata dal direttore entro i limiti delle disposizioni del numero 416, dei bisogni finanziari del Comitato fino alla prossima assemblea plenaria;

389 *h*) esamina le altre questioni giudicate necessarie nel quadro dei disposti dell'articolo 11 e del presente capitolo.

ARTICOLO 70.

(*Riunioni dell'assemblea plenaria*).

390 1. L'assemblea plenaria si riunisce normalmente alla data e nel luogo fissati dall'assemblea plenaria precedente.

391 2. La data e/o il luogo d'una riunione dell'assemblea plenaria possono essere modificati con l'approvazione della maggioranza dei Membri dell'Unione che hanno risposto alla domanda del segretario generale intesa a conoscere il loro parere.

392 3. A ognuna di queste riunioni, l'assemblea plenaria del Comitato consultivo è presieduta dal capo della delegazione del Paese nel quale la riunione ha luogo o, se questa riunione si tiene alla sede dell'Unione, da una persona eletta dall'assemblea plenaria stessa; il presidente è assistito da vicepresidenti eletti dall'assemblea plenaria.

393 4. Il segretario generale è incaricato di prendere, d'intesa con il direttore del Comitato consultivo interessato, le disposizioni amministrative e finanziarie necessarie in vista delle riunioni dell'assemblea plenaria e delle commissioni di studi.

ARTICOLO 71.

(*Lingue e diritto di voto alle assemblee plenarie*).

394 1. (1) Le lingue da usarsi durante le assemblee plenarie sono quelle previste negli articoli 16 e 78.

395 (2) I documenti preparatori delle commissioni di studi, i documenti e i verbali delle assemblee plenarie e i documenti pubblicati in seguito a quest'ultime dai Comitati consultivi internazionali sono redatti nelle tre lingue di lavoro dell'Unione.

396 2. I Membri autorizzati a votare nelle sedute delle assemblee plenarie dei Comitati consultivi sono quelli designati nei numeri 9 e 155. Tuttavia, quando un Paese membro dell'Unione non è rappresentato da un'amministrazione, i delegati delle aziende private riconosciute di

questo Paese hanno, insieme e qualunque sia il loro numero, diritto a un solo voto, salvi restando i disposti del numero 376.

397 3. Le disposizioni dei numeri 370 a 373 relative alle procure si applicano alle assemblee plenarie.

ARTICOLO 72.

(*Commissioni di studi*).

398 1. L'assemblea plenaria istituisce e mantiene secondo i bisogni le commissioni di studi necessarie per trattare le questioni messe allo studio. Le amministrazioni, le aziende private riconosciute, le organizzazioni internazionali e le organizzazioni regionali delle telecomunicazioni ammesse conformemente alle disposizioni dei numeri 377 e 378, che desiderano partecipare ai lavori di commissioni di studi, si annunciano sia durante l'assemblea plenaria sia ulteriormente al direttore del Comitato consultivo di cui si tratta.

399 2. Inoltre, riservate le disposizioni dei numeri 379 e 380, i periti degli organismi scientifici o industriali possono essere ammessi a partecipare, a titolo consultivo, a qualsiasi riunione d'una qualunque delle commissioni di studi.

400 3. L'assemblea plenaria nomina normalmente un relatore principale e un vicerelatore principale per ogni commissione di studi. Se il volume di lavoro di una commissione di studi lo richiede, l'assemblea plenaria nomina, per questa commissione, tanti vicerelatori principali supplementari quanti ne ritiene necessari. Se, nell'intervallo tra due riunioni dell'assemblea plenaria, un relatore principale è impedito a esercitare le sue funzioni, e se la sua commissione di studi aveva un solo vicerelatore principale, quest'ultimo prende il suo posto. Qualora si tratti di una commissione di studi per la quale l'assemblea plenaria aveva nominato parecchi vicerelatori principali, questa commissione, nel corso della sua riunione successiva, elegge tra essi il suo nuovo relatore principale e, se necessario, un nuovo vicerelatore principale tra i suoi Membri. Una tale commissione di studi elegge parimenti un nuovo vicerelatore principale qualora uno dei suoi vicerelatori principali sia impedito di esercitare le sue funzioni nell'intervallo tra due riunioni dell'assemblea plenaria.

ARTICOLO 73.

(*Trattamento degli affari delle commissioni di studi*).

401 1. Le questioni affidate alle commissioni di studi sono, se possibile, trattate per corrispondenza.

402 2. (1) Tuttavia, l'assemblea plenaria può impartire appropriate direttive concernenti le riunioni di commissioni di studi, che sembrino necessarie per trattare gruppi importanti di questioni.

403 (2) Di regola, nell'intervallo tra due assemblee plenarie, una commissione di studi non tiene più di due riunioni, compresa la sua riunione finale che precede l'assemblea plenaria.

404 (3) Inoltre, se dopo un'assemblea plenaria un relatore principale è del parere che una o parecchie riunioni della sua commissione di studi, non previste dall'assemblea plenaria, siano necessarie per discutere verbalmente questioni che non hanno potuto essere trattate per corrispondenza, può proporre, con l'autorizzazione della sua amministrazione e dopo aver sentito il direttore interessato e i Membri della sua commissione, una riunione in un luogo adatto, tenendo conto della necessità di ridurre al minimo le spese.

405 3. L'assemblea plenaria può, in caso di bisogno, costituire gruppi di lavoro misti per lo studio delle questioni che richiedono la partecipazione di periti di parecchie commissioni di studi.

406 4. Dopo aver consultato il segretario generale, il direttore d'un Comitato consultivo, d'intesa con i relatori principali delle diverse commissioni di studi interessate, allestisce il piano generale delle riunioni del gruppo delle commissioni di studi che devono riunirsi in uno stesso luogo durante lo stesso periodo.

407 5. Il direttore trasmette i rapporti finali delle commissioni di studi alle amministrazioni partecipanti, alle aziende private riconosciute dal Comitato consultivo e, se del caso, alle organizzazioni internazionali e alle organizzazioni regionali delle telecomunicazioni che vi hanno partecipato. Questi rapporti sono inviati il più presto possibile e, in ogni caso, in modo che giungano ai destinatari almeno un mese prima del giorno della prossima assemblea plenaria. Si può derogare a questa clausola soltanto qualora riunioni delle commissioni di studi siano tenute immediatamente prima della riunione dell'assemblea plenaria. Le questioni che non sono state oggetto di un rapporto giunto nelle condizioni sopra indicate non possono essere iscritte all'ordine del giorno dell'assemblea plenaria.

ARTICOLO 74.

(Funzioni del direttore; segretariato specializzato).

408 1. (1) Il direttore d'un Comitato consultivo coordina i lavori dell'assemblea plenaria e delle commissioni di studi; egli è responsabile dell'organizzazione dei lavori del Comitato.

409 (2) Il direttore ha la responsabilità dei documenti del Comitato e prende, di concerto con il segretario generale, le misure necessarie affinché tali documenti siano pubblicati nelle lingue di lavoro dell'Unione.

410 (3) Il direttore è assistito da un segretariato composto di personale specializzato che lavora, sotto la sua autorità diretta, all'organizzazione dei lavori del Comitato.

411 (4) Il personale dei segretariati specializzati, dei laboratori e degli impianti tecnici d'un Comitato consultivo dipende, dal lato amministrativo, dall'autorità del segretario generale conformemente ai disposti del numero 268.

412 2. Il direttore sceglie il personale tecnico e amministrativo del segretariato anzi detto nei limiti del bilancio di previsione approvato dalla Conferenza di plenipotenziari o dal Consiglio d'amministrazione. La

nomina di detto personale tecnico e amministrativo è fatta dal segretario generale, d'intesa con il direttore. La decisione definitiva di nomina o di licenziamento incombe al segretario generale.

413 3. Il direttore partecipa di pieno diritto a titolo consultivo alle deliberazioni dell'assemblea plenaria e delle commissioni di studi. Egli prende tutte le misure concernenti la preparazione delle riunioni dell'assemblea plenaria e delle commissioni di studi, riservate le disposizioni del numero 393.

414 4. Il direttore riferisce, in un rapporto presentato all'assemblea plenaria, sull'attività del Comitato consultivo all'ultima riunione dell'assemblea plenaria. Detto rapporto è inviato, dopo approvazione, al segretario generale, il quale lo trasmette al Consiglio d'amministrazione.

415 5. Il direttore presenta al Consiglio d'amministrazione, nella sua seduta annuale, un rapporto sulle attività del Comitato durante l'anno precedente, per l'informazione del Consiglio e dei Membri dell'Unione.

416 6. Il direttore, dopo aver consultato il segretario generale, sottopone all'approvazione dell'assemblea plenaria una valutazione dei bisogni finanziari del Comitato consultivo fino alla prossima assemblea plenaria. Questa valutazione, dopo l'approvazione, è trasmessa al segretario generale che la sottoporrà al Consiglio d'amministrazione.

417 7. Il direttore determina, affinché il segretario generale le incorpori nel bilancio di previsione annuale dell'Unione, le spese del Comitato previste per l'anno seguente, fondandosi sulla valutazione dei bisogni finanziari del Comitato approvata dall'assemblea plenaria.

418 8. Il direttore partecipa in tutta la misura necessaria alle attività di cooperazione tecnica dell'Unione nell'ambito delle disposizioni della Convenzione.

Articolo 75.

(Proposte per le conferenze amministrative).

419 1. Le assemblee plenarie dei Comitati consultivi internazionali sono autorizzate a sottomettere alle conferenze amministrative proposte derivanti direttamente da loro pareri o da conclusioni di loro studi in corso.

420 2. Le assemblee plenarie dei Comitati consultivi possono parimenti formulare proposte di modificazione dei regolamenti amministrativi.

421 3. Queste proposte vanno indirizzate in tempo utile al segretario generale per essere riunite, coordinate e comunicate nelle condizioni previste nel numero 358.

Articolo 76.

(Relazioni dei Comitati consultivi fra loro e con altre organizzazioni internazionali).

422 1. (1) Le assemblee plenarie dei Comitati consultivi possono istituire commissioni miste per effettuare studi e emanare pareri su questioni di interesse comune.

423 (2) I direttori dei Comitati consultivi possono, in collaborazione con i relatori principali, organizzare riunioni miste di commissioni di studi dei due Comitati consultivi, per lo studio e la preparazione di progetti di pareri relativi a questioni d'interesse comune. Questi progetti sono sottoposti alla prossima riunione dell'assemblea plenaria di ognuno dei Comitati consultivi.

424 2. Qualora uno dei Comitati consultivi sia invitato a farsi rappresentare a una riunione dell'altro o di un'organizzazione internazionale, la sua assemblea plenaria o il suo direttore sono autorizzati, tenendo conto del numero 311, a prendere le misure necessarie per assicurare la rappresentanza con voto consultivo.

425 3. Il segretario generale, il vicesegretario generale, il presidente del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze e il direttore dell'altro Comitato consultivo, o i loro rappresentanti, possono assistere a titolo consultivo alle riunioni d'un Comitato consultivo. In caso di bisogno, un Comitato puo invitare alle sue riunioni, a titolo consultivo, dei rappresentanti di qualsiasi organismo permanente dell'Unione che non abbia giudicato necessario di farsi rappresentare.

CAPITOLO XI

REGOLAMENTO INTERNO DELLE CONFERENZE E DELLE ALTRE RIUNIONI

ARTICOLO 77.

(Regolamento interno delle conferenze e delle altre riunioni).

1. ORDINE DEI POSTI.

426 Alle sedute della conferenza, le delegazioni sono disposte secondo l'ordine alfabetico dei nomi in francese dei Paesi rappresentati.

2. INAUGURAZIONE DELLA CONFERENZA.

427 1. (1) La seduta inaugurale della conferenza è preceduta da una riunione dei capi di delegazione, nel corso della quale viene preparato l'ordine del giorno della prima sessione plenaria.

428 (2) Il presidente della riunione dei capi di delegazione è designato conformemente ai disposti dei numeri 429 e 430.

429 2. (1) La conferenza è inaugurata da una personalità designata dal Governo invitante.

430 (2) Se non c'è un Governo invitante, essa è inaugurata dal più anziano dei capi di delegazione.

431 3. (1) Alla prima seduta plenaria, si procede all'elezione del presidente che, generalmente, è una personalità designata dal Governo invitante.

432 (2) Se non c'è Governo invitante, si sceglie il presidente tenendo conto della proposta fatta dai capi di delegazione nel corso della riunione di cui al numero 427.

433 4. Durante la prima seduta plenaria si procede pure:

a) all'elezione dei vicepresidenti della conferenza;

434 *b*) alla costituzione delle commissioni della conferenza e all'elezione dei presidenti e vicepresidenti rispettivi;

435 *c*) alla costituzione del segretariato della conferenza, composto di personale del segretariato generale dell'Unione e, eventualmente, di personale dell'amministrazione del Governo invitante.

3. Prerogative del presidente della conferenza.

436 1. Oltre all'esercizio di tutte le altre prerogative che gli sono conferite dal presente Regolamento, il presidente apre e chiude ogni seduta plenaria, dirige i dibattiti, vigila sull'applicazione del Regolamento interno, dà la facoltà di parlare, mette ai voti le questioni e proclama le decisioni adottate.

437 2. Il presidente ha la direzione generale dei lavori della conferenza e veglia al mantenimento dell'ordine durante le sedute plenarie. Egli decide in merito alle mozioni e alle questioni d'ordine e ha particolarmente il potere di proporre il rinvio o la chiusura della discussione, la levata o la sospensione di una seduta. Egli può anche risolvere di rinviare la convocazione di un'assemblea o di una seduta plenaria, qualora lo ritenga necessario.

438 3. Egli protegge il diritto di tutte le delegazioni d'esprimere liberamente e pienamente il loro parere sull'oggetto in discussione.

439 4. Egli vigila a che i dibattiti siano limitati all'oggetto in discussione e puo interrompere qualsiasi oratore che si scostasse dall'argomento trattato, rammentandogli la necessità d'attenersi allo stesso.

4. Istituzione delle commissioni.

440 1. La seduta plenaria può istituire commissioni per esaminare le questioni sottoposte alle deliberazioni della conferenza. Dette commissioni possono istituire delle sottocommissioni. Le commissioni e le sottocommissioni possono parimenti formare gruppi di lavoro.

441 2. Le sottocommissioni e i gruppi di lavoro sono istituiti unicamente se sono assolutamente necessari.

5. Commissione di controllo del bilancio di previsione.

442 1. All'apertura di ogni conferenza o riunione, la seduta plenaria nomina una commissione di controllo del bilancio di previsione incaricata di apprezzare l'organizzazione e i mezzi d'azione messi a disposizione dei delegati, di esaminare e di approvare i conti delle spese incorse per tutta la durata della conferenza o della riunione. Questa commissione comprende, indipendentemente dai Membri delle delega-

zioni che desiderano parteciparvi, un rappresentante del segretario generale e, se c'è un Governo invitante, un rappresentante di quest'ultimo.

443 2. Prima dell'esaurimento del preventivo approvato dal Consiglio di amministrazione per la conferenza o riunione, la commissione di controllo del bilancio di previsione, in collaborazione con il segretariato della conferenza o riunione, presenta al *plenum* uno stato provvisorio delle spese già incorse. La seduta plenaria ne tiene conto, per decidere se i progressi conseguiti giustificano un prolungamento oltre il giorno in cui il preventivo approvato sarà esaurito.

444 3. Alla fine di ogni conferenza o riunione, la commissione di controllo del bilancio di previsione presenta al *plenum* un rapporto indicante, nel modo più preciso possibile, la somma presumibile delle spese della conferenza o riunione.

445 4. Dopo averlo esaminato e approvato, il *plenum* trasmette questo rapporto, con le proprie osservazioni, al segretario generale, affinché lo sottoponga al Consiglio d'amministrazione nella sua prossima sessione annuale.

6. Composizione delle commissioni.

446 6.1 *Conferenze di plenipotenziari.*

Le commissioni sono composte dei delegati dei Paesi membri e degli osservatori previsti ai numeri 324, 325 e 326, che ne hanno fatto domanda o sono stati designati dal *plenum*.

447 6.2 *Conferenze amministrative.*

Le commissioni sono composte dei delegati dei Paesi membri, degli osservatori e dei rappresentanti previsti ai numeri da 334 a 338, che ne hanno fatto domanda o sono stati designati dal *plenum*.

7. Presidenti e vicepresidenti delle sottocommissioni.

448 Il presidente di ogni commissione propone alla sua commissione la scelta dei presidenti e dei vicepresidenti delle sottocommissioni che essa istituisce.

8. Convocazione alle sedute.

449 Le sedute plenarie e quelle delle commissioni, delle sottocommissioni e dei gruppi di lavoro sono annunciate tempestivamente alla sede della conferenza.

9. Proposte presentate prima dell'apertura della conferenza.

450 Le proposte presentate prima dell'apertura della conferenza sono ripartite dal *plenum* tra le commissioni competenti istituite conformemente alle disposizioni del comma 4 del presente regolamento interno. Tuttavia, la seduta plenaria può trattare direttamente qualsiasi proposta.

10. Proposte o emendamenti presentati nel corso di una conferenza.

451 1. Le proposte o gli emendamenti presentati dopo l'apertura della conferenza sono consegnati, secondo il caso, al presidente della conferenza o al presidente della commissione competente oppure al segretariato della conferenza per la loro pubblicazione e distribuzione come documento della conferenza.

452 2. Nessuna proposta o nessun emendamento scritto può essere presentato se non è firmato dal capo della delegazione interessata o dal suo sostituto.

453 3. Il presidente di una conferenza o di una commissione può presentare in ogni momento proposte suscettibili di accelerare il corso dei dibattiti.

454 4. Ogni proposta o emendamento deve contenere in termini concreti e precisi il testo da esaminare.

455 5. (1) Il presidente della conferenza o il presidente della commissione competente decide in ogni caso se una proposta o un emendamento presentato nel corso di seduta può fare l'oggetto d'una comunicazione verbale o se deve essere consegnato per iscritto per la pubblicazione e distribuzione nelle condizioni previste al numero 451.

456 (2) Di regola, il testo di ogni proposta importante che deve formare oggetto d'una votazione dev'essere distribuito nelle lingue di lavoro della conferenza tempestivamente, in modo da permettere lo studio prima della discussione.

457 (3) Inoltre, il presidente della conferenza che riceve la proposte o gli emendamenti menzionati al numero 451, li trasmette, secondo il caso, alle commissioni competenti o alla seduta plenaria.

458 6. Ogni persona autorizzata può leggere o domandare che sia letta in seduta plenaria qualsiasi proposta o emendamento da essa presentato nel corso della conferenza ed esporvi i motivi.

11. Condizioni richieste per l'esame e la votazione d'una proposta o di un emendamento.

459 1. Nessuna proposta o nessun emendamento presentato prima dell'apertura della conferenza, o da una delegazione durante la conferenza, può essere messo in discussione se, al momento dell'esame, non è appoggiato da almeno un'altra delegazione.

460 2. Ogni proposta o emendamento debitamente appoggiato deve essere, dopo discussione, messo ai voti.

12. Proposte o emendamenti omessi o rinviati.

461 Quando una proposta o un emendamento è stato omesso o quando ne è stato differito l'esame, la delegazione sotto i cui auspici è stato presentato deve vigilare affinché la proposta o l'emendamento non sia in seguito perduto di vista.

13. Condotta dei dibattiti in seduta plenaria.

462 13.1 *Quorum.*

Perché una votazione fatta nel corso di una seduta plenaria sia valida, è necessario che più della metà delle delegazioni accreditate alla conferenza e aventi diritto di voto siano presenti o rappresentate alla seduta.

463 13.2 *Ordine delle discussioni.*

(1) Le persone che desiderano parlare devono averne ottenuto la facoltà dal presidente. Di regola, esse cominciano con dichiarare a quale titolo parlano.

464 (2) Ogni persona che parla deve esprimersi lentamente e distintamente, separando le parole e facendo delle pause frequenti, per dar modo a tutti di comprendere bene il suo pensiero.

465 13.3 *Mozioni d'ordine e questioni d'ordine.*

(1) Nel corso dei dibattiti, una delegazione può, quando lo giudichi opportuno, presentare qualsiasi mozione d'ordine o sollevare qualsiasi questione d'ordine sulle quali il presidente deve risolvere subito, conformemente alle disposizioni del presente regolamento interno. Ogni delegazione può appellarsi alla decisione del presidente, ma quest'ultima resta interamente valevole, se non è annullata dalla maggioranza delle delegazioni presenti e votanti.

466 (2) La delegazione che presenta una mozione d'ordine non può, nel suo intervento, trattare il merito dell'oggetto in discussione.

467 13.4 *Ordine di priorità delle mozioni e delle questioni d'ordine.*

L'ordine di priorità delle mozioni e delle questioni d'ordine, menzionate ai numeri 465 e 466, è il seguente:

a) qualsiasi questione d'ordine relativa all'applicazione del presente regolamento interno;

468 *b*) sospensione della seduta;

469 *c*) levata della seduta;

470 *d*) aggiornamento del dibattito sull'oggetto in discussione;

471 *e*) chiusura del dibattito sull'oggetto in discussione;

472 *f*) qualsiasi altra mozione o questione d'ordine che potrebbe essere presentata e la cui priorità è fissata dal presidente.

473 13.5 *Mozione per la sospensione o la levata della seduta.*

Durante la discussione d'un oggetto, una delegazione può proporre di sospendere o levare la seduta, indicando i motivi della sua proposta. Se quest'ultima è appoggiata, la parola è data a due oratori che si esprimono contro la chiusura e unicamente su questo oggetto, dopo di che la mozione è messa ai voti.

474 13.6 *Mozione per l'aggiornamento del dibattito.*

Durante la discussione di qualsiasi questione, una delegazione può proporre l'aggiornamento del dibattito per un periodo di tempo deter-

minato. Qualora tale mozione sia seguita da una discussione, soltanto tre oratori, oltre l'autore della mozione, possono parteciparvi, uno a favore della mozione e due contro, dopo di che la mozione è messa ai voti.

475 13.7 *Mozione per la chiusura del dibattito.*

Una delegazione può in ogni tempo proporre che il dibattito sulla questione all'ordine del giorno sia chiuso. In tal caso, la parola è data soltanto a due oratori contrari alla chiusura, dopo di che la mozione e messa ai voti.

476 13.8 *Limitazione degli interventi.*

(1) Il *plenum* può eventualmente limitare la durata e il numero degli interventi d'una medesima delegazione su un determinato oggetto.

477 (2) Tuttavia, sulle questioni di procedura, il presidente limita la durata di ogni intervento a cinque minuti al massimo.

478 (3) Quando un oratore supera il tempo che gli è stato concesso, il presidente ne avverte l'assemblea e prega l'oratore di chiudere in breve tempo la sua relazione.

479 13.9 *Chiusura dell'elenco degli oratori.*

(1) Nel corso di un dibattito, il presidente può dar lettura dell'elenco degli oratori iscritti; egli vi aggiunge il nome delle delegazioni che desiderano prendere la parola e, con il consenso dell'assemblea, può dichiarare chiuso l'elenco. Tuttavia, il presidente può, se lo ritiene opportuno, concedere eccezionalmente il diritto di rispondere a qualsiasi intervento precedente, anche dopo la chiusura dell'elenco.

480 (2) Quando l'elenco degli oratori è esaurito, il presidente dichiara chiuso il dibattito.

481 13.10 *Questioni di competenza.*

Le questioni di competenza che possono presentarsi devono essere regolate prima che si voti sul merito della questione dibattuta.

482 13.11 *Ritiro e nuova presentazione d'una mozione.*

L'autore d'una mozione può ritirarla prima che sia messa ai voti. Qualsiasi mozione, emendata o no, così ritirata, può essere presentata di nuovo o ripresa dalla delegazione che ha presentato l'emendamento o da qualsiasi altra delegazione.

14. Diritto di voto.

483 1. A tutte le sedute della conferenza, la delegazione di un Membro dell'Unione, debitamente accreditata da quest'ultimo per partecipare ai lavori della conferenza, ha diritto a un voto, conformemente all'articolo 2.

484 2. La delegazione di un Membro dell'Unione esercita il suo diritto di voto alle condizioni specificate all'articolo 67.

15. VOTAZIONE.

485 15.1 *Definizione della maggioranza.*

(1) La maggioranza è costituita da più della metà delle delegazioni presenti e votanti.

486 (2) Le astensioni non sono prese in considerazione nel computo dei voti necessari per costituire la maggioranza.

487 (3) In caso di parità di voti, la proposta o l'emendamento è considerato come respinto.

488 (4) Ai fini del presente regolamento, si considera come « delegazione presente e votante » qualsiasi delegazione che si pronuncia per o contro una proposta.

489 15.2 *Non partecipazione al voto.*

Le delegazioni presenti che non partecipano a una determinata votazione o che dichiarano espressamente di non volervi partecipare non sono considerate come assenti agli effetti della determinazione del *quorum* ai sensi del numero 462, né come essendosi astenute, per quanto concerne l'applicazione delle disposizioni del numero 491.

490 15.3 *Maggioranza speciale.*

Per quanto concerne l'ammissione dei Membri dell'Unione, la maggioranza necessaria è fissata all'articolo 1.

491 15.4 *Più del cinquanta per cento d'astensioni.*

Quando il numero delle astensioni supera la metà del numero dei voti emessi (pro, contro, astensioni), l'esame dell'oggetto in discussione è rinviato a una successiva seduta, nel corso della quale le astensioni non saranno più prese in considerazione.

492 15.5 *Procedure di voto.*

(1) Salvo nel caso previsto al numero 495, le procedure di voto sono le seguenti:

a) per alzata di mano, in regola generale;

493 *b*) per appello nominale, se una maggioranza non risulta chiaramente dalla votazione per alzata di mano o se almeno due delegazioni lo domandano.

494 (2) Si procede al voto per appello nominale nell'ordine alfabetico dei nomi in francese dei Membri rappresentati.

15.6 *Voto a scrutinio segreto.*

495 Si procede a una votazione segreta quando almeno cinque delle delegazioni presenti e aventi diritto di voto lo domandano In tal caso, il segretario prende immediatamente le misure necessarie per assicurare il segreto dello scrutinio.

496 15.7 *Divieto d'interrompere la votazione.*

Allorquando lo scrutinio è cominciato, nessuna delegazione può interromperlo, in quanto non si tratti di presentare una questione di ordine relativa allo svolgimento dello scrutinio.

497 15.8 *Dichiarazioni di voto.*

Il presidente dà la facoltà di parlare alle delegazioni che desiderano fare una dichiarazione di voto posteriormente alla votazione stessa.

498 15.9 *Votazione di una proposta per parti.*

(1) Quando l'autore di una proposta lo domanda, o quando l'assemblea lo giudica opportuno o quando il presidente, con l'approvazione dell'autore lo propone, la proposta è divisa e le sue parti sono messe ai voti separatamente. Le parti della proposta che sono state adottate sono in seguito messe ai voti nell'insieme.

499 (2) Se tutte le parti d'una proposta sono respinte, la proposta stessa è considerata respinta.

500 15.10 *Ordine di votazione delle proposte relative a una medesima questione.*

(1) Se la medesima questione è oggetto di parecchie proposte, queste sono messe ai voti nell'ordine di presentazione, a meno che l'assemblea non risolva altrimenti.

501 (2) Dopo ogni votazione, l'assemblea decide se debbasi o no mettere ai voti la proposta seguente.

502 15.11 *Emendamenti.*

(1) Si considera come emendamento ogni proposta di modifica che implichi unicamente una soppressione, un'aggiunta a una parte della proposta iniziale o la revisione di una parte di questa proposta.

503 (2) Qualsiasi emendamento a una proposta, accettato dalla delegazione che la presenta, è senz'altro inserito nel testo primitivo della medesima.

504 (3) Nessuna proposta di modifica è considerata come un emendamento, se l'assemblea è del parere che essa si riveli incompatibile con la proposta iniziale.

505 15.12 *Votazione sugli emendamenti.*

(1) Se una proposta è oggetto d'un emendamento, si vota in primo luogo su questo emendamento.

506 (2) Se una proposta è oggetto di parecchi emendamenti, si vota in primo luogo sull'emendamento che si scosta maggiormente dal testo originale; in seguito si vota su quello dei rimanenti, che dei pari si scosta maggiormente dal testo originale, e così di seguito fino a quando tutti gli emendamenti siano stati esaminati.

507 (3) Se uno o parecchi emendamenti sono approvati, la proposta così modificata è in seguito messa ai voti.

508 (4) Se nessun emendamento è approvato, la proposta iniziale è messa ai voti.

16. Commissioni e sottocommissioni Condotta dei dibattiti e procedura di voto.

509 1. I presidenti delle commissioni e delle sottocommissioni hanno competenze analoghe a quelle conferite al presidente della conferenza dal comma 3 del presente regolamento interno.

510 2. Le disposizioni fissate al comma 13 del presente regolamento interno per la condotta dei dibattiti in seduta plenaria sono applicabili ai dibattiti delle commissioni o delle sottocommissioni, salvo in materia di *quorum*.

511 3. Le disposizioni fissate al comma 15 del presente regolamento interno sono applicabili alle votazioni in seno alle commissioni o sottocommissioni.

17. Riserve.

512 1. Di massima, le delegazioni che non possono far condividere il loro modo di vedere dalle altre delegazioni devono sforzarsi, nei limiti del possibile, di conformarsi al parere della maggioranza.

513 2. Tuttavia, se una delegazione giudica che una decisione qualsiasi possa impedire al suo Governo di ratificare la Convenzione o di approvare la revisione di un regolamento, essa può fare delle riserve a titolo provvisorio o definitivo in merito a questa decisione.

18. Verbali delle sedute plenarie.

514 1. I verbali delle sedute plenarie sono redatti dal segretario della conferenza, che provvede alla loro distribuzione alle delegazioni il più presto possibile, prima della data in cui questi verbali devono essere esaminati.

515 2. Quando i verbali sono stati distribuiti, le delegazioni interessate possono presentare per iscritto al segretariato della conferenza, nel più breve termine possibile le correzioni che giudicano giustificate; ciò non impedisce alle delegazioni di presentare oralmente delle modificazioni alla seduta nel corso della quale i verbali sono approvati.

516 3. (1) Di regola, i verbali contengono soltanto le proposte e le conclusioni, con gli argomenti sui quali esse sono fondate, in un testo per quanto possibile conciso.

517 (2) Ogni delegazione ha nondimeno il diritto di domandare l'inserimento, in forma abbreviata o per esteso, di ogni dichiarazione da essa fatta nel corso dei dibattiti. In tal caso essa deve, di regola, farne comunicazione all'inizio del suo intervento, allo scopo di agevolare il compito dei relatori. Essa deve inoltre fornire il testo al segretariato della conferenza entro due ore dalla fine della seduta.

518 4. Della facoltà prevista al numero 517, di far inserire dichiarazioni nei verbali, deve in ogni caso essere fatto uso con discrezione.

19. Relazioni e rapporti delle commissioni e sottocommissioni.

519 1. (1) I dibattiti delle commissioni e sottocommissioni sono riassunti, seduta per seduta, nelle relazioni compilate dal segretariato della conferenza; in queste sono rilevati i punti essenziali delle discussioni,

le varie opinioni degne di nota, le proposte e le conclusioni risultanti dall'insieme delle deliberazioni.

520 (2) Tuttavia, ogni delegazione può parimenti fare uso del diritto previsto al numero 517.

521 (3) Della facoltà prevista nel numero precedente, dev'essere fatto uso con discrezione.

522 2. Le commissioni e le sottocommissioni possono redigere i rapporti parziali che giudicano necessari e, eventualmente, alla fine dei lavori possono presentare un rapporto finale nel quale siano riassunte, in forma concisa, le proposte e le conclusioni risultanti dagli studi che sono stati loro affidati.

20. Approvazione dei verbali, delle relazioni e dei rapporti.

523 1. (1) All'inizio di ogni seduta plenaria o di ogni seduta d'una commissione o sottocommissione, il presidente domanda di regola se le delegazioni hanno osservazioni da fare circa il verbale o la relazione della seduta precedente. Questi si considerano come approvati se nessuna modifica è stata comunicata al segretariato o se nessuna opposizione è stata fatta verbalmente. In caso contrario, le correzioni necessarie sono apportate al verbale o alla relazione.

524 (2) Ogni rapporto parziale o finale deve essere approvato dalla commissione o dalla sottocommissione interessata.

525 2. (1) Il verbale dell'ultima seduta plenaria è esaminato e approvato dal presidente di questa seduta.

526 (2) La relazione dell'ultima seduta d'una commissione o sottocommissione è esaminata e approvata dal presidente di questa commissione o sottocommissione.

21. Commissione di redazione.

527 1. I testi degli Atti finali, redatti per quanto possibile nella loro forma definitiva dalle diverse commissioni tenuto conto dei pareri espressi, sono sottoposti alla commissione di redazione, la quale è incaricata di perfezionare la forma senza alterarne il senso e, se necessario, di riunirli con i testi anteriori non emendati.

528 2. Questi testi sono sottoposti dalla commissione di redazione alla seduta plenaria, la quale li approva o li rinvia, per nuovo esame, alla commissione competente.

22. Numerazione.

529 1. I numeri dei capitoli, degli articoli e dei paragrafi dei testi sottoposti a revisione sono conservati fino alla prima lettura in seduta plenaria. I testi aggiunti recano provvisoriamente il numero dell'ultimo paragrafo precedente del testo primitivo, al quale si aggiunge « A », « B », ecc.

530 2. La numerazione definitiva dei capitoli, degli articoli e dei paragrafi è affidata alla commissione di redazione, dopo la loro approvazione in prima lettura.

23. Approvazione definitiva.

531 I testi degli Atti finali sono considerati come definitivi quando sono stati approvati in seconda lettura dalla seduta plenaria.

24. Firma.

532 I testi definitivi approvati dalla conferenza sono sottoposti alla firma dei delegati provvisti dei poteri definiti all'articolo 67, secondo l'ordine alfabetico dei nomi in francese dei Paesi rappresentati.

25. Comunicati stampa.

533 I comunicati ufficiali sui lavori della conferenza possono essere trasmessi alla stampa soltanto con l'autorizzazione del presidente o di uno dei vicepresidenti della conferenza.

26. Franchigia.

534 Per la durata della conferenza, i Membri delle delegazioni, i Membri del Consiglio d'amministrazione, gli alti funzionari degli organismi permanenti dell'Unione che assistono alla conferenza e il personale del segretariato dell'Unione distaccato alla conferenza hanno diritto alla franchigia postale, telegrafica e telefonica nella misura in cui il Governo del Paese dove si tiene la conferenza sia riuscito a intendersi in merito con gli altri Governi e con le aziende private riconosciute cui ciò concerne.

Capitolo XII

ALTRE DISPOSIZIONI

Articolo 78.

(*Lingue*).

535 1. (1) Alle conferenze dell'Unione e alle riunioni del suo Consiglio d'amministrazione e dei suoi organismi permanenti, possono essere adoperate lingue diverse da quelle indicate ai numeri 100 e 106:

a) quando sia domandato al segretario generale o al capo dell'organismo permanente interessato di permettere l'uso d'una o di parecchie lingue supplementari, orali o scritte, sempre che le relative spese suppletive siano sopportate dai Membri che hanno fatto la domanda o che l'hanno appoggiata;

536 *b*) quando una delegazione prende essa stessa tutte le disposizioni per assicurare a sue spese la traduzione orale dalla sua propria lingua in una delle lingue indicate al numero 106.

537 (2) Nel caso previsto al numero 535, il segretario generale o il capo dell'organismo permanente interessato accoglie la domanda nei limiti del possibile, dopo aver ottenuto dai Membri interessati la promessa che le spese saranno debitamente rimborsate all'Unione.

538 (3) Nel caso previsto al numero 536, la delegazione interessata puo inoltre, se lo desidera, assicurare a proprie spese la traduzione orale nella sua propria lingua da una delle lingue indicate al numero 106.

539 2. Tutti i documenti di cui ai numeri 102 a 105 possono essere pubblicati in una lingua diversa da quelle previste, a condizione che i Membri che domandano questa pubblicazione si impegnino ad assumere tutte le spese di traduzione e di pubblicazione.

Articolo 79.

(*Finanze*).

540 1. (1) Ogni Membro comunica al segretario generale, almeno sei mesi prima dell'entrata in vigore della Convenzione, la classe di contribuzione che ha scelto.

541 (2) Il segretario generale notifica questa decisione ai Membri.

542 (3) I Membri che non hanno comunicato la loro decisione entro il termine previsto al numero 540 conservano la classe di contribuzione che avevano scelto anteriormente.

543 (4) I Membri possono in ogni momento scegliere una classe di contribuzione superiore a quella che avevano adottato precedentemente.

544 2. (1) Ogni nuovo Membro corrisponde, per l'anno della sua adesione, un contributo calcolato a contare dal primo giorno del mese d'adesione.

545 (2) In caso di denuncia della Convenzione da parte di un Membro, il contributo dev'essere corrisposto sino all'ultimo giorno del mese in cui ha effetto la denuncia.

546 3. Le somme dovute fruttano interessi a contare dall'inizio di ogni anno finanziario dell'Unione. Questo interesse è fissato al saggio del 3 per cento (tre per cento) l'anno durante i primi sei mesi e del 6 per cento (sei per cento) l'anno a decorrere dal settimo mese.

547 4. Le disposizioni seguenti si applicano ai contributi delle aziende private riconosciute, agli organismi scientifici o industriali e alle organizzazioni internazionali:

a) le aziende private riconosciute e gli organismi scientifici o industriali contribuiscono alle spese dei Comitati consultivi internazionali, ai lavori dei quali hanno convenuto di partecipare. Le aziende private riconosciute contribuiscono parimenti alle spese delle conferenze amministrative ai cui lavori hanno convenuto di partecipare o hanno partecipato conformemente al numero 338;

548 *b)* le organizzazioni internazionali contribuiscono parimenti alle spese delle conferenze o riunioni alle quali possono partecipare, sempre che non siano state esonerate, con riserva di reciprocità, dal Consiglio d'amministrazione;

549 *c)* le aziende private riconosciute, gli organismi scientifici o industriali e le organizzazioni internazionali che contribuiscono alle spese delle conferenze o riunioni giusta le disposizioni dei numeri 547 e 548

scelgono liberamente, nella tavola di cui al numero 92 della Convenzione, la classe di contribuzione secondo la quale intendono partecipare alle spese, e informano il segretario generale circa la classe scelta;

550 *d*) le aziende private riconosciute, gli organismi scientifici o industriali e le organizzazioni internazionali che contribuiscono alle spese delle conferenze o riunioni, possono scegliere, in ogni momento, una classe di contribuzione superiore a quella precedentemente scelta;

551 *e*) il numero d'unità di contribuzione non può essere diminuito durante la validità della Convenzione;

552 *f*) nel caso di disdetta della partecipazione ai lavori di un Comitato consultivo internazionale, il contributo deve essere corrisposto fino all'ultimo giorno del mese in cui ha effetto la disdetta;

553 *g*) l'ammontare dell'unità di contribuzione delle aziende private riconosciute, degli organismi scientifici o industriali e delle organizzazioni internazionali alle spese dei Comitati consultivi internazionali, ai lavori dei quali hanno convenuto di partecipare, è stabilito annualmente dal Consiglio d'amministrazione. I contributi saranno considerati come un introito dell'Unione. Essi fruttano interessi conformemente alle disposizioni del numero 546;

554 *h*) l'ammontare dell'unità di contribuzione alle spese d'una conferenza amministrativa delle aziende private riconosciute che vi partecipano giusta il numero 338 e delle organizzazioni internazionali partecipanti si stabilisce dividendo la somma complessiva del bilancio di previsione della conferenza per il numero complessivo delle unità versate dai Membri a titolo di contributo alle spese dell'Unione. I contributi sono considerati un introito dell'Unione. Essi fruttano interessi a partire dal sessantesimo giorno successivo all'invio delle fatture, conformemente ai saggi stabiliti al numero 546.

555 5. Le spese di laboratorio e per impianti tecnici dell'Unione, cagionate da misurazioni, esperimenti o ricerche speciali per conto di taluni Membri, gruppi di Membri, organizzazioni regionali o altri enti, sono sopportate da questi Membri, gruppi, organizzazioni o enti.

556 6. Il prezzo di vendita delle pubblicazioni alle amministrazioni, alle aziende private riconosciute o a privati è determinato dal segretario generale, in collaborazione con il Consiglio d'amministrazione, tenuto conto del principio che le spese di pubblicazione e di distribuzione devono di regola essere coperte.

Articolo 80.

(*Allestimento e resa dei conti*).

557 1. Le amministrazioni dei Membri e le aziende private riconosciute che esercitano servizi internazionali di telecomunicazione devono mettersi d'accordo sull'ammontare dei loro crediti e dei loro debiti.

558 2. I conti relativi ai debiti e ai crediti, di cui al numero 557, sono compilati conformemente alle disposizioni dei regolamenti amministrativi, salvo accordi particolari tra le parti interessate.

ARTICOLO 81.

(Arbitrato: procedura).

(si veda l'articolo 50)

559 1. La parte che chiede l'arbitrato inizia la procedura trasmettendo all'altra parte una notificazione di domanda d'arbitrato.

560 2. Le parti decidono di comune accordo se l'arbitrato deve essere affidato a persone, ad amministrazioni o a Governi. Nel caso in cui, nel termine di un mese a contare dal giorno della notificazione della domanda d'arbitrato, le parti non abbiano potuto mettersi d'accordo su questo punto, l'arbitrato è affidato a Governi.

561 3. Se l'arbitrato è affidato a persone, gli arbitri non devono essere cittadini di un Paese che e parte interessata nella contestazione, avere il domicilio in uno di questi Paesi ed essere al loro servizio.

562 4. Se l'arbitrato è affidato a Governi o a loro amministrazioni, questi devono essere scelti tra i Membri che non sono implicati nella contestazione, ma non di meno parti nell'accordo la cui applicazione ha dato origine alla controversia.

563 5. Nel termine di tre mesi a contare dalla data del ricevimento della notificazione della domanda d'arbitrato, ognuna delle due parti in causa designa un arbitro.

564 6. Se nella controversia sono implicate più di due parti, ciascuno dei due gruppi di parti che ha interessi comuni nella controversia designa un arbitro in conformità della procedura prevista ai numeri 562 e 563.

565 7. I due arbitri così designati si accordano per nominare un terzo arbitro, il quale, se i due primi sono persone e non Governi o amministrazioni, deve avere i requisiti indicati nel numero 561 e una cittadinanza diversa da quella degli altri due. In mancanza d'accordo fra i due arbitri sulla scelta del terzo arbitro, ogni arbitro propone un terzo arbitro che non abbia alcun interesse nella contestazione. Il segretario generale dell'Unione designa allora per sorteggio il terzo arbitro.

566 8. Le parti in causa possono intendersi per far risolvere la controversia da un arbitro unico designato di comune accordo; esse possono anche designare ciascuna un arbitro e chiedere al segretario generale di designare per sorteggio l'arbitro unico.

567 9. L'arbitro o gli arbitri sono liberi di stabilire la loro procedura.

568 10. La decisione dell'arbitro unico è definitiva e vincola le parti in causa. Se l'arbitrato è affidato a piu arbitri, la decisione presa dagli arbitri a maggioranza dei voti è definitiva e vincola le parti.

569 11. Ogni parte sostiene le spese d'istruzione e d'introduzione dell'arbitrato. Le spese per l'arbitrato, eccettuate quelle delle parti stesse, sono divise in parti uguali fra le parti in causa.

570 12. L'Unione fornisce tutte le informazioni che riguardano la controversia, delle quali l'arbitro o gli arbitri abbiano bisogno.

CAPITOLO XIII
REGOLAMENTI AMMINISTRATIVI

ARTICOLO 82.
(Regolamenti amministrativi).

571 Le disposizioni della Convenzione sono completate con i regolamenti amministrativi seguenti:

— il Regolamento telegrafico,

— il Regolamento telefonico,

— il Regolamento delle radiocomunicazioni,

— il Regolamento addizionale delle radiocomunicazioni.

In fede di che, i rispettivi plenipotenziari hanno firmato la Convenzione in un esemplare in ciascuna delle lingue cinese, francese, inglese, russa e spagnola, di cui il testo francese fa fede in caso di contestazione; tale esemplare resterà depositato negli archivi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, la quale ne invierà una copia a ciascuno dei Paesi firmatari.

Fatto a Malaga-Torremolinos, il 25 ottobre 1973.

(Seguono le firme).

ALLEGATO 1.

(si veda il numero 3)

Afganistan (Repubblica dell')
Albania (Repubblica Popolare di)
Algeria (Repubblica Algerina Democratica e Popolare)
Alto Volta (Repubblica dell')
Arabia Saudita (Regno dell')
Argentina (Repubblica)
Australia
Austria
Bangladesh (Repubblica Popolare del)
Barbados
Belgio
Bielorussia (Repubblica Socialista Sovietica di)
Birmania (Unione di)
Bolivia (Repubblica di)
Botswana (Repubblica di)
Brasile (Repubblica Federativa del)
Bulgaria (Repubblica Popolare di)
Burundi (Repubblica del)
Camerun (Repubblica Unita del)
Canada
Cecoslovacchia (Repubblica Socialista)
Centroafricana (Repubblica)
Ciad (Repubblica del)
Cile
Cina (Repubblica Popolare di)
Cipro (Repubblica di)
Città del Vaticano (Stato della)
Colombia (Repubblica di)
Congo (Repubblica Popolare del)
Corea (Repubblica di)
Costa d'Avorio (Repubblica della)
Costa Rica
Cuba
Dahomey (Repubblica del)
Danimarca
Dominicana (Repubblica)
Egitto (Repubblica Araba d')
El Salvador (Repubblica di)
Emirati Arabi Uniti
Equatore
Etiopia
Figi
Filippine (Repubblica delle)
Finlandia
Francia
Gabon (Repubblica del)
Germania (Repubblica Federale di)
Ghana
Giamaica
Giappone
Giordania (Regno Achemita di)
Grecia
Guatemala
Guiana
Guinea (Repubblica di)
Guinea Equatoriale (Repubblica della)
Haiti (Repubblica di)
Honduras (Repubblica di)
India (Repubblica dell')
Indonesia (Repubblica d')
Iran
Iraq (Repubblica d')
Irlanda
Islanda
Israele (Stato d')
Italia
Kenia (Repubblica del)
Khmer (Repubblica)
Kuwait (Stato del)
Laos (Regno del)
Lesotho (Regno del)
Libano
Liberia (Repubblica della)
Libia (Repubblica Araba)
Liechtenstein (Principato del)
Lussemburgo
Malaisia
Malawi

Maldive (Repubblica delle)
Malgascia (Repubblica)
Mali (Repubblica del)
Malta
Marocco (Regno del)
Mauritania (Repubblica Islamica di)
Maurizio
Messico
Monaco
Mongolia (Repubblica Popolare della)
Nauru (Repubblica di)
Nepal
Nicaragua
Niger (Repubblica del)
Nigeria (Repubblica Federale della)
Norvegia
Nuova Zelanda
Oman (Sultanato di)
Pakistan
Panama (Repubblica di)
Paraguay (Repubblica del)
Paesi Bassi (Regno dei)
Perù
Polonia (Repubblica Popolare di)
Portogallo
Qatar (Stato del)
Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord
Repubblica Araba Siriana
Repubblica Democratica Tedesca
Repubblica Socialista Federativa di Iugoslavia
Repubblica Socialista Sovietica dell'Ucraina
Romania (Repubblica Socialista di)
Rwanda (Repubblica)
Senegal (Repubblica del)
Sierra Leone
Singapore (Repubblica di)
Spagna
Somalia (Repubblica Democratica)
Sri Lanka (Ceylon) (Repubblica di)
Stati Uniti d'America
Sudafricana (Repubblica)
Sudan (Repubblica Democratica del)
Svezia
Svizzera (Confederazione)
Swaziland (Regno dello)
Tailandia
Tanzania (Repubblica Unita di)
Togolese (Repubblica)
Tonga (Regno dei)
Trinità e Tobago
Tunisia
Turchia
Uganda (Repubblica dell')
Ungheria (Repubblica Popolare)
Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche
Uruguay (Repubblica Orientale dell')
Venezuela (Repubblica del)
Viet Nam (Repubblica del)
Yemen (Repubblica Araba del)
Yemen (Repubblica Democratica Popolare del)
Zaire (Repubblica dello)
Zambia (Repubblica di)

ALLEGATO 2.

DEFINIZIONE DI CERTI TERMINI USATI NELLA CONVENZIONE E NEI REGOLAMENTI DELL'UNIONE INTERNAZIONALE DELLE TELECOMUNICAZIONI

Amministrazione: Ogni servizio o dipartimento governativo responsabile dei provvedimenti da prendere per adempiere gli obblighi della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni e dei Regolamenti.

Disturbo nocivo: Qualsiasi emissione, radiazione o induzione che compromette il funzionamento d'un esercizio di radionavigazione o altri servizi di sicurezza [1] o che provoca una grave deteriorazione della qualità d'un servizio di radiocomunicazioni funzionante in conformità del Regolamento delle radiocomunicazioni, o lo disturba e lo interrompe ripetutamente.

Corrispondenza pubblica: Qualsiasi telecomunicazione che gli uffici e i posti a disposizione del pubblico devono accettare per la trasmissione.

Delegazione: Insieme dei delegati e, se è il caso, dei rappresentanti, consiglieri, addetti o interpreti inviati da uno stesso Paese.

Ogni Membro è libero di comporre la sua delegazione a suo piacimento. Esso può segnatamente includervi, come delegati, consiglieri o addetti, delle persone appartenenti ad aziende private da lui riconosciute o persone appartenenti ad altre aziende private che si interessano delle telecomunicazioni.

Delegato: Persona inviata dal Governo d'un Membro dell'Unione a una Conferenza di plenipotenziari o persona che rappresenta il Governo o l'amministrazione d'un Membro dell'Unione a una conferenza amministrativa o a una riunione d'un Comitato consultivo internazionale.

Perito: Persona inviata da un organismo nazionale scientifico o industriale, autorizzato dal Governo o dall'amministrazione del suo Paese ad assistere alle riunioni delle commissioni di studi d'un Comitato internazionale.

Azienda privata: Ogni privato o società, per quanto non sia una istituzione o un'agenzia governativa, che gestisce un impianto di telecomunicazione inteso ad assicurare un servizio di telecomunicazioni internazionale o suscettibile di produrre disturbi nocivi a tale servizio.

---

[1] Si considera servizio di sicurezza ogni servizio radioelettrico esercitato in modo permanente o temporaneo per tutelare la sicurezza della vita umana e dei beni.

Azienda privata riconosciuta: Ogni azienda privata che risponde alla definizione sopra indicata, la quale gestisce un servizio di corrispondenza pubblica o di radiodiffusione ed alla quale gli obblighi indicati all'articolo 44 della Convenzione sono imposti dal Membro sul territorio del quale è situata la sede sociale di detta azienda oppure dal Membro che ha autorizzato questa azienda a stabilire e a esercitare un servizio di telecomunicazioni sul suo territorio.

Osservatore: Persona inviata:

— dalle Nazioni Unite in esecuzione delle disposizioni dell'articolo 39 della Convenzione;

— da una delle organizzazioni internazionali invitate o ammesse, conformemente alle disposizioni della Convenzione, a partecipare ai lavori d'una conferenza;

— dal Governo d'un Membro dell'Unione partecipante senza diritto di voto a una conferenza amministrativa regionale, convocata conformemente alle disposizioni degli articoli 7 e 54 della Convenzione.

Radio: Prefisso relativo all'impiego delle onde radioelettriche.

Radiocomunicazione: Telecomunicazione mediante le onde radioelettriche.

Rappresentante: Persona inviata da un'azienda privata riconosciuta a una conferenza amministrativa o a una riunione d'un Comitato consultivo internazionale.

Servizio di radiodiffusione: Servizio di radiocomunicazione le cui emissioni sono destinate ad essere ricevute direttamente dal pubblico in genere. Questo servizio può comprendere emissioni sonore, di televisione, o altre.

Servizio internazionale: Servizio di telecomunicazioni tra uffici o posti di telecomunicazione di qualsiasi natura situati in Paesi diversi o appartenenti a Paesi diversi.

Servizio mobile: Servizio di radiocomunicazione tra posti mobili e posti terrestri, o fra posti mobili.

Telecomunicazione: Ogni trasmissione, emissione o ricezione di segni, segnali, scritti, immagini, suoni o messaggi di qualsiasi natura per filo, radioelettricità, ottica o altri sistemi elettromagnetici.

Telegramma: Scritto destinato a essere trasmesso per telegrafia, per essere recapitato al destinatario. Questo termine comprende pure il radiotelegramma, salvo specificazione contraria.

Telegrammi, chiamate e conversazioni telefoniche di Stato: Sono i telegrammi, le chiamate e le conversazioni telefoniche che provengono da una delle autorità qui appresso indicate:

capo d'uno Stato;

capo e Membri d'un Governo;

— capi comandanti delle forze militari terrestri, navali o aeree;

— agenti diplomatici o consolari;

— segretario generale delle Nazioni Unite; capi degli organi principali delle Nazioni Unite;

— Corte internazionale di giustizia.

Le risposte ai telegrammi di Stato qui sopra specificati sono pure considerate come telegrammi di Stato.

Telegrammi di servizio: Telegrammi scambiati tra:

a) le amministrazioni;

b) le aziende private riconosciute;

c) le amministrazioni e le aziende private riconosciute;

d) le amministrazioni e le aziende private riconosciute, da una parte, e il segretario generale dell'Unione, dall'altra;

relativi alle telecomunicazioni pubbliche internazionali.

Telegrammi privati: Telegrammi che non siano telegrammi di Stato o di servizio.

Telegrafia: Sistema di telecomunicazioni impiegato in ogni operazione per la trasmissione e la riproduzione a distanza del contenuto di qualsiasi documento, come uno scritto, uno stampato o un'immagine fissa, oppure la riproduzione a distanza di qualunque genere d'informazioni sotto questa forma. Conformemente al Regolamento delle radiocomunicazioni, il termine « telegrafia » significa, salvo avviso contrario, « un sistema di telecomunicazioni per la trasmissione degli scritti mediante l'impiego d'un codice di segnali ».

Telefonia: Sistema di telecomunicazioni per la trasmissione della parola, oppure, in certi casi, di altri suoni.

ALLEGATO 3.

(si veda l'articolo 39)

ACCORDO TRA L'ORGANIZZAZIONE DELLE NAZIONI UNITE E L'UNIONE INTERNAZIONALE DELLE TELECOMUNICAZIONI

PREAMBOLO

In base alle disposizioni dell'articolo 57 della Carta delle Nazioni Unite e dell'articolo 26 della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni stipulata ad Atlantic City nel 1947, le Nazioni Unite e l'Unione internazionale delle telecomunicazioni convengono quanto segue:

ARTICOLO I.

Le Nazioni Unite riconoscono l'Unione internazionale delle telecomunicazioni, chiamata qui di seguito « L'Unione », come l'istituzione specializzata, incaricata di prendere tutti i provvedimenti adatti, conformi al suo Atto costitutivo, per raggiungere gli scopi fissati nel suddetto Atto.

ARTICOLO II.

(*Rappresentanza reciproca*).

1. L'Organizzazione delle Nazioni Unite sarà invitata a inviare dei rappresentanti per partecipare, senza diritto di voto, alle deliberazioni di tutte le conferenze plenipotenziarie e amministrative dell'Unione; essa sarà parimenti invitata, dopo aver preso i dovuti accordi con l'Unione, a inviare dei rappresentanti per assistere a riunioni di Comitati consultivi internazionali o a tutte le altre riunioni convocate dall'Unione, col diritto di partecipare, senza voto, alla discussione delle questioni che interessano le Nazioni Unite.

2. L'Unione sara invitata a inviare dei rappresentanti per assistere alle sedute dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite a scopo di consultazione sulle questioni di telecomunicazioni.

3. L'Unione sara invitata a inviare dei rappresentanti per assistere alle sedute del Consiglio economico e sociale delle Nazioni Unite e del Consiglio di tutela, delle loro commissioni e comitati e a partecipare, senza diritto di voto, alle loro deliberazioni, quando saranno trattati argomenti dell'ordine del giorno, ai quali l'Unione possa essere interessata.

4. L'Unione sarà invitata a inviare dei rappresentanti per assistere alle sedute delle Commissioni principali dell'Assemblea generale nel

corso delle quali debbano essere discusse questioni di competenza dell'Unione, e a partecipare, senza diritto di voto, a tali discussioni.

5. Il Segretariato delle Nazioni Unite farà la distribuzione di tutte le relazioni scritte presentate dall'Unione ai Membri dell'Assemblea generale, del Consiglio economico e sociale e delle sue commissioni, e del Consiglio di tutela, secondo i casi. Così pure le relazioni scritte presentate dalle Nazioni Unite saranno distribuite dall'Unione ai suoi Membri.

ARTICOLO III.

(Iscrizione delle questioni all'ordine del giorno).

Dopo le consultazioni preliminari che potrebbero essere necessarie, l'Unione iscriverà all'ordine del giorno delle Conferenze plenipotenziarie o amministrative, o delle riunioni di altri organi dell'Unione, le questioni che le saranno proposte dalle Nazioni Unite. Il Consiglio economico e sociale e le sue commissioni, nonché il Consiglio di tutela, iscriveranno parimente nel loro ordine del giorno le questioni proposte dalle conferenze o dagli altri organi dell'Unione.

ARTICOLO IV.

(Raccomandazioni delle Nazioni Unite).

1. L'Unione, tenendo conto del fatto che le Nazioni Unite hanno l'obbligo di favorire l'attuazione degli obiettivi indicati nell'articolo 55 della Carta, e di aiutare il Consiglio economico e sociale a esercitare le funzioni e il potere che gli conferisce l'articolo 62 della Carta, di fare o provocare studi e rapporti su questioni internazionali nei campi economici, sociali, della cultura intellettuale e dell'educazione, della sanità pubblica e in altri campi affini, nonché di rivolgere raccomandazioni su tutte le questioni anzidette alle istituzioni speciali interessate, tenendo conto, inoltre, del fatto che gli articoli 58 e 63 della Carta dispongono che l'Organizzazione delle Nazioni Unite deve fare raccomandazioni per coordinare le attività di dette istituzioni specializzate e i princìpi generali ai quali esse si ispirano, ritiene utile di prendere i provvedimenti necessari per sottoporre il più presto possibile all'esame del suo organo competente, ad ogni buon fine, tutte le raccomandazioni ufficiali che l'Organizzazione delle Nazioni Unite potrà rivolgerle.

2. L'Unione conviene di consultarsi con l'Organizzazione delle Nazioni Unite, a domanda di questa, circa le raccomandazioni suddette, e di far conoscere tempestivamente all'Organizzazione delle Nazioni Unite i provvedimenti che avranno preso l'Unione e i suoi Membri per dar seguito a tali raccomandazioni o i risultati dei provvedimenti stessi.

3. L'Unione coopererà all'adozione di ogni altro provvedimento che possa essere necessario per garantire il coordinamento pienamente efficace delle attività delle istituzioni specializzate e di quelle delle Nazioni Unite. In particolare, essa ritiene opportuno collaborare con ogni organo o con tutti gli organi che il Consiglio economico e sociale potrà istituire per facilitare tale coordinamento e fornire tutte le informazioni che potrebbero essere necessarie per raggiungere questi scopi.

ARTICOLO V.

(Scambio di informazioni e documenti).

1. Con riserva dei provvedimenti che potrebbero essere necessari per salvaguardare il carattere confidenziale di taluni documenti, le Nazioni Unite e l'Unione procederanno allo scambio completo e quanto più possibile rapido di informazioni e di documenti, per soddisfare ai bisogni di ciascuna di esse.

2. Senza pregiudizio del carattere generale delle disposizioni del numero precedente:

a) l'Unione presenterà alle Nazioni Unite un rapporto annuale sulla sua attività;

b) l'Unione darà corso, quanto più possibile, a ogni domanda di rapporti speciali, di studi o d'informazioni che le Nazioni Unite potessero rivolgerle;

c) il Segretario generale delle Nazioni Unite procederà a scambi di vedute con l'autorità competente dell'Unione, a domanda di questa, per fornire all'Unione quelle informazioni che presentassero per essa un interesse particolare.

ARTICOLO VI.

(Assistenza alle Nazioni Unite).

L'Unione conviene di cooperare con le Nazioni Unite, con i loro organismi principali e sussidiari, e di dar loro tutta l'assistenza possibile, conformemente alla Carta delle Nazioni Unite e alla Convenzione internazionale delle telecomunicazioni, tenendo pienamente conto della situazione particolare di quei Membri dell'Unione che non sono Membri delle Nazioni Unite.

ARTICOLO VII.

(Relazioni con la Corte internazionale di Giustizia).

1. L'Unione conviene di fornire alla Corte internazionale di Giustizia tutte le informazioni che questa potesse chiederle in applicazione dell'articolo 34 del suo Statuto.

2. L'Assemblea generale delle Nazioni Unite autorizza l'Unione a chiedere alla Corte internazionale di Giustizia pareri consultivi sulle questioni giuridiche che rientrano nella sua competenza, nonché sulle questioni concernenti le relazioni mutue dell'Unione con l'Organizzazione delle Nazioni Unite o con altre istituzioni specializzate.

3. Una richiesta di tal genere può essere rivolta alla Corte dalla Conferenza plenipotenziaria o dal Consiglio amministrativo che agisce in virtù di un'autorizzazione della Conferenza plenipotenziaria.

4. L'Unione, quando chiede un parere consultivo alla Corte internazionale di Giustizia, comunica tale richiesta al Consiglio economico e sociale.

ARTICOLO VIII.

(*Disposizioni riguardanti il personale*).

1. L'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione convengono di stabilire per il personale, quanto più sia possibile, norme, metodi e disposizioni comuni intesi a evitare gravi contraddizioni nei termini e nelle condizioni d'impiego, come pure la concorrenza nell'assunzione del personale e a facilitare gli scambi di personale che apparissero opportuni per ambo le parti, allo scopo di impiegare nel miglior modo possibile il personale.

2. L'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione convengono di cooperare nella maggiore misura possibile per conseguire gli scopi suindicati.

ARTICOLO IX.

(*Servizi statistici*).

1. L'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione convengono di fare ogni sforzo per attuare una collaborazione quanto più stretta possibile, l'eliminazione di ogni duplicazione nella loro attività e l'utilizzazione più efficace possibile del loro personale tecnico nel raccogliere, analizzare, pubblicare, normalizzare, migliorare e diffondere le notizie statistiche. Esse convengono di unire i loro sforzi per trarre il miglior partito possibile dalle notizie statistiche e per alleviare il compito dei Governi e degli altri organismi chiamati a fornire tali notizie.

2. L'Unione riconosce che l'Organizzazione delle Nazioni Unite è l'organismo centrale incaricato di raccogliere, analizzare, pubblicare, normalizzare, perfezionare e diffondere le statistiche utili agli scopi generali delle organizzazioni internazionali.

3. L'Organizzazione delle Nazioni Unite riconosce che l'Unione è l'organismo centrale incaricato di raccogliere, analizzare, pubblicare, normalizzare, perfezionare e diffondere le statistiche di propria pertinenza, senza pregiudizio dei diritti dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di interessarsi a tali statistiche, in quanto possano esser necessarie all'attuazione dei propri obiettivi o al perfezionamento delle statistiche del mondo intero. Spetterà all'Unione prendere ogni decisione circa la forma nella quale detti documenti saranno compilati.

4. Nell'intento d'istituire un centro di notizie statistiche per uso generale, rimane stabilito che i dati forniti dall'Unione per essere incorporati nelle sue statistiche normali o nei suoi rapporti speciali saranno, nella maggior misura possibile, messi a disposizione dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, a sua domanda.

5. Resta convenuto che i dati forniti all'Organizzazione delle Nazioni Unite per essere incorporati nelle sue statistiche normali o nei suoi rapporti speciali saranno messi a disposizione dell'Unione, a sua domanda, in tutta la misura possibile ed opportuna.

ARTICOLO X.

(Servizi amministrativi e tecnici).

1. L'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione riconoscono che è desiderabile, per utilizzare nel modo più efficace il personale e le risorse disponibili, evitare, entro il limite del possibile, l'istituzione di servizi i cui lavori si facciano concorrenza o si accavallino, e, in caso di necessità, consultarsi per raggiungere tale scopo.

2. L'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione prenderanno accordi per quanto riguarda la registrazione e il deposito dei documenti ufficiali.

ARTICOLO XI.

(Disposizioni per il bilancio e finanziarie).

1. Il bilancio di previsione o il progetto di bilancio dell'Unione sarà trasmesso all'Organizzazione delle Nazioni Unite contemporaneamente all'invio ai Membri dell'Unione; l'Assemblea generale potrà fare in merito raccomandazioni all'Unione.

2. L'Unione avrà il diritto d'inviare rappresentanti per partecipare, senza diritto di voto, alle deliberazioni dell'Assemblea generale o di ogni commissione di detta Assemblea ogni qualvolta il bilancio dell'Unione sarà in discussione.

ARTICOLO XII.

(Finanziamento dei servizi speciali).

1. Se l'Unione si trova costretta, in seguito a una richiesta di assistenza, di rapporti speciali o di studi, presentata dall'Organizzazione delle Nazioni Unite in conformità dell'articolo VI o di altre disposizioni del presente accordo, a far fronte a ingenti spese supplementari, le parti interessate si consulteranno per stabilire come sopperire a tali spese nel modo più equo possibile.

2. L'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione si consulteranno altresì per prendere quei provvedimenti che riterranno convenienti per sopperire alle spese dei servizi centrali, amministrativi, tecnici o fiscali e di tutte le facilitazioni o assistenze speciali concesse dall'Organizzazione delle Nazioni Unite a domanda dell'Unione.

ARTICOLO XIII.

(Lasciapassare delle Nazioni Unite).

I funzionari dell'Unione hanno il diritto di utilizzare i lasciapassare delle Nazioni Unite, conformemente agli accordi speciali che saranno conchiusi dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e dalle autorità competenti dell'Unione.

ARTICOLO XIV.

(Accordi fra istituzioni).

1. L'Unione conviene d'informare il Consiglio economico e sociale della natura e della portata di ogni accordo ufficiale previsto tra l'Unione ed ogni altra istituzione specializzata od ogni altra organizzazione intergovernativa, od ogni organizzazione internazionale non governativa, ed informerà inoltre il Consiglio economico e sociale dei particolari di detto accordo quando esso sarà conchiuso.

2. L'Organizzazione delle Nazioni Unite conviene d'informare l'Unione circa la natura e la portata di ogni accordo ufficiale proposto da ogni altra istituzione specializzata su questioni che possano interessare l'Unione ed inoltre comunicherà all'Unione i particolari di detto accordo quando esso sarà conchiuso.

ARTICOLO XV.

(Collegamento).

1. L'Organizzazione delle Nazioni Unite e l'Unione convengono le disposizioni di cui sopra nella convinzione che esse contribuiranno a mantenere un collegamento effettivo tra le due organizzazioni. Esse affermano la loro intenzione di adottare i provvedimenti che potrebbero essere necessari per raggiungere tale scopo.

2. Le disposizioni riguardanti il collegamento contemplato dal presente accordo si applicheranno, nel modo più adatto, alle relazioni tra l'Unione e l'Organizzazione delle Nazioni Unite, compresi i suoi uffici regionali o ausiliari.

ARTICOLO XVI.

(Servizio delle telecomunicazioni delle Nazioni Unite)

1. L'Unione riconosce l'importanza per l'Organizzazione delle Nazioni Unite di fruire degli stessi diritti dei Membri dell'Unione nell'esercizio dei servizi di telecomunicazione.

2. L'Organizzazione delle Nazioni Unite s'impegna a esercitare i servizi di telecomunicazione che da essa dipendono attenendosi alle norme della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni e del Regolamento annesso a detta Convenzione.

3. Le modalità precise d'applicazione del presente articolo saranno oggetto di accordi speciali.

ARTICOLO XVII.

(Esecuzione dell'accordo).

Il Segretario generale delle Nazioni Unite e l'autorità competente dell'Unione potranno conchiudere tutti quegli accordi supplementari che riterranno convenienti nell'applicazione del presente accordo.

Articolo XVIII.

(Revisione).

Il presente accordo può essere riveduto mediante intesa tra le Nazioni Unite e l'Unione, con riserva di un preavviso di sei mesi, dato dall'una o dall'altra parte.

Articolo XIX.

(Entrata in vigore).

1. Il presente accordo entrerà provvisoriamente in vigore dopo approvazione da parte dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite e della Conferenza plenipotenziaria delle telecomunicazioni tenutasi ad Atlantic City nel 1947.

2. Con riserva dell'approvazione indicata nel numero 1, il presente accordo entrerà ufficialmente in vigore contemporaneamente alla Convenzione internazionale delle telecomunicazioni stipulata ad Atlantic City nel 1947, o ad una data anteriore, secondo la decisione dell'Unione.

PROTOCOLLO FINALE [1]

ALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DELLE TELECOMUNICAZIONI

(MALAGA-TORREMOLINOS, 1973)

All'atto di procedere alla firma della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), i plenipotenziari sottoscritti prendono nota delle dichiarazioni seguenti che fanno parte degli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari (Malaga - Torremolinos 1973):

I

Per la Repubblica dell'Afganistan:

La Delegazione del Governo della Repubblica dell'Afganistan alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) riserva al suo Governo il diritto di non accettare nessun provvedimento finanziario dal quale possa conseguire un aumento della sua parte contributiva all'Unione e di prendere ogni misura che giudicherà necessaria per proteggere i suoi servizi delle telecomunicazioni nel caso in cui i Paesi membri non osservassero le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973).

II

Per il Regno dello Swaziland:

La Delegazione del Regno dello Swaziland riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni misura che potesse giudicare necessaria per proteggere i suoi interessi, nel caso in cui certi Membri o Membri associati non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o gli Allegati e Regolamenti che sono aggiunti a detta Convenzione, o se le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

---

[1] *Nota del segretario generale:* i testi del protocollo finale sono classificati secondo l'ordine cronologico del loro deposito.

III

Per la Grecia:

La Delegazione ellenica dichiara, in nome del suo Governo, che non accetta nessuna conseguenza delle riserve fatte da altri Governi, le quali potessero provocare un aumento della sua quota parte contributiva alle spese dell'Unione.

Essa riserva pure il diritto al suo Governo di prendere ogni provvedimento che giudicherà necessario per proteggere i suoi interessi nel caso in cui certi Membri dell'Unione non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o mancassero in qualsiasi altro modo di conformarsi alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati e dei Protocolli che vi sono annessi, o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi propri servizi delle telecomunicazioni.

IV

Per il Pakistan:

La Delegazione del Governo del Pakistan alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) si riserva il diritto di accettare o no le conseguenze che potesse provocare la non adesione di un altro Paese membro dell'Unione alle disposizioni della Convenzione di Malaga-Torremolinos (1973) o dei Regolamenti che vi sono annessi.

V

Per la Repubblica d'Indonesia:

La delegazione della Repubblica d'Indonesia riserva al suo Governo il diritto:

1. di prendere tutte le misure che stimerà necessarie per proteggere i suoi interessi nel caso in cui certi Membri non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o se le riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni;

2. di prendere qualsiasi altra misura conforme alla Costituzione e alle leggi della Repubblica d'Indonesia.

VI

Per la Repubblica di Cipro:

La Delegazione di Cipro dichiara che il Governo della Repubblica di Cipro non può accettare nessuna incidenza finanziaria che potesse eventualmente risultare dalle riserve fatte da altri Governi partecipanti alla Conferenza di plenipotenziari di Malaga-Torremolinos (1973).

Essa riserva parimenti al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che potesse giudicare necessarie per proteggere i suoi interessi nel caso in cui certi Membri non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), o se le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

VII

Per il Regno del Laos:

La Delegazione del Governo reale del Laos alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni riserva al suo Governo il diritto di non accettare nessuna misura finanziaria che potesse cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione e di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi nel caso in cui certi Membri dell'Unione non rispettassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973).

Essa si riserva parimenti il diritto di non partecipare ai pagamenti, qualunque sia l'ammontare, dei debiti dovuti dai Paesi membri all'Unione.

VIII

Per il Cile:

Alla Delegazione del Cile preme segnalare che ogni volta risultino nella Convenzione internazionale delle telecomunicazioni, nei suoi Allegati, nei Regolamenti, o nei documenti di qualsiasi natura, delle menzioni o riferimenti a « territori antartici » come dipendenze di uno Stato qualunque, queste menzioni o riferimenti non si applicano, e non possono applicarsi, al settore antartico cileno, il quale fa parte integrante del territorio nazionale della Repubblica del Cile e sul quale questa Repubblica possiede diritti imprescrittibili.

IX

Per la Giamaica:

La Delegazione della Giamaica riserva al suo Governo il diritto di non accettare misure finanziarie suscettibili di dar luogo a un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione, come anche il diritto di prendere qualsiasi provvedimento che potesse giudicare necessario per proteggere i suoi interessi nel caso in cui certi Membri non assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o non osservassero, in qualunque altro modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono aggiunti o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni della Giamaica.

X

Per il Regno del Lesotho:

La Delegazione del Lesotho dichiara a nome del suo Governo:

1) che essa non accetta nessuna conseguenza delle riserve formulate da un Paese qualsiasi e riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che potesse giudicare necessarie;

2. che essa riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che potesse giudicare necessarie per proteggere i suoi interessi qualora altri Paesi non osservassero le disposizioni della presente Convenzione (Malaga-Torremolinos, 1973).

XI

Per la Repubblica della Liberia:

La Delegazione della Repubblica della Liberia riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora taluni Membri non osservassero, in qualunque modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o dei suoi Allegati o Protocolli, oppure se le riserve di altri Paesi potessero compromettere i servizi delle telecomunicazioni della Repubblica della Liberia oppure cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

XII

Per il Malawi:

La Delegazione del Malawi riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora certi Membri non pagassero la loro parte contributiva alle spese dell'Unione o non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o dei suoi Allegati o Protocolli, oppure se le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere i suoi servizi delle telecomunicazioni.

XIII

Per la Repubblica del Rwanda:

La Delegazione della Repubblica del Rwanda riserva al suo Governo il diritto:

1. di non accettare nessuna misura finanziaria che potesse cagionare un aumento della sua quota parte contributiva alle spese dell'Unione;

2. di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora certi Membri non osservassero, in qua-

lunque modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), oppure se le riserve formulate da altri Paesi potessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XIV

Per la Repubblica di Singapore:

La Delegazione della Repubblica di Singapore riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni provvedimento che giudicherà necessario per tutelare i suoi interessi qualora certi Paesi non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), oppure se le riserve formulate da questi Paesi potessero compromettere i suoi servizi delle telecomunicazioni o cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

XV

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia, la Repubblica Popolare di Bulgaria, Cuba, la Repubblica Popolare d'Ungheria, la Repubblica Popolare della Mongolia, la Repubblica Popolare di Polonia, la Repubblica Democratica Tedesca, la Repubblica Socialista Sovietica dell'Ucraina, la Repubblica Socialista di Cecoslovacchia e l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti dichiarano quanto segue, a nome dei loro Governi rispettivi:

— visto che il Vietnam del Sud è costituito da due zone dipendenti da due amministrazioni (il Governo rivoluzionario provvisorio della Repubblica del Vietnam del Sud e le autorità di Saigon), non può essere ritenuto che i delegati delle autorità di Saigon firmino la Convenzione e gli altri Atti finali della Conferenza di plenipotenziari a nome del Vietnam del Sud;

— visto che la parte meridionale della Corea non rappresenta la Corea tutta intera, non può essere ritenuto che i delegati della Corea del Sud firmino la Convenzione e gli altri Atti finali della Conferenza di plenipotenziari a nome della Corea.

XVI

Per Barbados:

La Delegazione di Barbados riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento giudicato necessario alla tutela dei suoi interessi, qualora uno o più Membri non pagassero le loro parti contributive alle spese dell'Unione, o non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o dei suoi Allegati o Protocolli, oppure se le riserve di altri Membri potessero compromettere i servizi delle telecomunicazioni di Barbados.

XVII

Per la Repubblica Popolare del Bangladesh:

1. Firmando il Protocollo finale alla Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), la Delegazione della Repubblica Popolare del Bangladesh riserva al suo Governo il diritto di non accettare nessuna incidenza finanziaria suscettibile di cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione, che potesse derivare dalle riserve formulate da altri Governi partecipi della Conferenza di plenipotenziari di Malaga-Torremolinos (1973).

2. La Delegazione della Repubblica Popolare del Bangladesh riserva inoltre al suo Governo il diritto di prendere ogni provvedimento che giudicasse necessario per proteggere i suoi interessi qualora certi Membri non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o dei suoi Allegati o Protocolli, oppure se le riserve formulate da altri Governi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi propri servizi delle telecomunicazioni.

3. Inoltre, essa riserva al suo Governo il diritto di aderire alle disposizioni di tutti o di una parte dei Regolamenti amministrativi citati all'articolo 82 del Regolamento generale, cioè il Regolamento telegrafico, il Regolamento telefonico, il Regolamento delle radiocomunicazioni e il Regolamento addizionale delle radiocomunicazioni.

XVIII

Per la Malaisia:

La Delegazione della Malaisia:

1. riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni provvedimento che giudicherà necessario per proteggere i suoi interessi qualora dei Membri non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o se le riserve di altri Paesi potessero compromettere i suoi servizi delle telecomunicazioni;

2. dichiara che la firma della Convenzione sopraccitata e la ratifica eventuale di quest'ultima da parte del Governo della Malaisia non hanno alcun valore per quanto concerne il Membro menzionato all'Allegato 1 sotto il nome d'Israele, e non implicano in nessun modo il riconoscimento di questo Membro da parte del Governo della Malaisia.

XIX

Per il Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord:

La Delegazione del Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni provvedimento che potesse giudicare necessario per proteggere i suoi interessi

qualora certi Membri non assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o mancassero in qualsiasi altro modo di conformarsi alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati o Protocolli che vi sono annessi, o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XX

Per la Turchia:

La Delegazione del Governo della Turchia alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga - Torremolinos, 1973) riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora delle riserve formulate da altri Membri dovessero cagionare un aumento della sua parte di contribuzione alle spese dell'Unione.

XXI

Per la Repubblica Socialista Federativa di Iugoslavia:

La Delegazione della Repubblica Socialista Federativa di Iugoslavia dichiara quanto segue a nome del suo Governo:

1. poiché esistono nel Vietnam del Sud due regioni e due amministrazioni, il Governo rivoluzionario provvisorio della Repubblica del Vietnam del Sud e il regime di Saigon, non può essere ritenuto che la Convenzione e gli altri Atti della Conferenza di plenipotenziari di Malaga-Torremolinos (1973), firmati dai rappresentanti del regime di Saigon, siano stati firmati a nome del Vietnam del Sud;

2. che i rappresentanti della Corea del Sud non hanno il diritto di firmare la Convenzione e gli altri Atti della Conferenza di plenipotenziari di Malaga-Torremolinos (1973) a nome di tutta la Corea.

XXII

Per la Repubblica Socialista di Romania:

A

La Delegazione della Repubblica Socialista di Romania dichiara, a nome del suo Governo:

1. che essa considera come assolutamente ingiustificata e priva di valore giuridico la pretesa dei rappresentanti della Corea del Sud di parlare in seno all'U.I.T. a nome della Corea tutta intiera, perché il regime di Seul non rappresenta e non può rappresentare il popolo coreano;

2. nel contempo, dichiara che l'amministrazione di Saigon non può rappresentare, in modo unilaterale il Vietnam del Sud.

La Delegazione della Repubblica Socialista di Romania considera che il solo rappresentante legale della Cambogia è il Governo reale dell'Unione Nazionale della Cambogia.

B

La Delegazione della Repubblica Socialista di Romania riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi e di accettare o no le conseguenze finanziarie che potessero eventualmente risultare dalle riserve fatte da altri Paesi.

XXIII

Per la Malaisia:

La Delegazione della Malaisia riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora certi Membri mancassero di partecipare alle spese dell'Unione.

XXIV

Per la Tailandia:

La Delegazione della Tailandia riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni provvedimento, ritenuto necessario, per proteggere i suoi interessi, nel caso in cui un Paese qualunque non osservasse, in un modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o se le riserve formulate da un Paese qualsiasi dovessero compromettere il buon funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni della Tailandia o cagionare un aumento della sua parte di contribuzione alle spese dell'Unione.

XXV

Per la Repubblica Malgascia:

La Delegazione della Repubblica Malgascia riserva al suo Governo il diritto di prendere ogni provvedimento, ritenuto necessario, per proteggere i suoi interessi qualora certi Membri dell'Unione non osservassero, in un modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), oppure se le riserve formulate da un altro Paese compromettessero il buon funzionamento dei suoi propri servizi delle telecomunicazioni.

Essa riserva parimenti al suo Governo il diritto di non accettare nessuna incidenza finanziaria risultante dalle riserve fatte da un altro Governo partecipante alla presente Conferenza.

XXVI

Per il Guatemala:

La Delegazione del Governo del Guatemala alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) riserva al suo Governo il diritto di non accettare nessuna misura finanziaria che potesse cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione; inoltre, essa riserva parimenti questo diritto per ciò che concerne il pagamento, qualunque sia l'importo, delle somme dovute da altri Paesi membri dell'Unione.

XXVII

Per Trinità e Tobago:

La Delegazione del Governo di Trinità e Tobago riserva al suo Governo il diritto di non accettare nessuna misura finanziaria che potesse cagionare un aumento della sua parte contributiva, e di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per proteggere i suoi interessi, qualora certi Membri non contribuissero alle spese dell'Unione o non osservassero, in un modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XXVIII

Per la Repubblica Islamica di Mauritania:

La Delegazione del Governo della Repubblica Islamica di Mauritania alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) riserva al suo Governo il diritto di non accettare nessuna misura finanziaria che potesse cagionare un aumento della sua parte contributiva all'Unione, e di prendere qualsiasi provvedimento, giudicato necessario, per proteggere i suoi servizi delle telecomunicazioni qualora certi Paesi membri non osservassero le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973).

XXIX

Per la Repubblica Federale di Germania, l'Austria, il Belgio, la Danimarca, la Finlandia, l'Islanda, il Principato del Liechtenstein, la Norvegia, il Regno dei Paesi Bassi, la Svezia e la Confederazione Svizzera:

Per quanto concerne l'articolo 82 della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), le Delegazioni dei Paesi suddetti dichiarano formalmente di mantenere le riserve che esse hanno formulato a nome delle loro amministrazioni in occasione della firma dei Regolamenti menzionati all'articolo 82.

XXX

Per la Repubblica Democratica di Somalia:

La Delegazione della Somalia dichiara che il Governo della Repubblica Democratica di Somalia non potrebbe accettare alcuna delle conseguenze finanziarie che potessero derivare dalle riserve fatte da altri Governi partecipanti alla Conferenza di plenipotenziari (Malaga-Torremolinos, 1973).

Essa riserva parimenti al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri mancassero in un modo qualsiasi di conformarsi alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), o ancora se le riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XXXI

Per il Nicaragua:

La Delegazione del Nicaragua dichiara che essa riserva al suo Governo il diritto di accettare o di rifiutare le conseguenze di ogni riserva eventualmente formulata che cagionasse un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

XXXII

Per la Repubblica Unita del Camerun:

La Delegazione della Repubblica Unita del Camerun alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga- Torremolinos, 1973) dichiara a nome del suo Governo che quest'ultimo si riserva il diritto di prendere ogni provvedimento utile alla salvaguardia dei suoi interessi, qualora le riserve formulate da altre delegazioni a nome dei loro Governi o il non rispetto della Convenzione tendessero a compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

Il Governo della Repubblica Unita del Camerun non accetta inoltre alcuna conseguenza delle riserve fatte da parte di altre delegazioni alla presente Conferenza avente come conseguenza l'aumento della sua quota parte contributiva alle spese dell'Unione.

XXXIII

Per la Repubblica del Kenia:

La Delegazione della Repubblica del Kenia riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non osservassero, in un

modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o se le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni o cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

XXXIV

Per la Repubblica dell'Uganda:

La Delegazione del Governo della Repubblica dell'Uganda riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora un Membro non osservasse, in un modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o se le riserve formulate da un Membro dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni o cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

XXXV

Per la Repubblica Unita di Tanzania:

La Delegazione della Repubblica Unita di Tanzania riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non osservassero, in un modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o se le riserve formulate da parte di altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni o cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

XXXVI

Per l'Italia:

La Delegazione dell'Italia dichiara che il Governo italiano non può accettare alcuna conseguenza finanziaria che potesse derivare dalle riserve fatte da altri Governi partecipanti alla Conferenza di plenipotenziari (Malaga-Torremolinos, 1973).

Essa riserva parimenti al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si conformassero, in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), o se delle riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XXXVII

Per l'Algeria (Repubblica Algerina Democratica e Popolare), il Regno dell'Arabia Saudita, la Repubblica Araba d'Egitto, gli Emirati Arabi Uniti, la Repubblica d'Iraq, lo Stato del Kuwait, il Libano, la Repubblica Araba di Libia, il Regno del Marocco, la Repubblica Islamica di Mauritania, il Sultanato di Oman, il Pakistan, la Repubblica Democratica di Somalia, la Repubblica Democratica del Sudan, la Tunisia, la Repubblica Araba del Yemen, la Repubblica Democratica Popolare del Yemen:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti dichiarano che la loro firma della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), come pure l'eventuale ratificazione ulteriore di questo Atto da parte dei loro Governi rispettivi, non sono valevoli nei confronti del Membro iscritto all'Allegato 1 a detta Convenzione sotto il nome di Israele e non implicano minimamente il suo riconoscimento.

XXXVIII

Per gli Stati Uniti d'America:

Gli Stati Uniti d'America dichiarano formalmente che, con la firma della presente Convenzione in loro nome, gli Stati Uniti d'America non accettano alcun obbligo concernente il Regolamento telefonico o il Regolamento addizionale delle radiocomunicazioni, di cui all'articolo 42 della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga - Torremolinos, 1973) e all'articolo 82 del Regolamento generale di detta Convenzione.

XXXIX

Per la Repubblica dell'Afganistan:

Il Governo della Repubblica dell'Afganistan si riserva il diritto di fare qualsiasi dichiarazione o riserva fino al momento in cui esso avrà ratificato la Convenzione (Malaga-Torremolinos, 1973).

XL

Per la Repubblica Federale della Nigeria:

Firmando la presente Convenzione, la Delegazione della Repubblica Federale della Nigeria dichiara che il suo Governo si riserva il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per proteggere i suoi interessi qualora certi Membri dell'Unione non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o mancassero in un modo qualsiasi di conformarsi alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), e dei suoi Allegati

o dei Protocolli che vi sono annessi, o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni della Repubblica Federale della Nigeria.

XLI

Per Maurizio:

La Delegazione di Maurizio riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o non si conformassero, in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, o ancora se le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XLII

Per la Danimarca, la Finlandia, l'Islanda, la Norvegia e la Svezia:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti dichiarano, a nome dei loro rispettivi Governi, che esse non accettano nessuna conseguenza delle riserve che cagionassero un aumento della loro quota parte contributiva alle spese dell'Unione.

XLIII

Per la Repubblica Democratica Popolare del Yemen:

La Delegazione della Repubblica Democratica Popolare del Yemen riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per proteggere i suoi interessi qualora un Paese non si conformasse in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni o fossero suscettibili di dar luogo a un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

XLIV

Per la Repubblica dell'India:

1. Firmando gli Atti finali della Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), la Repubblica dell'India non accetta alcuna conseguenza finanziaria delle riserve che potessero essere fatte da un Membro in merito alle finanze dell'Unione.

2. Inoltre, la Delegazione della Repubblica dell'India riserva al suo Governo il diritto di prendere eventualmente misure appropriate per assicurare il buon funzionamento dell'Unione e dei suoi organismi permanenti, come anche l'applicazione del Regolamento generale e dei Regolamenti amministrativi allegati alla Convenzione se un Paese qualsiasi fa delle riserve e/o non accetta le disposizioni della Convenzione e dei suoi Regolamenti precitati.

XLV

Per la Sierra Leone:

La Delegazione della Sierra Leone dichiara che essa riserva al suo Governo il diritto di non accettare alcuna misura finanziaria suscettibile di dar luogo a un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

Essa riserva inoltre al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora certi Membri dell'Unione non osservassero in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), o se le riserve formulate da altri Paesi membri dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XLVI

Per la Repubblica Popolare del Congo:

La Delegazione della Repubblica Popolare del Congo riserva al suo Governo il diritto di non accettare alcuna misura finanziaria suscettibile di dar luogo a un eventuale aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione, come anche il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione, o non si conformassero alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973).

XLVII

Per la Repubblica di Botswana:

La Delegazione della Repubblica di Botswana dichiara che riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora uno o più Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione, oppure se certi Membri non osservassero, in qualsiasi modo, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o dei Regolamenti, Allegati e Protocolli che vi sono annessi, op-

pure ancora qualora le riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XLVIII

Per il Ghana:

1. La Delegazione del Ghana dichiara che la sua firma della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) e la susseguente ratificazione di questo documento da parte del suo Governo non implicano in nessun modo il riconoscimento del Governo della Repubblica Sudafricana e non comporta nessun obbligo verso questo Governo.

2. La Delegazione del Ghana riserva parimenti al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni fosse compromesso dall'inosservanza delle disposizioni di detta Convenzione da parte d'altri Membri o da riserve formulate da quest'ultimi.

XLIX

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia, la Repubblica Popolare di Bulgaria, Cuba, la Repubblica Popolare d'Ungheria, la Repubblica Popolare della Mongolia, la Repubblica Popolare di Polonia, la Repubblica Democratica Tedesca, la Repubblica Socialista Sovietica dell'Ucraina, la Repubblica Socialista di Romania, la Repubblica Socialista di Cecoslovacchia e l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti dichiarano, a nome del loro rispettivo Governo, che, firmando la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), essi lasciano aperta la questione dell'accettazione del Regolamento delle radiocomunicazioni (Ginevra, 1959).

L

Per la Repubblica Popolare di Bulgaria, Cuba, la Repubblica Popolare d'Ungheria, la Repubblica Popolare della Mongolia, la Repubblica Popolare di Polonia, la Repubblica Democratica Tedesca e la Repubblica Socialista di Cecoslovacchia:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti riservano ai loro rispettivi Governi il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i loro interessi qualora delle riserve formulate da altri Paesi dovessero cagionare un aumento della loro parte delle contribuzioni alle spese dell'Unione, oppure se certi Membri dell'Unione non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione.

LI

Per Cuba:

La Delegazione di Cuba alla Conferenza di plenipotenziari (Malaga-Torremolinos, 1973) dichiara, a nome del suo Governo rivoluzionario, che non riconosce nessun valore giuridico o morale alla firma degli Atti finali da parte della Delegazione fantoccia del regime di Lon Nol. Solamente i rappresentanti del Governo reale d'Unità nazionale di Kampuchea (G.R.U.N.K.) sono competenti a firmare, a nome della Cambogia, gli Atti finali della presente Conferenza.

LII

Per la Repubblica della Costa d'Avorio:

La Delegazione della Repubblica della Costa d'Avorio dichiara che riserva al suo Governo il diritto di accettare o di rifiutare le conseguenze delle riserve formulate nella presente Convenzione (Malaga - Torremolinos, 1973) da parte di altri Governi e che potessero cagionare un aumento della sua parte di contribuzione alle spese dell'Unione o che potessero compromettere i suoi servizi delle telecomunicazioni.

LIII

Per l'Australia:

La Delegazione dell'Australia riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione quanto ai debiti esistenti e ai relativi interessi o quanto ai futuri impegni, oppure mancassero, in qualsiasi altro modo, di conformarsi alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), o degli Allegati, Protocolli e Regolamenti che vi sono annessi, oppure ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

LIV

Per la Nuova Zelanda:

La Delegazione della Nuova Zelanda riserva al suo Governo il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o non si conformassero in qualsiasi altro modo, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, oppure ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni della Nuova Zelanda.

LV

Per la Repubblica del Niger:

La Delegazione della Repubblica del Niger alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni dichiara di non accettare alcun aumento della sua parte contributiva al bilancio dell'Unione, a motivo di inadempienza, da parte di un qualsiasi Membro, ai regolamenti dei suoi contributi e di altre spese connesse.

Essa riserva inoltre il diritto al suo Governo di prendere tutte le misure utili per proteggere i suoi interessi in materia di telecomunicazioni per il fatto dell'inosservanza della Convenzione di Malaga - Torremolinos, 1973, da parte di un Membro qualsiasi dell'Unione.

LVI

Per la Repubblica Popolare del Congo:

La Delegazione della Repubblica Popolare del Congo dichiara quanto segue a nome del suo Governo:

1. visto che il Vietnam del Sud è costituito da due zone dipendenti da due amministrazioni (il Governo rivoluzionario provvisorio della Repubblica del Vietnam del Sud e le autorità di Saigon), non può essere ritenuto che i delegati delle autorità di Saigon firmino la Convenzione e gli altri Atti finali della Conferenza di plenipotenziari a nome del Vietnam del Sud tutto intiero;

2. visto che la parte meridionale della Corea non rappresenta la Corea tutta intiera, non può essere ritenuto che i delegati della Corea del Sud firmino la Convenzione e gli altri Atti finali della Conferenza di plenipotenziari a nome della Corea.

LVII

Per la Repubblica di Sri Lanka (Ceylon):

La Delegazione del Governo della Repubblica di Sri Lanka (Ceylon) alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) riserva al suo Governo:

1. il diritto di rifiutare qualsiasi misura finanziaria che potesse cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione;

2. il diritto di prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi, qualora certi Membri non osservassero in un modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o dei suoi Allegati o dei Regolamenti che vi sono annessi, oppure ancora se delle riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni,

3. e di prendere, se necessario, qualsiasi altra misura conforme alla Costituzione e alle leggi della Repubblica di Sri Lanka (Ceylon).

LVIII

Per la Repubblica Khmer:

La Delegazione della Repubblica Khmer riserva al suo Governo il diritto quanto alla ratificazione degli Atti finali della Conferenza, a causa delle riserve che la concernano fatte da certe Delegazioni.

Essa dichiara inoltre di non accettare alcuna misura finanziaria avente per effetto di aumentare la sua parte contributiva.

LIX

Per la Repubblica Popolare di Cina:

La Delegazione della Repubblica Popolare di Cina desidera dichiarare quanto segue:

1. La cricca del traditore Lon Nol non è che un pugno di cambogiani tratti dalla feccia del popolo ed è illegale da un capo all'altro. Essa non ha assolutamente alcun diritto di firmare la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni di Malaga-Torremolinos (1973) a nome del popolo cambogiano.

L'Accordo di Parigi sul Vietnam ha riconosciuto *de facto* l'esistenza di due amministrazioni nel Vietnam del Sud: il Governo rivoluzionario provvisorio della Repubblica del Vietnam del Sud e l'amministrazione di Saigon. Nella situazione attuale, la rappresentanza unilaterale da parte dell'amministrazione di Saigon alla Conferenza dell'U.I.T. non è normale: Viste le condizioni secondo cui la Corea del Nord e la Corea del Sud hanno raggiunto un accordo di principio sulla riunificazione del Paese nell'indipendenza e nella pace, è desiderabile che le autorità della Corea del Sud siano rappresentate all'U.I.T. in quanto tali. Visto quanto precede, né i rappresentanti dell'amministrazione di Saigon né le autorità della Corea del Sud hanno il diritto di firmare la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) in quanto tali.

2. La Delegazione della Cina fa delle riserve sulle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga - Torremolinos, 1973) concernente l'assegnazione e l'utilizzazione delle frequenze radioelettriche come anche l'assegnazione e la registrazione delle ubicazioni dei satelliti geostazionari.

LX

Per l'Unione di Birmania:

Firmando la Convenzione di Malaga-Torremolinos (1973), la Delegazione dell'Unione di Birmania riserva al suo Governo il diritto di

prendere qualsiasi provvedimento, ritenuto necessario, per tutelare i suoi interessi qualora delle riserve formulate da altri Paesi dovessero cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

LXI

Per la Repubblica del Viet Nam:

La Delegazione della Repubblica del Viet Nam ribadisce le dichiarazioni che ha fatto tanto alla 4ª seduta plenaria quanto davanti alla commissione di verificazione dei poteri.

Dal 1951, data alla quale la Repubblica del Viet Nam è stata ammessa in seno all'U.I.T., il nostro Governo ha fornito tutte le prove della sua rappresentatività.

Deploriamo che certe Delegazioni abbiano creduto necessario di sollevare, a fini di propaganda, polemiche d'ordine politico, fuori dell'ambito dell'U.I.T.

È fallace citare l'Accordo di Parigi per aumentare i favori del cosiddetto Governo rivoluzionario provvisorio del Sud Viet Nam, Governo composto d'un pugno d'uomini il cui solo compito è quello di seminare con tutti i mezzi terrore, morte, rovina e desolazione.

In effetti, l'Accordo di Parigi che tende essenzialmente ad instaurare un cessate il fuoco nel Viet Nam, creando così un clima favorevole per i negoziati in vista di un pronto ristabilimento d'una pace duratura nel Sud Viet Nam, non ha minimamente consacrato il cosiddetto GRP come tale. L'Accordo di Parigi non ha istituito, e non è in suo potere d'istituirlo, il GRP come un Governo « legale » nel Viet Nam. Esso non ha parimenti cambiato, così come non è in suo potere di cambiarlo, il carattere legale, costituzionale del Governo della Repubblica del Viet Nam.

Il titolo del Governo rivoluzionario provvisorio non è che un appellativo che si è dato il cosiddetto Fronte di Liberazione del Sud Viet Nam creato dal partito Lao-Dôuq del Nord Viet Nam, in occasione del suo 3° Congresso tenuto a Hanoi in settembre 1960.

Sotto il nome di FLN o GRP, questa organizzazione non è altro che uno strumento di Hanoi, una creazione del tutto artificiale, sostenuta dalle forze spedizionarie del Nord Viet Nam.

Deploriamo il comportamento delle Delegazioni dei Paesi cui ciò concerne, i quali, pur dichiarando di condannare la politica d'aggressione, non hanno mai provato di apportare il minimo contributo, ben al contrario, per mettere fine a questa dolorosa lotta fratricida che è durata fin troppo sul nostro proprio suolo.

La Delegazione della Repubblica del Viet Nam dichiara che essa è la sola rappresentante legittima del Sud Viet Nam e che come tale è stata riconosciuta dalla Conferenza da quando la Repubblica del Viet Nam ha aderito all'U.I.T.

Tutte le dichiarazioni presentate in occasione della presente Convenzione o aggiunte a questa Convenzione e che sono incompatibili con la posizione della Repubblica del Viet Nam, sono illegali e di conseguenza nulle e non avvenute.

Essa riserva parimenti al suo Governo il diritto di non accettare alcuna misura finanziaria che potesse cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione e di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi.

LXII

Per la Repubblica Centroafricana:

La Delegazione Centroafricana alla Conferenza di plenipotenziari (Malaga-Torremolinos, 1973) dichiara che il suo Governo riserva il diritto di prendere tutte le disposizioni necessarie in vista di salvaguardare i suoi interessi se certi Paesi membri dell'Unione non osservassero le disposizioni della presente Convenzione internazionale delle telecomunicazioni e formulassero in modo anormale delle riserve tendenti a aumentare le parti di contribuzione del suo Paese alle spese dell'Unione.

LXIII

Per la Repubblica della Guinea Equatoriale:

La Delegazione della Repubblica della Guinea Equatoriale riserva al suo Governo il diritto:

1. di non accettare alcuna misura finanziaria che potesse cagionare un aumento del suo contributo;

2. di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni qualora dei Paesi membri non osservassero le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga - Torremolinos, 1973).

LXIV

Per la Repubblica del Burundi:

La Delegazione della Repubblica del Burundi riserva al suo Governo il diritto di accettare o no le misure che venissero prese in vista di aumentare la sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

LXV

Per la Repubblica del Ciad:

La Delegazione della Repubblica del Ciad alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni di Malaga-Torremolinos, 1973, riserva al suo Governo il diritto:

1. di non accettare alcuna misura finanziaria che cagionasse un aumento della sua parte contributiva;

2. di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per tutelare i suoi interessi qualora qualche Membro dell'Unione non osservasse, in un modo qualsiasi, le disposizioni della presente Convenzione.

LXVI

Per la Repubblica d'Iraq:

La Delegazione della Repubblica d'Iraq dichiara che il suo Governo si riserva il diritto di prendere qualsiasi provvedimento che giudica necessario per salvaguardare i suoi interessi, qualora un Membro non osservasse, in un modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o se le riserve formulate da un tale Membro compromettessero il buon funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni dell'Iraq o cagionassero un aumento della quota parte contributiva dell'Iraq alle spese dell'Unione.

LXVII

Per la Repubblica Togolese:

La Delegazione della Repubblica Togolese riserva al suo Governo il diritto di prendere le misure che giudicherà opportune, se un Paese non rispettasse le disposizioni della presente Convenzione o se delle riserve espresse da certi Membri durante la Conferenza di Malaga-Torremolinos 1973 o alla firma o all'adesione cagionassero situazioni contrarie per i suoi servizi delle telecomunicazioni o un aumento considerato troppo importante della sua parte di contribuzione alle spese dell'Unione.

LXVIII

Per la Repubblica del Dahomey:

La Delegazione della Repubblica del Dahomey riserva al suo Governo il diritto:

1. di non accettare alcuna misura finanziaria che potesse cagionare un aumento della sua parte contributiva all'Unione;

2. di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per proteggere i suoi servizi delle telecomunicazioni nel caso in cui dei Paesi membri non osservassero le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973).

LXIX

Per la Repubblica Popolare del Congo:

La Delegazione della Repubblica Popolare del Congo alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) dichiara, a nome del suo Governo rivoluzionario e popolare, che non riconosce alcun valore giuridico o

morale alla firma degli Atti finali da parte della Delegazione del regime reazionario di Lon Nol. Soltanto i rappresentanti del Governo Reale dell'Unità nazionale di Kampuchea sono abilitati a firmare, a nome della Cambogia, gli Atti finali della presente Conferenza.

LXX

Per Papua-Nuova Guinea:

Papua-Nuova Guinea si riserva il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie alla salvaguardia dei suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o non si conformassero in un modo qualsiasi alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga - Torremolinos, 1973) o dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

LXXI

Per la Repubblica di El Salvador:

La Delegazione della Repubblica di El Salvador riserva al suo Governo il diritto di formulare qualsiasi dichiarazione o riserva che giudicherà necessaria fin tanto che non avrà ratificato la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973); essa dichiara inoltre di non accettare alcuna conseguenza che potesse nuocere agli interessi del suo Paese o che potesse derivare da riserve formulate da altri Paesi.

LXXII

Per lo Stato d'Israele:

Le dichiarazioni fatte dalle Delegazioni dell'Algeria (Repubblica Algerina Democratica e Popolare), del Regno dell'Arabia Saudita, della Repubblica Araba d'Egitto, degli Emirati Arabi Uniti, della Repubblica d'Iraq, dello Stato del Kuwait, del Libano, della Repubblica Araba di Libia, della Malaisia, del Regno del Marocco, della Repubblica Islamica di Mauritania, del Sultanato di Oman, del Pakistan, della Repubblica Democratica di Somalia, della Repubblica Democratica del Sudan, della Tunisia, della Repubblica Araba del Yemen e della Repubblica Democratica Popolare del Yemen, essendo in contraddizione flagrante con i princìpi e gli obiettivi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni e, di conseguenza, prive di qualsiasi valore giuridico, al Governo d'Israele preme far sapere ufficialmente che rigetta queste riserve puramente e semplicemente e considera che esse non possono aver alcun valore per quanto concerne i diritti e gli obblighi degli Stati Membri dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

In ogni modo, il Governo d'Israele farà valere i diritti che sono suoi per tutelare i propri interessi, qualora i Governi dell'Algeria (Repubblica Algerina Democratica e Popolare), del Regno dell'Arabia Saudita, della Repubblica Araba d'Egitto, degli Emirati Arabi Uniti, della Repubblica d'Iraq, dello Stato del Kuwait, del Libano, della Repubblica Araba di Libia, della Malaisia, del Regno del Marocco, della Repubblica Islamica di Mauritania, del Sultanato di Oman, del Pakistan, della Repubblica Democratica di Somalia, della Repubblica Democratica del Sudan, della Tunisia, della Repubblica Araba del Yemen e della Repubblica Democratica Popolare del Yemen dovessero violare in un modo o nell'altro disposizioni della Convenzione o dei suoi Allegati, dei Protocolli o del Regolamento qui allegato.

LXXIII

Per la Repubblica di Corea:

La Delegazione della Repubblica di Corea, parlando a nome del suo Governo:

1. dichiara che qualsiasi riserva formulata quanto alla sua capacità di rappresentare validamente la Repubblica di Corea in seno all'U.I.T. o alla presente Conferenza di plenipotenziari o qualsiasi dichiarazione tendente a contestare la validità di questa capacità di rappresentanza è senza fondamento e senza valore giuridico;

2. riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che potrà giudicare necessarie alla salvaguardia dei suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o non si conformassero in un modo qualsiasi alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga - Torremolinos, 1973) o degli Allegati o Protocolli che vi sono annessi, o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

LXXIV

Per il Belgio:

La Delegazione del Belgio riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che potrà giudicare necessarie per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione, o non si conformassero in un modo qualsiasi alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati e dei Protocolli che vi sono annessi, o ancora se delle riserve formulate da altri Paesi fossero suscettibili di dar luogo a un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione, oppure infine se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni.

LXXV

Per la Repubblica Araba di Libia:

La Delegazione della Repubblica Araba di Libia riserva al suo Governo il diritto di accettare o di rifiutare le conseguenze derivanti da ogni riserva formulata da altri Paesi di natura tale da cagionare un aumento della sua quota parte contributiva alle spese dell'Unione, e di prendere tutte le misure che potrà giudicare necessarie alla salvaguardia dei suoi interessi qualora un Membro o un Membro associato non si conformasse alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o dei Regolamenti che vi sono annessi.

LXXVI

Per la Repubblica del Gabon:

Firmando la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), la Delegazione della Repubblica del Gabon riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi qualora le riserve formulate da altri Governi potessero cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione o potessero compromettere i suoi servizi delle telecomunicazioni.

LXXVII

Per la Repubblica dell'Alto Volta:

La Delegazione della Repubblica dell'Alto Volta alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), riserva al suo Governo il diritto di rifiutare qualsiasi misura finanziaria tendente ad aumentare la sua parte contributiva alle spese dell'Unione e, inoltre, di prendere tutte le misure necessarie alla salvaguardia dei suoi interessi qualora certi Membri non osservassero le disposizioni della Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o dei suoi Allegati o dei Regolamenti acclusi.

LXXVIII

Per la Repubblica del Mali:

La Delegazione della Repubblica del Mali alla Conferenza di plenipotenziari dell'U.I.T. dichiara di non accettare alcun aumento della sua parte contributiva al bilancio di previsione dell'Unione, a motivo del rifiuto, da parte di un Membro qualsiasi, di regolare i suoi contributi e le altre spese connesse.

Essa riserva inoltre al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure utili per salvaguardare i suoi interessi in materia di telecomunicazioni, in seguito alla non osservanza della Convenzione di Malaga-Torremolinos, 1973, da parte di un Membro qualsiasi dell'Unione.

LXXIX

Per il Nepal:

La Delegazione del Nepal riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà opportune per salvaguardare i suoi interessi qualora un motivo qualsiasi cagionasse un aumento della sua quota parte contributiva annuale.

LXXX

Per gli Emirati Arabi Uniti:

La Delegazione degli Emirati Arabi Uniti dichiara che il suo Governo si riserva il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi, qualora un Membro non osservasse in un modo qualsiasi le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o se le riserve espresse da un Membro compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni o dovessero cagionare un aumento della quota parte contributiva degli Emirati Arabi Uniti alle spese dell'Unione.

LXXXI

Per la Repubblica Orientale dell'Uruguay:

Firmando la presente Convenzione, la Delegazione della Repubblica Orientale dell'Uruguay dichiara che il suo Governo si riserva il diritto di prendere le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi qualora certi Membri non osservassero le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga - Torremolinos, 1973), o degli Allegati o Protocolli che vi sono annessi, o se delle riserve formulate da altri Paesi potessero recare pregiudizio ai servizi delle telecomunicazioni della Repubblica Orientale dell'Uruguay.

LXXXII

Per la Repubblica di Bolivia:

Firmando la presente Convenzione, la Delegazione della Repubblica di Bolivia dichiara che il suo Governo si riserva il diritto di prendere le misure che giudicherà necessarie alla tutela dei suoi interessi qualora altri Membri non osservassero le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o degli Allegati o Protocolli che vi sono annessi, o se le riserve formulate da altri Paesi arrischiassero di portare pregiudizio agli interessi della Bolivia, segnatamente per quanto concerne i servizi delle telecomunicazioni boliviane.

La Delegazione della Repubblica di Bolivia dichiara, inoltre, che il suo Governo si riserva il diritto di formulare qualsiasi riserva fino al momento che ratificherà la Convenzione.

LXXXIII

Per la Repubblica del Senegal:

La Delegazione della Repubblica del Senegal dichiara a nome del suo Governo che non accetta nessuna conseguenza delle riserve fatte da altri Governi alla presente Conferenza aventi per effetto l'aumento della sua quota parte contributiva alle spese dell'Unione.

D'altra parte, la Repubblica del Senegal si riserva il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie alla salvaguardia dei suoi interessi qualora le riserve formulate da altri Paesi o la inosservanza della Convenzione tendesse a compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

LXXXIV

Per la Repubblica Argentina:

A

La Delegazione della Repubblica Argentina riserva al suo Governo il diritto:

1. di non accettare alcuna misura finanziaria suscettibile di cagionare un aumento del suo contributo;

2. di prendere tutte le misure che giudicherà opportune al fine di proteggere i suoi servizi delle telecomunicazioni qualora dei Paesi membri non osservassero le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973).

B

La Delegazione della Repubblica Argentina riserva al suo Governo il diritto di formulare le riserve che giudicherà opportune in merito ai testi contenuti nella Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) che ledono direttamente o indirettamente la sua sovranità.

LXXXV

Per la Repubblica di Guinea:

La Delegazione della Repubblica di Guinea riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi qualora dei Membri non osservassero in qualsiasi modo le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) o, se le riserve fatte da altri Paesi potessero compromettere i suoi servizi delle telecomunicazioni, di accettare o no le conseguenze finanziarie che potessero eventualmente risultare da queste riserve.

LXXXVI

Per la Spagna:

La Delegazione della Spagna dichiara a nome del suo Governo che la parola « Paese » utilizzata nel preambolo, all'articolo 1, e in altri articoli della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) è sinonimo per il citato Governo del termine « Stato sovrano » e che ha lo stesso valore, la stessa portata e lo stesso contenuto giuridico e politico.

LXXXVII

Per la Repubblica Argentina:

Firmando la presente Convenzione, la Delegazione della Repubblica Argentina dichiara, a nome del suo Governo, che qualsiasi riferimento del Protocollo finale alla Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), o di qualsiasi altro documento della Conferenza, alle Isole Malvine, alle Isole della Georgia del Sud e alle Isole Sandwich del Sud, sotto la denominazione erronea di « Isole Falkland e loro dipendenze », non lede minimamente i diritti sovrani imprescrittibili e inalienabili della Repubblica Argentina su questi territori. L'occupazione di queste Isole da parte del Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord in seguito a un atto di forza che non è mai stato accettato dalla Repubblica Argentina ha indotto l'Organizzazione delle Nazioni Unite, nella sua Risoluzione 2065 (XX), a invitare le due parti a cercare un regolamento pacifico di questo conflitto di sovranità sulle citate isole.

Inoltre, e necessario segnalare che qualsiasi riferimento dei medesimi documenti al preteso « Territorio antartico britannico » non lede minimamente i diritti della Repubblica Argentina nel settore antartico argentino e che questa menzione figura all'articolo IV del Trattato antartico conchiuso a Washington il 1° dicembre 1959, di cui la Repubblica Argentina e il Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord sono ambedue firmatari.

LXXXVIII

Per l'Algeria (Repubblica Algerina Democratica e Popolare):

La Delegazione della Repubblica Algerina Democratica e Popolare, alla Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi, qualora certi Membri non osservassero in un modo qualsiasi, le disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), o se le riserve formulate da altri Membri dovessero compromettere i suoi servizi delle telecomunicazioni o cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

LXXXIX

Per il Perù:

La Delegazione del Perù dichiara che lo Stato peruviano non si riterrà in nessun modo vincolato alle disposizioni della Convenzione relative all'arbitrato tra i Membri dell'Unione concernenti il regolamento delle divergenze.

D'altra parte, la Delegazione del Perù riserva al suo Governo il diritto:

1. di prendere le misure che giudicherà necessarie per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri dell'Unione non si conformassero, in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione o dei suoi Regolamenti, oppure ancora se delle riserve formulate da questi Membri compromettessero il buon funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni del Perù;

2. d'accettare o di rifiutare le conseguenze delle riserve, tali da cagionare un aumento della sua parte contributiva alle spese della Unione;

3. d'accettare o di rifiutare tutte o certe disposizioni dei Regolamenti amministrativi: Regolamento telegrafico, Regolamento telefonico, Regolamento delle radiocomunicazioni e Regolamento addizionale delle radiocomunicazioni, menzionati nella Convenzione.

XC

Per l'Iran:

La Delegazione dell'Iran riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione in relazione con i debiti esistenti, gli interessi di questi debiti e i contributi futuri, o non si conformassero in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati, dei Protocolli o dei Regolamenti che vi sono annessi, oppure ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XCI

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia, la Repubblica Popolare di Bulgaria, Cuba, la Repubblica Popolare d'Ungheria, la Repubblica Popolare della Mongolia, la Repubblica Popolare di Polonia, la Repubblica Democratica Tedesca, la Repubblica Socialista Sovietica dell'Ucraina, la Repubblica Socialista di Romania, la Repubblica Socialista di Cecoslovacchia e l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti considerano che le previsioni di cui al numero 5 della Convenzione dell'Unione internazionale delle tele-

comunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) non concordano con il principio secondo il quale i Trattati internazionali multilaterali, il cui oggetto e il cui scopo interessano la comunità internazionale nel suo insieme, così come è il caso per le telecomunicazioni (si veda l'articolo 4 della Convenzione sopra menzionata), devono essere aperti alla partecipazione universale.

XCII

Per la Repubblica delle Filippine:

La Delegazione della Repubblica delle Filippine riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione, ciò che potrebbe cagionare un aumento del contributo delle Filippine; essa riserva parimenti al suo Governo il diritto per quanto concerne le conseguenze di qualsiasi riserva fatta da un altro Paese che ledesse gli interessi delle Filippine.

XCIII

Per la Repubblica Federale di Germania:

La Delegazione della Repubblica Federale di Germania riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o non si conformassero, in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione, dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, o se delle riserve formulate da altri Paesi fossero di natura tale da aumentare la sua parte di contribuzione alle spese dellUnione, o da compromettere il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni. La Delegazione della Repubblica Federale di Germania riserva parimenti al suo Governo il diritto, qualora il bilancio di previsione ordinario dell'Unione fosse gravato di spese relative alla cooperazione tecnica, di prendere al riguardo le misure necessarie.

XCIV

Per la Francia:

La Delegazione francese riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o non si conformassero, in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, oppure ancora se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XCV

Per Monaco:

La Delegazione di Monaco riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per salvaguardare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione o non si conformassero alle disposizioni della Convenzione (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi oppure ancora se delle riserve formulate da altri Membri compromettessero il perfetto e efficace funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni.

XCVI

Per l'Austria, il Lussemburgo e il Regno dei Paesi Bassi:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti riservano ai loro Governi il diritto di prendere tutte le misure che giudicheranno necessarie per salvaguardare i loro interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione, o non si conformassero, in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, oppure ancora se delle riserve formulate da altri Paesi fossero suscettibili di dar luogo a un aumento della loro parte contributiva alle spese dell'Unione, oppure infine se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni.

XCVII

Per la Repubblica Socialista Federativa di Iugoslavia:

La Delegazione della Repubblica Socialista Federativa di Iugoslavia riserva al suo Governo il diritto:

1. di prendere tutte le misure che giudica necessarie per salvaguardare gli interessi delle sue telecomunicazioni qualora certi Membri non osservassero le disposizioni della presente Convenzione, oppure se delle riserve formulate da altri Paesi compromettessero il buon funzionamento dei suoi servizi delle telecomunicazioni;

2. di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione, oppure se delle riserve formulate da altri Paesi fossero suscettibili di dar luogo a un aumento della sua parte contributiva alle spese dell'Unione.

XCVIII

Per la Confederazione Svizzera e il Principato del Liechtenstein:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti riservano ai loro Governi il diritto di prendere tutte le misure necessarie alla tutela dei loro interessi

qualora delle riserve deposte o altre misure prese dovessero avere per conseguenza di recare pregiudizio al buon funzionamento dei loro servizi delle telecomunicazioni o cagionare un aumento della loro parte contributiva alle spese dell'Unione.

XCIX

Per lo Stato d'Israele:

Lo Stato d'Israele riserva la sua posizione per quanto concerne la risoluzione 48 alla luce dei fatti seguenti:

1. La risoluzione si basa su accuse prive di ogni fondamento da parte dei Paesi che effettuano apertamente operazioni militari e svolgono ostilità senza restrizioni contro lo Stato d'Israele senza che il minimo indizio di prove delle loro asserzioni sia stato prodotto davanti alla Conferenza.

2. Il progetto di Risoluzione è stato esaminato sabato 20 ottobre in un ambiente di discorsi rovente, di accuse stravaganti e di minacce implicite — cioè il giorno stesso del Sabbat — mentre che gli accusatori sapevano perfettamente che il solo rappresentante d'Israele sarebbe stato assente per adempiere ai suoi doveri religiosi. È risultato da questo fatto che Israele desse l'impressione di ammettere queste accuse prive di fondamento perché il suo rappresentante non aveva preso la parola per smentirle; d'altra parte, Israele è stato avvertito che questa astensione era stata notata nel corso dei dibattiti, e che se ne è fatto cenno nel documento numero 341, presentato dalla Malaisia.

3. I motivi di ordine religioso che spiegano l'assenza del rappresentante d'Israele erano stati perfettamente esposti alla vigilia dal Presidente. Il Presidente aveva fatto la promessa solenne che, se un avvenimento importante per Israele si fosse prodotto il sabato, egli avrebbe fatto tutto il necessario per aggiornare il dibattito al fine di permettere alla Delegazione d'Israele di esercitare il suo diritto di esprimersi (si veda il numero 670 della Convenzione di Montreux, 1965) il cui tenore è il seguente:

« Egli (il Presidente) protegge il diritto di tutte le Delegazioni d'esprimere liberamente e pienamente il loro parere sull'oggetto in discussione ».

4. Considerato che queste regole non sono state osservate, la Delegazione d'Israele si è conformata alla procedura regolare e, in occasione della prima lettura del progetto di risoluzione — fatta nel corso della seduta plenaria il lunedì 22 ottobre — essa ha esposto i fatti come si presentano e ha chiesto formalmente il rigetto del progetto di risoluzione, conformemente alle disposizioni del numero 692 della Convenzione. Il Presidente ha rifiutato di mettere il progetto di risoluzione ai voti nel corso della sua lettura, dichiarando che questa proposta del delegato d'Israele non era conforme alla procedura, e ciò contrariamente alle disposizioni della Convenzione e alla pratica comune. Inoltre, le delegazioni riunite in seduta plenaria non hanno avuto l'occasione di votare sulla questione dopo aver sentito le due parti.

5. Nella sua dichiarazione presentata alla seduta plenaria del 22 ottobre e che figura integralmente nel verbale di questa seduta, Israele ha segnatamente dichiarato:

a) Il giorno stesso in cui furono formulate affermazioni di sabotaggio concernenti i cavi sottomarini di Beirut, il portaparola di Israele ha rifiutato ufficialmente di assumere una responsabilità qualsiasi in questo affare.

b) Il cavo stesso è in larga parte proprietà dei Paesi europei e degli Stati Uniti, dei quali Israele cerca la simpatia e la comprensione. Per quali ragioni Israele dovrebbe alienarsi queste simpatie e causare danni ai beni di Nazioni amiche?

c) Così pure, se Israele avesse voluto perpetrare un tale atto, perché l'avrebbe commesso così vicino alla riva, là dove è facile localizzare la rottura e dove la riparazione è relativamente semplice?

d) In questo caso come nel passato, si sono prodotti atti di sabotaggio d'origine interna. Delle pipelines sono state danneggiate prima, delle ambasciate di Stati Arabi sono state invase, alti funzionari di Paesi Arabi sono stati assassinati, atti di pirateria aerea sono stati commessi, accompagnati da sequestri d'ostaggi. In tutti questi casi, si trattava di lotte intestine tra i gruppi di Stati Arabi. Anche qui, i fatti conducono alle stesse conclusioni. È notorio che gruppi Arabi dissidenti operano nel Libano. In questi stessi giorni, uno di questi gruppi ha preso, come ostaggi a Beirut, 50 Libanesi innocenti e ha giocato alla leggera con la loro vita. Questi gruppi possiedono il minimo d'attitudini necessarie per manipolare esplosivi e eseguire questo genere di sabotaggio, come anche il minimo di mezzi che permettono loro di raggiungere i punti in cui si asserisce che i danni siano stati commessi. Con un sol colpo, essi possono vendicare torti, reali, o immaginari, e, nel clima attuale, addossare la colpa a Israele.

e) È noto che, al momento in cui il Libano ha parlato per la prima volta della rottura del cavo e ha domandato all'ITALCABLE d'intervenire per assicurare la rimessa in servizio mediante l'istituzione di vie di soccorso si è riferito a questo incidente come a un atto di sabotaggio. È stato soltanto più tardi che ha avuto l'idea di sfruttare l'incidente a fini di propaganda.

In considerazione delle dichiarazioni che precedono, lo Stato di Israele considera che la pretesa risoluzione 48 è illegale e indebitamente allegata alla presente Convenzione, e che essa è nel rimanente priva di qualsiasi significato e senza alcun effetto.

Lo Stato d'Israele è convinto che tutti i Membri imparziali dell'Unione condividono questo punto di vista e riserveranno a questa pretesa risoluzione l'accoglienza che essa merita.

C

Per la Danimarca, la Finlandia, l'Islanda, la Norvegia e la Svezia:

Le Delegazioni dei Paesi suddetti riservano ai loro Governi il diritto di prendere tutte le misure che giudicheranno necessarie per tutelare i loro interessi qualora certi Membri dell'Unione non si assumes-

sero la loro parte delle spese dell'Unione oppure se un Membro non si conformasse, in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), degli Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, oppure se delle riserve formulate da altri Paesi dovessero compromettere il buon funzionamento dei loro servizi delle telecomunicazioni.

CI

Per l'Italia:

1. La Delegazione dell'Italia riserva al suo Governo il diritto di prendere tutte le misure che giudicherà necessarie per tutelare i suoi interessi qualora certi Membri non si assumessero la loro parte delle spese dell'Unione, o non si conformassero, in un modo qualsiasi, alle disposizioni della Convenzione, dei suoi Allegati o dei Protocolli che vi sono annessi, oppure ancora se delle riserve formulate da altri Paesi fossero di natura tale da aumentare la sua parte delle spese dell'Unione o dovessero compromettere il buon funzionamento dei suoi propri servizi delle telecomunicazioni. La Delegazione dell'Italia riserva parimenti al suo Governo il diritto di prendere le misure che si rivelassero necessarie qualora delle spese relative ad attività di cooperazione tecnica fossero iscritte nel bilancio di previsione ordinario dell'Unione.

2. L'Italia si riserva il diritto di non partecipare alle spese supplementari che potrà incorrere l'Unione internazionale delle telecomunicazioni nelle future Conferenze di plenipotenziari e amministrative a causa dell'adozione di una sesta lingua d'interpretazione secondo la risoluzione votata dalla presente Conferenza di plenipotenziari.

CII

Per il Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord:

A

La Delegazione del Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord prende nota della dichiarazione della Delegazione del Cile concernente i territori antartici. Nella misura in cui potesse essere nell'intenzione degli autori di questa dichiarazione di mirare al territorio antartico britannico, il Governo di Sua Maestà del Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord non ha alcun dubbio per quanto concerne la sua sovranità su tale territorio.

B

La Delegazione del Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord dichiara che non accetta la dichiarazione fatta dalla Delegazione argentina nella misura in cui questa dichiarazione contesta la sovranità del Governo di Sua Maestà del Regno Unito sulle Isole Falkland e le loro dipendenze, come anche sul territorio antartico britannico ed essa desidera formalmente riservare i diritti del Governo di

Sua Maestà su questa questione. Le isole Falkland e le loro dipendenze come anche il territorio antartico britannico sono, e continuano a essere, parte integrante dei territori le cui relazioni internazionali sono assicurate dal Governo del Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord.

La Delegazione del Regno Unito non può parimenti accettare l'opinione espressa dalla Delegazione argentina, secondo la quale il termine di « Dipendenze delle Isole Falkland » è sbagliato, e, nella misura in cui questa opinione si riferisce al termine di « Isole Falkland », il fatto che questo termine sia erroneo. Inoltre, la Delegazione del Regno Unito non puo accettare l'opinione espressa dalla Delegazione argentina secondo la quale è necessario associare il termine di « Malvine » alla designazione delle Isole Falkland e delle loro dipendenze. La decisione del Comitato speciale delle Nazioni Unite d'aggiungere « Malvine » a tale designazione riguardava soltanto i documenti del Comitato speciale dele Nazioni Unite incaricato di studiare l'applicazione della dichiarazione relativa alla concessione dell'indipendenza ai Paesi coloniali e ai loro popoli ed essa non e stata adottata dalle Nazioni Unite per tutti i loro documenti. Questa decisione non concerne quindi minimamente né la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) e i suoi Allegati né qualsiasi altro documento pubblicato dall'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

Per quanto concerne la Risoluzione 2065 (XX) delle Nazioni Unite, la Delegazione del Regno Unito non accetta le ragioni date dalla Delegazione argentina a questo merito.

La Delegazione del Regno Unito nota il riferimento della Delegazione argentina all'articolo IV del Trattato dell'Antartico firmato a Washington il 1° dicembre 1959, ma essa ci tiene a dichiarare che questo articolo non conferma né giustifica il potere o la sovranità di una potenza qualsiasi su un territorio antartico qualsiasi. Il Governo di Sua Maestà non ha alcun dubbio quanto alla sovranità del Regno Unito sul territorio antartico britannico.

CIII

Per la Repubblica di Panama:

La Delegazione della Repubblica di Panama dichiara di non accettare alcuna dichiarazione figurante, al nome di un qualsiasi Paese, nella Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga - Torremolinos, 1973) o in qualsiasi altro documento, di natura tale da recare pregiudizio ai diritti sovrani della Repubblica del Panama sulla Zona del canale di Panama.

CIV

Per la Repubblica Socialista di Romania:

Al momento di firmare la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) la Delegazione romena dichiara

che il mantenimento dello stato d'indipendenza di certi territori, cui fanno riferimento le disposizioni del Protocollo addizionale III, non è conforme ai documenti adottati dall'ONU concernenti la concessione dell'indipendenza ai Paesi e ai popoli coloniali, compresa la dichiarazione relativa ai principi del diritto internazionale riguardante le relazioni amichevoli e la cooperazione tra gli Stati, conformemente alla Carta delle Nazioni Unite che è stata adottata all'unanimità con la risoluzione dell'Assemblea generale dell'ONU 2625 (XXV) del 24 ottobre 1970 e che proclama solennemente l'obbligo degli Stati di favorire la realizzazione del principio dell'eguaglianza dei diritti dei popoli e del loro diritto di disporre essi stessi, allo scopo di mettere senza ritardo un termine al colonialismo.

CV

Il Presidente della Conferenza:

Il Presidente della Conferenza deplora i termini della dichiarazione fatta in nome dello Stato d'Israele in occasione della Conferenza di plenipotenziari (Malaga-Torremolinos, 1973) e inserita nel Protocollo finale alla Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973); questa dichiarazione contiene commenti riguardanti l'applicazione del Regolamento interno delle conferenze che fa parte del Regolamento generale allegato alla Convenzione di Montreux (1965).

Se il numero 670 di detta Convenzione specifica effettivamente che il Presidente della Conferenza « protegge il diritto di tutte le delegazioni d'esprimere liberamente e pienamente il loro parere sull'oggetto in discussione », è evidente che si tratta di delegazioni presenti nel corso di una tale discussione, ciò che non era il caso della Delegazione dello Stato d'Israele che, per motivi religiosi e degni del più grande rispetto, non ha assistito alla seduta plenaria di sabato 20 ottobre 1973, nonostante gli indizi che facevano supporre, già la vigilia, che la seduta in questione avrebbe esaminato il progetto di risoluzione contenuto nel documento numero 326, presentato dalla Delegazione del Libano. Bisogna aggiungere a questo riguardo che, nel corso di un colloquio che ha avuto luogo venerdì 19 ottobre con il signor Sakked, Delegato d'Israele, il Presidente non ha potuto dare alcuna garanzia quanto alla possibilità di differire i dibattiti relativi al citato progetto di risoluzione e si è semplicemente offerto di tentare, con diverse consultazioni — che ebbero effettivamente luogo, ma senza risultato —, di ottenere l'aggiornamento dei dibattiti fino a lunedì 22 ottobre 1973.

Durante la seduta plenaria di lunedì 22 ottobre, il Delegato dello Stato d'Israele, in occasione della prima lettura del testo della risoluzione 48, proposto dalla commissione di redazione e pubblicato nel documento numero 351, ha domandato di mettere di nuovo ai voti il contenuto della risoluzione, pretendendo di fondare questa domanda sul numero 692 della Convenzione di Montreux.

L'interpretazione del Presidente è stata la seguente: ciò che la seduta plenaria doveva esaminare era il testo della risoluzione, prima che questo testo fosse considerato come definitivo, ai sensi del numero 763 della citata Convenzione, ma non il fondo della risoluzione di cui si tratta, sul quale la seduta plenaria del 20 ottobre 1973 si era pro-

nunciata con un voto per appello nominale il cui risultato era stato il seguente: 64 voti per, 3 voti contro e 46 astensioni.

La decisione del Presidente è stata presa conformemente alle disposizioni del numero 697 della Convenzione di Montreux (1965).

In fede di che, i plenipotenziari rispettivi hanno firmato questo Protocollo finale in un esemplare e in ognuna delle lingue inglese, cinese, spagnola, francese e russa. Questo Protocollo resterà depositato negli archivi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, la quale ne consegnerà una copia a ognuno dei Paesi firmatari.

Fatto a Malaga-Torremolinos, il 25 ottobre 1973.

(*Seguono le firme*)

PROTOCOLLI ADDIZIONALI

PROTOCOLLO ADDIZIONALE I

SPESE DELL'UNIONE PER IL PERIODO DAL 1974 AL 1979.

1. Il Consiglio d'amministrazione è autorizzato a elaborare il bilancio di previsione annuo dell'Unione in modo che le spese annue :

— del Consiglio d'amministrazione,

— del Segretariato generale,

— del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze,

— dei segretariati dei Comitati consultivi internazionali,

— dei laboratori e degli impianti tecnici dell'Unione,

non superino le somme qui appresso per gli anni 1974 e seguenti, fino alla prossima Conferenza di plenipotenziari :

35.000.000 franchi svizzeri per l'anno 1974

36.650.000 franchi svizzeri per l'anno 1975

36.600.000 franchi svizzeri per l'anno 1976

37 600.000 franchi svizzeri per l'anno 1977

38.800.000 franchi svizzeri per l'anno 1978

39.980.000 franchi svizzeri per l'anno 1979.

Per gli anni posteriori al 1979, i bilanci di previsione annui non dovranno oltrepassare annualmente il 3 per cento della somma fissata per l'anno precedente.

2. Il Consiglio d'amministrazione è autorizzato a oltrepassare i limiti fissati al paragrafo 1 qui sopra per coprire le spese relative all'eventuale sostituzione di Membri del Comitato internazionale di registrazione delle frequenze (si veda la risoluzione numero 3 della presente Conferenza).

3. Il Consiglio d'amministrazione può autorizzare le spese relative alle Conferenze di cui al numero 91 della Convenzione come anche quelle relative alle riunioni dei Comitati consultivi internazionali.

3.1 Durante gli anni dal 1974 al 1979 il bilancio di previsione adottato dal Consiglio d'amministrazione, tenuto eventualmente conto delle disposizioni del capoverso 3.2 qui appresso, non deve superare gli importi seguenti:

6.600.000 franchi svizzeri per l'anno 1974

2.900.000 franchi svizzeri per l'anno 1975

11.000.000 franchi svizzeri per l'anno 1976

3.400.000 franchi svizzeri per l'anno 1977

3.000.000 franchi svizzeri per l'anno 1978

14.800.000 franchi svizzeri per l'anno 1979.

3.2 Se *a*) la Conferenza di plenipotenziari, *b*) una conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni marittime, *c*) una conferenza amministrativa delle radiocomunicazioni incaricata di allestire un piano per il servizio di radiodiffusione via satellite, *d*) una conferenza amministrativa mondiale delle radiocomunicazioni del servizio mobile aeronautico (R) o *e*) una conferenza amministrativa mondiale incaricata di rivedere i regolamenti delle radiocomunicazioni non dovessero riunirsi nel corso degli anni dal 1974 al 1979, il totale degli importi autorizzati per questi anni verrebbe ridotto di 3.800.000 franchi svizzeri per *a*), 3.124.000 franchi svizzeri per *b*), 3.200.00 franchi svizzeri per *c*), 1.950.000 franchi svizzeri per *d*), e 4.800.000 franchi svizzeri per *e*).

Se la Conferenza di plenipotenziari non si riunisce nel 1979, il Consiglio d'amministrazione autorizzerà, annualmente, per gli anni successivi al 1979, i crediti che giudicherà opportuno assegnare per le spese relative alle conferenze di cui al numero 91 della Convenzione come anche quelle relative alle riunioni dei Comitati consultivi internazionali.

3.3 Il Consiglio d'amministrazione può autorizzare un sorpasso dei limiti annuali fissati nel capoverso 3.1 qui sopra, se tale sorpasso può essere compensato con mezzi stanziati entro i limiti delle spese:

— rimasti disponibili da un anno precedente, o

— da prelevare su un anno futuro.

4. Il Consiglio d'amministrazione è autorizzato a superare i limiti fissati ai paragrafi 1 e 3 qui sopra per tener conto:

4.1 degli aumenti delle scale di stipendio, dei contributi per pensioni o indennità, comprese le indennità di posto, ammessi dalle Nazioni Unite per essere applicate al loro personale in attività a Ginevra;

4.2 delle fluttuazioni del corso del cambio tra il franco svizzero e il dollaro degli Stati Uniti che cagionassero all'Unione spese supplementari.

5. Il Consiglio d'amministrazione ha l'obbligo di realizzare tutte le economie possibili. A tale scopo, esso deve fissare ogni anno le spese autorizzate al livello più basso possibile compatibile con i bisogni dell'Unione, entro i limiti fissati nei paragrafi 1 e 3 qui sopra, tenendo conto, se del caso, delle disposizioni del paragrafo 4.

6. Se i crediti che il Consiglio d'amministrazione può autorizzare in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 1 a 4 qui sopra si rivelano insufficienti per assicurare il buon funzionamento dell'Unione, il Consiglio può sorpassare questi crediti soltanto con l'approvazione della maggioranza dei Membri dell'Unione debitamente consultati. Ogni consultazione dei Membri dell'Unione deve comprendere una trattazione completa dei fatti giustificanti tale domanda.

7. Prima di esaminare le proposte suscettibili d'avere ripercussioni finanziarie, le conferenze amministrative mondiali e le assemblee plenarie dei Comitati consultivi internazionali dovranno disporre di una valutazione delle spese supplementari che ne deriverebbero.

8. Non sara dato seguito a nessuna decisione di una conferenza amministrativa o d'una assemblea plenaria d'un Comitato consultivo internazionale che abbia come conseguenza un aumento diretto o indiretto delle spese oltre i crediti di cui il Consiglio d'amministrazione può disporre secondo i paragrafi 1 a 4 qui sopra o nelle condizioni previste nel paragrafo 6.

PROTOCOLLO ADDIZIONALE II

PROCEDURA CHE DEVONO SEGUIRE I MEMBRI IN VISTA DELLA SCELTA DELLA LORO CLASSE DI CONTRIBUZIONE

1. Ogni Membro dovrà, prima del 1° luglio 1974, notificare al segretario generale la classe di contribuzione da esso scelta nella tabella delle stesse di cui al numero 92 della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973).

2. I Membri che avranno omesso di comunicare la loro decisione prime del 1° luglio 1974, in applicazione di quanto è stipulato nel paragrafo 1 precedente, saranno tenuti a contribuire conformemente al numero d'unità da loro sottoscritto sotto il regime della Convenzione di Montreux (1965).

PROTOCOLLO ADDIZIONALE III

MISURE ATTE A DARE ALLE NAZIONI UNITE LA POSSIBILITA DI APPLICARE LA CONVENZIONE PER QUANTO CONCERNE QUALSIASI MANDATO ESERCITATO IN VIRTÙ DELL'ARTICOLO 75 DELLA CARTA DELLE NAZIONI UNITE

La Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), ha deciso di prendere le misure seguenti al fine di dare alle Nazioni Unite la possibilità di continuare ad applicare la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni in seguito alla decisione della Conferenza di sopprimere la qualità di Membro associato.

Si è convenuto che la possibilità di cui godono attualmente le Nazioni Unite conformemente alle disposizioni dell'articolo 75 della Carta delle Nazioni Unite, ai sensi della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Montreux, 1965), sarà ricondotta ai sensi della Convenzione di Malaga-Torremolinos, (1973) a partire dall'entrata in vigore di questa Convenzione. Ogni caso sarà esaminato dal Consiglio d'amministrazione dell'Unione.

PROTOCOLLO ADDIZIONALE IV

MISURE DESTINATE A PROTEGGERE I DIRITTI DI PAPUA-NUOVA GUINEA

La Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) ha deciso gli accordi seguenti, che saranno applicati a titolo temporaneo, al fine di proteggere i diritti di Papua-Nuova Guinea, dato che questa Conferenza si è pronunciata per la soppressione della qualità di Membro associato:

1. Quando la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) entrerà in vigore, lo statuto di Membro associato dell'Unione, che è attualmente quello di Papua-Nuova Guinea, resterà immutato, con i diritti e gli obblighi dei Membri dell'Unione, ad eccezione del diritto di voto alle conferenze e riunioni degli organi dell'Unione e del diritto di presentare candidati al Comitato internazionale di registrazione delle frequenze. Questo Paese non sarà parimenti eleggibile nel Consiglio d'amministrazione.

2. Questo Paese può di conseguenza firmare e ratificare la Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973), a titolo di Statuto speciale comparabile a quello di Membro associato, come è definito nella Convenzione internazionale delle telecomunicazioni (Montreux, 1965). Di conseguenza, questo Paese beneficerà, in virtù della Convenzione di Malaga-Torremolinos, d'uno statuto comparabile a quello di Membro associato, con i diritti e gli obblighi che ne derivano, come se questa categoria di Membro fosse mantenuta nella nuova Convenzione. Detta situazione si protrarrà fino al momento in cui Papua-Nuova Guinea diventerà Membro a pieno diritto dell'Unione, conformemente alle disposizioni pertinenti della Convenzione di Malaga-Torremolinos.

PROTOCOLLO ADDIZIONALE V

DATA D'ENTRATA IN FUNZIONE DEL SEGRETARIO GENERALE E DEL VICESEGRETARIO GENERALE

Il segretario generale e il vice-segretario generale eletti dalla Conferenza di plenipotenziari di Malaga-Torremolinos (1973) nelle condizioni fissate da questa stessa Conferenza entreranno in funzione il 1° gennaio 1974.

PROTOCOLLO ADDIZIONALE VI

DISPOSIZIONI TRANSITORIE

La Conferenza di plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni (Malaga-Torremolinos, 1973) ha approvato le disposizioni seguenti che saranno applicate a titolo provvisorio fino all'entrata in vigore della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni di Malaga-Torremolinos (1973):

1. Il Consiglio d'amministrazione sarà composto di trentasei Membri eletti dalla Conferenza secondo la procedura fissata in detta Convenzione. Il Consiglio potrà riunirsi subito dopo la sua elezione e svolgere i compiti che la Convenzione gli assegna.

2. Il presidente e il vicepresidente che il Consiglio d'amministrazione eleggerà nel corso della sua prima sessione resteranno in funzione fino all'elezione dei loro successori, che avrà luogo all'apertura della sessione annuale del 1975 del Consiglio.

In fede di che, i plenipotenziari rispettivi hanno firmato questi Protocolli addizionali in un esemplare e in ciascuna delle lingue inglese, cinese, spagnolo, francese e russa. Questi Protocolli resteranno depositati negli archivi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, la quale ne consegnerà una copia a ciascuno dei Paesi firmatari.

Fatto a Malaga-Torremolinos, il 25 ottobre 1973.

(*Seguono le firme*).

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(7651153/4) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.